

REPUBLIQUE DU SENEGAL



# MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Un Peuple – Un But – Une Foi



**LOI N°2021-42 DU 20 DECEMBRE  
2021 PORTANT LOI DE FINANCES  
POUR L'ANNEE 2022**

## Table des matières

<b>EXPOSE GENERAL DES MOTIFS .....</b>	<b>- 3 -</b>
<b>EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE .....</b>	<b>- 31 -</b>
<b>PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT .....</b>	32
<b>TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT .....</b>	32
<b>TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES .....</b>	39
<b>DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES ...</b>	42
<b>TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS..</b>	42
<b>TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	45
<b>LOI N°2021-42 DU 20 DECEMBRE 2021 .....</b>	48
<b>PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT .....</b>	49
<b>TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT .....</b>	49
<b>TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES .....</b>	52
<b>DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES ...</b>	55
<b>TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS..</b>	55
<b>TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	56
<b>ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE .....</b>	59
<b>ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES .....</b>	60
<b>ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL .....</b>	62
<b>ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD .....</b>	98
<b>ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION .....</b>	99
<b>ANNEXE VI : ENCOURS ET ECHEANCES DU SERVICE DE LA DETTE .....</b>	100
<b>ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST .....</b>	101
<b>ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST .....</b>	104
<b>ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST .....</b>	109
<b>ANNEXE X : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2022 .....</b>	110
<b>ANNEXE XI : SITUATION DES RESTES A PAYER AU 30 SEPTEMBRE .....</b>	111

## EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

### ***Le Budget 2022, boussole de la consolidation des bases pour le progrès économique et social***

La loi de finances pour l'année 2022 s'inscrit dans un contexte particulièrement marqué par la poursuite de la lutte contre la pandémie de la Covid-19, de la relance de l'économie, à travers le PAP2A et la mise en œuvre des instruments majeurs comme le programme *XĔYU NDAW ÑI*.

En effet, il en faudra du temps, et du recul pour analyser et appréhender l'ensemble des conséquences de la pandémie de la Covid-19 sur la vie des hommes, le fonctionnement des États et la marche des Nations.

Mais une chose est d'ores et déjà sûre : en termes de ravages, le coronavirus Sars-Cov-2 rivalise aisément avec ses plus sinistres ancêtres tels que la bactérie de la peste, le virus de la grippe espagnole ou même le VIH/SIDA.

Non pas qu'il se montre aussi ravageur ; au contraire, le propre de ce virus est d'être beaucoup moins létal que nombre de fléaux ayant accablé le genre humain de l'Antiquité à nos jours. Mais la pandémie actuelle possède un caractère spécifique, qui la rend particulièrement redoutable et qui s'exprime à travers trois facteurs :

- 1- son impact psychologique : la Covid-19 surprend l'Homme à une étape de son évolution où il pensait avoir dompté les maladies infectieuses. Elle le renvoie à sa fragilité, au moment où la Science l'avait persuadé de sa toute-puissance ;
- 2- sa vitesse de propagation : dans un monde ouvert aux vents de la globalisation, la libre circulation des biens et des capitaux s'accompagne d'une extrême mobilité des personnes, mobilité dont le coronavirus Sars-Cov-2 a fait son Cheval de Troie.

C'est ainsi que le jargon de la Covid-19 (« tests », « masques », « confinement », « déconfinement », « mesures barrières », « vaccins », « immunité collective », etc.) est désormais usité dans toutes les langues du monde, jusque dans la lointaine Océanie qui s'était longtemps crue protégée par son isolement. Et l'on découvre que la mondialisation est aussi une mondialisation de la souffrance, de la peur et de la mort...

3- son effet corrosif sur le vivre-ensemble : toutes les crises y compris, pour ne pas dire surtout, les crises sanitaires, ont des effets négatifs sur l'économie et la vie en société. Mais celle-ci, parce qu'elle décourage et limite les contacts humains, est particulièrement pernicieuse :

(i) pour l'économie de marché, puisque la production de richesses repose sur l'interaction entre les individus ;

(ii) pour la cohésion sociale, car devoir fuir les autres pour échapper au virus entraîne le repli sur soi, le ressentiment mais aussi sème les germes de la révolte populaire.

Dans cette mer agitée, qui menace de submerger aussi bien les paquebots (les pays industrialisés) que les frêles esquifs (les pays en développement), le pavillon Sénégal tient bon. Son capitaine (Son Excellence le Président de la République Macky SALL) tient ferme le gouvernail ; l'équipage (c'est-à-dire l'Administration, avec en première ligne les personnels de santé) est dévoué à la tâche et les passagers (à savoir le peuple sénégalais) n'ont jamais perdu leur sang-froid.

Toutefois, il est venu le temps de fixer un nouveau cap.

Une réactivité imparable, une communication tous azimuts, une débauche de moyens rapidement déployés et enfin une campagne de vaccination prometteuse avec l'appui de partenaires financiers, sont en train d'éloigner notre pays du cœur de la tempête.

Le virus circule toujours ; il reste d'autant plus dangereux qu'il lui arrive de muter en de redoutables variants, mais l'horizon est en train de s'éclaircir. En effet, l'intensification de la campagne de vaccination, le relèvement des plateaux techniques des structures de santé, la promotion de l'approche communautaire ont permis un retour à une certaine normalité dans le quotidien des sénégalais. Cette stratégie sera poursuivie voire renforcée en 2022 avec notamment l'acquisition de nouvelles doses de vaccins sur financement de l'Etat et de la Banque mondiale pour un montant d'environ 45 milliards FCFA pour assurer la vaccination de l'ensemble de la population et le maillage du territoire national en infrastructures sanitaires avec la mise en service de quatre nouveaux hôpitaux régionaux. Il est également prévu la construction de la Polyclinique de l'Hôpital principal de Dakar.

Le Sénégal veut saisir l'occasion pour réinitialiser son logiciel de développement ; car à travers chaque crise : des souffrances ; mais derrière chaque crise : des opportunités.

La pandémie Covid-19 aura au moins permis de tirer deux enseignements majeurs, dont le Gouvernement veut faire des axes forts de sa politique budgétaire :

- a. l'autonomie en matière de production de denrées et biens de première nécessité représente une question vitale pour un pays. L'histoire récente a montré que quand tout le monde a besoin de la même chose et au même moment, chaque pays s'arc-boute sur ses intérêts...

L'égoïsme vaccinal des États a succédé à leur égoïsme en matière de tests et de masques. La fermeture des frontières a entravé les échanges commerciaux, entraînant des tensions sur la disponibilité de certains produits, voire des pénuries.

Le Sénégal a décidé d'en tirer toutes les conséquences en accélérant son développement agricole et en se dotant d'une industrie pharmaceutique digne de ce nom grâce à une stratégie de développement mise en place et soutenue par la structuration d'un plan de relance du secteur.

- b. l'autre phénomène pour lequel la crise a servi de révélateur, c'est l'impérieuse nécessité pour les pouvoirs publics de répondre avec diligence à la demande pressante, exprimée avec vigueur par une jeunesse qui réclame des formations solides, des emplois décents et bien rémunérés, un cadre de vie sain ; bref, une jeunesse qui réclame un meilleur avenir et dans des délais plus courts que ce que permet souvent le rythme d'exécution des politiques publiques.

Certes, le temps de l'économie est un temps long. Certes, il faut labourer, puis semer, avant de récolter. Mais le défi lancé par la jeunesse à ses gouvernants impose d'introduire plus d'agilité dans la politique économique et sociale, de préparer le futur tout en apportant des réponses aux urgences du présent.

C'est l'équation que s'efforce de résoudre le Gouvernement à travers la présente loi de finances. Mais pour cela, les solutions classiques ne suffisent plus. Il faut porter l'audace, la volonté, l'innovation et l'ambition à de nouveaux sommets, pour raviver la flamme de l'espérance, **celle d'un peuple qui doit sortir de la crise plus fort qu'il n'y était entré.**

Le budget 2022 n'est donc pas un simple budget de sortie de crise ; c'est aussi et surtout un budget pour consolider les bases d'une économie résiliente, qui doit retrouver la trajectoire d'une croissance plus vigoureuse et plus inclusive.

## **I. Retrouver une trajectoire de croissance économique plus vigoureuse : faire tourner la machine économique à plein régime**

L'économie est la mère de toutes les batailles.

Une économie qui marche, c'est la condition pour des infrastructures de haute qualité, un système éducatif performant, un système de santé robuste, des politiques culturelles dignes de ce nom, et des succès importants dans la lutte contre les inégalités sociales. En retour, ce sont ces mêmes facteurs qui entretiennent les performances de l'économie.

Une politique économique qui négligerait donc le social ne pourrait que générer ou aggraver les inégalités, ce qui, à terme, nuirait à la cohésion sociale, sans laquelle aucun progrès économique n'est durable.

Les efforts de l'Etat en matière de promotion socio-économique des hommes et des femmes, pour créer les conditions d'une prospérité mieux partagée, doivent donc aller de pair avec la lutte contre toute forme de précarité ainsi que l'élimination de toutes les sources de vulnérabilité.

C'est cela qui explique le poids dans le budget de l'État depuis 2012 des dépenses sociales (bourses de sécurité familiale, couverture maladie universelle, projet d'appui aux filets sociaux, etc.), destinées à réduire la pauvreté : plus de 40% en moyenne. Et comme la crise sanitaire a accentué la situation de précarité de beaucoup de ménages, le Gouvernement a décidé, dans la loi de finances pour 2022, de porter le poids des dépenses sociales à presque 50%, si l'on y intègre toutes les initiatives destinées à soutenir l'emploi et l'auto-emploi des jeunes et des femmes. En effet, on combat mieux la pauvreté en donnant aux personnes les moyens de se hisser par leurs propres efforts hors de la trappe de l'assistanat, pour leur permettre d'emprunter l'ascenseur social.

Une économie qui marche, c'est aussi, la condition pour plus de sécurité aux frontières et à l'intérieur du territoire car la construction et l'entretien de forces de défense et de sécurité, à la hauteur des menaces, nécessitent des ressources considérables, que l'État ne peut mobiliser que sur une assiette fiscale large, c'est-à-dire une matière économique solide.

L'Histoire a montré que la démocratie elle-même fonctionne mieux durant les périodes économiquement fastes car la récession ou la faible croissance alimentent le chômage et la précarité, lesquels génèrent angoisse et frustration citoyenne, qui font le lit du populisme.

C'est pourquoi, le Gouvernement mise, plus que jamais, sur le Plan Sénégal Émergent (PSE) pour guérir les maux de notre pays. Le PSE est la meilleure synthèse entre l'économique, le social, l'environnement et le politique, c'est-à-dire les quatre éléments structurants de l'évolution d'un pays, reflétés dans les trois axes du Plan.

#### **A/ En lançant le chantier de l'accélération de l'industrialisation du pays**

La crise de la Covid 19 a fini de jeter une lumière crue sur une réalité déjà bien perçue dans le PSE : l'urgence de doter le Sénégal de filières industrielles compétitives à l'international, contribuant très fortement à la croissance du PIB et à l'emploi.

Le tissu industriel sénégalais reste encore très peu développé, avec une faible articulation entre le secteur primaire et le secteur secondaire, se traduisant par la faiblesse des activités de transformation et de valorisation de nos produits. La valeur ajoutée manufacturière (VAM), déjà très faible, a souvent stagné, voire baissé durant ces dernières années.

Notre VAM par habitant représente la moitié de celle du Maroc, le tiers de celle de l'Afrique du Sud, 10% de celle de la Turquie, 3% de celle de la Corée du Sud. Singapour a une VAM par habitant 45 fois supérieure à celle du Sénégal.

Le secteur industriel ne contribue qu'à hauteur de 19% au PIB et compte à peine 9% des entreprises formelles. Notre pays reste encore très dépendant de l'extérieur pour son approvisionnement en produits essentiels, notamment pour son alimentation, et pour la satisfaction de ses besoins en biens d'équipements de consommation courante, malgré le potentiel de ressources disponibles et des opportunités de développer des filières compétitives capables de satisfaire le marché intérieur et de capter la demande extérieure.

La conséquence est presque mécanique : la balance commerciale du Sénégal n'a cessé d'être déficitaire depuis 1963. En 2019 et en valeur absolue, notre pays a importé pratiquement le double de ce qu'il a exporté : 5 372,54 milliards de FCFA contre 3 419 milliards de FCFA. Le Sénégal n'exporte essentiellement que des produits non-transformés et importe la quasi-totalité des produits transformés.

Or la carte économique du monde est claire : les pays qui sont dépendants de l'exportation de produits bruts ont un niveau de vie inférieur.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement cultive l'ambition d'asseoir une industrie compétitive, portée par un secteur privé national fort, contribuant à un développement inclusif et durable, pour un Sénégal émergent à l'horizon 2035. Cette ambition s'articule autour de quatre programmes stratégiques que sont :

- la transformation des matières premières agricoles, sylvopastorales et halieutiques ;
- la transformation industrielle des ressources minérales et des hydrocarbures ;
- le développement de l'industrie pharmaceutique et de la pharmacopée ;
- le développement des industries à forte intensité technologique et capacité d'innovation.

L'industrie devant être le premier débouché de l'agriculture, vont être développés des agropoles intégrés et compétitifs, destinés à jouer le rôle de forces motrices de développement et d'industrialisation régionale, à travers notamment l'amélioration de la valeur ajoutée agricole créée au niveau local dans les différentes zones du pays. L'enjeu est de créer des plateformes de production aptes à mettre sur le marché une offre compétitive de produits capables de s'insérer dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales.

Sont ainsi concernés :

- le projet Agropole Sud avec un financement de 57 651 750 000 FCFA. Pour 2022, un montant de 3 899 828 000 FCFA est budgété, dont 2 899 828 000 FCFA attendus de la Banque africaine de Développement (BAD) et de la Banque Islamique de Développement (BID) ;
- le projet Agropole Centre qui bénéficie déjà d'un don de 14 782 500 000 de FCFA de la part du Royaume de Belgique. Les filières prioritaires identifiées sont l'arachide, les céréales « mil-maïs-sorgho » et le sel. Un montant de 300 000 000 de FCFA sera mobilisé en 2022 avec la Coopération Belge et 100 000 000 de FCFA comme contrepartie de l'Etat ;
- le projet Agropole Nord d'un coût global de 65 700 000 000 de FCFA dont les études de faisabilité vont être clôturées en fin 2022 avec comme filières prioritaires le riz, l'oignon, la filière bétail viande et le lait.

Le Gouvernement se concentre également sur :

1. le développement de la Plateforme industrielle internationale de Diamniadio, d'un coût global de 60 milliards de FCFA dont 1 750 000 000 FCFA attendus en 2022 ;
2. la montée en puissance du Domaine industriel de Diamniadio, lancé en 2020, et qui accueille aujourd'hui 27 entreprises : 17 entreprises qui ont démarré leur production et 10 qui sont en phase d'investissement pour 60 milliards de FCFA.

Ce Domaine qui va être la base infrastructurelle de la stratégie vise à faire du Sénégal un hub minier régional, c'est-à-dire un centre de référence dans l'équipement, les services et le capital humain pour les opérateurs miniers établis en Afrique de l'Ouest. Concernant le projet hub minier régional, sa structuration est en cours avec l'appui de la BAD dans le cadre du Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources et l'Attractivité des Investissements (PAIMRAI) ;

3. l'aménagement des Zones économiques spéciales notamment celles de Sandiara et de DIASS pour assurer leur pleine opérationnalité ;
4. le projet PHARMAPOLIS, visant à ériger au Sénégal un centre intégré de production de biens et services pharmaceutiques et biomédicaux. Les études de faisabilité ont été lancées en janvier 2021 en vue d'arrêter le volume des investissements ainsi que le modèle économique du projet ;
5. le projet de mise en place d'une unité de production de vaccins anti-covid-19 et autres de l'Institut Pasteur de Dakar d'un coût de 200 millions de dollars dont les premiers vaccins sont attendus en 2022.

La mise en œuvre de l'ensemble de ces différentes initiatives, pour une transformation industrielle du pays, requiert une forte implication du secteur privé national et international qui n'intervient que si les conditions d'attractivité, de compétitivité et de rentabilité sont réunies. A cet égard, la consolidation d'un climat des affaires sera poursuivie pour impulser davantage les investissements privés. C'est pour cela que la mise en œuvre de ces projets sera accompagnée de réformes phares avec notamment la stratégie nationale de développement du secteur privé, la révision du code des investissements, la formation professionnelle ainsi que l'administration et la législation du travail.

Il s'y ajoute la mise en place de mécanismes de financements innovants pour accompagner le secteur privé national (dont l'informel), le développement et la structuration des projets de type PPP autour des projets stratégiques.

Il sera poursuivi également l'amplification des relations avec l'ensemble des partenaires au développement et l'orientation de leurs interventions autour des secteurs porteurs de croissance.

## **B/ En usant à bon escient du levier budgétaire**

Afin de contenir le choc provoqué par la Covid-19, le Gouvernement avait fait le choix assumé d'ouvrir les vannes de la dépense publique. C'est ainsi que le déficit budgétaire, qui avait été ramené à 3,9% en 2019 (alors qu'il était de 6,5% en 2011), est remonté jusqu'à 6,4% en 2020 et devrait s'établir à 5,4% en 2021 (hors utilisation des DTS).

Ce n'est évidemment pas une bonne nouvelle pour les finances publiques, surtout après le spectaculaire redressement des comptes auquel le PSE avait permis de parvenir, en alliant volontarisme économique et rigueur dans la gestion. Toutefois, si les chiffres sont importants, ce serait une erreur que de réduire le sort d'une Nation à une affaire de chiffres.

Mais quand un virus chasse les touristes, ferme les hôtels, les restaurants, les écoles et les stades, cloue les avions au sol, paralyse les chaînes de production, fait écrouler le chiffre d'affaires des entreprises, envoie au chômage des milliers de travailleurs, alors un seul choix s'impose à l'État : intervenir pour éviter l'effondrement du pays, ni plus ni moins. Et cette intervention s'effectue au premier chef par la dépense publique.

**Le Fonds FORCE Covid-19 avait été créé dans ce but et il a rempli son objectif**, en renforçant substantiellement les moyens d'intervention du système sanitaire, en soutenant les ménages sénégalais les plus vulnérables ainsi que la Diaspora, en accompagnant les secteurs économiques les plus impactés, à travers des appuis financiers directs et indirects, ainsi que des mesures de soutien fiscal, en sécurisant l'approvisionnement du pays en denrées et produits essentiels. Autant d'actions qui ont permis de contenir la maladie et préserver notre économie de la récession.

Ce choix a naturellement un coût.

En effet, la baisse de l'activité économique ayant un impact mécanique sur le recouvrement des recettes fiscales, c'est-à-dire sur la première source de revenus de l'État, le déficit budgétaire ne pouvait qu'augmenter, de même que, corrélativement, le mécanisme qui permet de le financer : la dette publique.

Les autres États n'ont pas fait des choix différents, une quasi-unanimité régnant parmi les économistes sur le point suivant : en période de crise, l'heure n'est pas à l'équilibre des comptes mais à la sauvegarde des entreprises, à la protection des emplois, au soutien du pouvoir d'achat et au renforcement des services publics, « quoi qu'il en coûte » sur le plan budgétaire.

Exemple :

	SENEGAL				FRANCE				ETATS-UNIS			
	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
<b>Déficit public/ PIB (en %)</b>	3,9	6,4	5,4	4,8	3,1	9,1	8,4	4,8	4,6	11,7	12,9	6,8
<b>Dette publique/ PIB (en %)</b>	63,8	68,7	70,9	69,9	97,5	115	115,6	114	106,7	107,5	108,4	109,4

Cette situation ne doit pas être sous-estimée mais il faut également éviter de surinterpréter la dégradation ponctuelle des deux ratios ci-dessus. Avant que ne survienne la pandémie, notre pays avait enclenché un cycle de croissance d'une robustesse jamais connue depuis l'indépendance, avec un taux moyen de 6,2% entre 2014 et 2019, ainsi que des pics de 6,6% et 7,4% en 2014 et 2017.

Cette dynamique n'était pas le fruit du hasard mais le résultat de la mise en œuvre du PSE.

C'est cette croissance qui, s'appuyant sur un cadre macroéconomique robuste, a d'ailleurs renforcé la résilience de l'économie ainsi que des finances publiques, permettant à notre pays d'absorber le choc Covid-19 en épargnant à sa population les tourments vécus ailleurs.

C'est la même croissance qui, une fois la crise dépassée, permettra de garnir les carnets de commandes de nos entreprises, de gonfler leurs chiffres d'affaires, de favoriser les recrutements, de stimuler les investissements, d'augmenter les revenus des ménages ainsi que les recettes fiscales, et enfin de ramener les comptes de l'État à l'équilibre ou à des niveaux qui en sont proches.

Car l'analyse moderne des finances publiques distingue deux cycles à l'intérieur de l'activité économique : la composante permanente ou durable et la composante temporaire ou transitoire.

La composante temporaire résulte de l'ensemble des chocs transitoires qui peuvent affecter à tout moment le système économique, qu'il s'agisse de chocs positifs (comme la baisse des prix des produits pétroliers) ou de chocs négatifs (tels que les aléas climatiques, la hausse des prix du pétrole, les grèves, les crises politiques ou les pandémies).

Or, par définition, l'impact des chocs transitoires est voué à s'effacer plus ou moins rapidement et le PIB doit ainsi revenir sur sa tendance sous-jacente, jusqu'à l'arrivée d'un nouveau choc. Autrement dit, pour aussi pénible qu'elle soit, la crise sanitaire actuelle n'est jamais qu'un événement conjoncturel.

Rien ne justifie que le ralentissement temporaire de l'activité qu'elle occasionne, et qui sera forcément suivi d'un retour à la tendance préalable, ne puisse pas donner lieu à un creusement proportionné et exceptionnel du déficit public, pour maintenir certaines politiques essentielles de l'État malgré la baisse des recettes publiques, ou pour assurer une certaine protection des revenus des entreprises et des ménages, en vue notamment de soutenir la demande.

Il est vrai que la décision politique sur le niveau du solde budgétaire global comporte une part de risque en cas de choc conjoncturel, dans la mesure où son caractère pérenne ou temporaire n'est pas maîtrisé à l'avance. Toutefois, le Gouvernement sénégalais a bien pris la mesure de ce risque, à travers un arbitrage entre plusieurs facteurs :

- 1) les premières années de mise en œuvre du PSE ont permis d'installer la fusée Sénégal sur le pas de tir. Le coronavirus aura certes infléchi la courbe du décollage mais, sous réserve de quelques ajustements, l'agenda de l'émergence reste toujours en vigueur. Le virus a perturbé l'activité mais il n'a pas endommagé l'outil de production. Le Gouvernement reste donc pleinement confiant sur sa politique économique et entend la poursuivre ;
- 2) la dégradation de la situation politique et sécuritaire au niveau de ses voisins renforce, par effet de contraste, l'atout géopolitique du Sénégal, seul pays de la sous-région à connaître une stabilité politique et institutionnelle, et où les libertés civiles, politiques et économiques sont garanties ;
- 3) après avoir :
  - (i) opéré la révolution énergétique avec :1 529 mégawatts de puissance installée en 2020 contre 573 en 2012 ; 220 mégawatts d'énergies renouvelables en 2020 contre zéro en 2012 ; 4231 villages électrifiés en 2019 contre 1648 en 2012 ;
  - (ii) multiplié par 6 la longueur du réseau autoroutier du Sénégal en 6 ans (de 35 à 233 kilomètres) ;
  - (iii) renforcé les infrastructures de désenclavement et de desserte ainsi que l'offre de structures sanitaires, éducatives et sociales ;
  - (iv) triplé la production de riz paddy et la production aquacole, tout en doublant les productions d'oignon, de viande, de volaille industrielle ainsi que les exportations de fruits et légumes, entre 2012 et 2020 ;
  - (v) fait baisser de cinq points le taux de pauvreté monétaire des ménages, qui est passé de 42,8% en 2011 à 37,8% en 2018/2019 ;
  - (vi) engrangé bien d'autres succès dans le combat pour la transformation structurelle de l'économie et l'amélioration des conditions de vie de la population.

Aussi, pour juguler l'impact défavorable de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité économique et sociale, a-t-il été initié le Programme de Résilience économique et sociale financé à hauteur de 1 000 milliards de FCFA sur ressources internes et externes. C'est ce qui a relevé à court terme le niveau d'endettement, le prix à payer pour sauver des vies et préserver le pouvoir d'achat des ménages. Cependant, il n'en

demeure pas moins que le Sénégal est classé dans la catégorie de pays à risque de surendettement modéré contrairement à la plupart des pays de l'Afrique au Sud du Sahara, classés à risque de surendettement élevé et en détresse.

Pour l'année 2022, la stratégie d'endettement privilégiera les financements concessionnels et les interventions sur le marché sous régional de sorte à continuer à maintenir notre pays dans la catégorie de risque de surendettement modéré.

Après les investissements importants consentis dans les secteurs à forte intensité de capital (infrastructures et services de transport et d'énergie), le Gouvernement entend à présent replacer le curseur sur les « infrastructures sociales », pour stimuler le développement des secteurs de l'éducation, de la santé, des services sociaux ainsi que de tous les autres investissements centrés sur l'*homo senegalensis* en tant que tel.

Cette option découle d'une conviction forte, de la qualité de nos ressources humaines qui demeure notre premier atout et du fait que le Sénégal détient un potentiel de création de richesses qui ne demande qu'à éclore. Tout ce potentiel stimulé, valorisé, permet largement à notre pays de se hisser au niveau des économies émergentes les plus performantes.

Pour ce faire, il est nécessaire d'accorder encore plus d'attention aux effets d'éviction des coûts importants de la subvention au secteur de l'énergie. En effet, le blocage des prix à la pompe et de l'électricité, en raison de la politique d'inclusion sociale, malgré le renchérissement des prix internationaux du pétrole, contrarie les alternatives d'investissement dans les autres secteurs prioritaires de l'économie nationale. Pour 2022, ce n'est pas moins de 100 milliards FCFA qui sont prévus au titre de la compensation tarifaire et des pertes commerciales.

Au regard de ces considérations, le Gouvernement privilégiera les investissements requis pour l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2025.

Au total, il est nécessaire de soutenir davantage, avec des moyens d'intervention bien ciblés, de redonner confiance et de contribuer à l'épanouissement des catégories de la population que l'on pourrait définir comme les principaux actionnaires de l'Entreprise Nationale « Sénégal ».

## **II. Les acteurs de la relance : les principaux actionnaires de l'Entreprise Sénégal**

**La République met tous ses enfants sur un pied d'égalité, sans distinction de sexe, d'ethnie, de religion, d'âge, de culture, d'origine sociale, etc. Toutefois, les politiques publiques seraient vouées à l'échec si elles négligeaient de s'intéresser à la composition de la population suivant trois critères qui ont**

## **une pertinence réelle dans le domaine économique : l'âge, le sexe et le milieu socioprofessionnel.**

Or il apparaît que :

- en 2022, l'âge moyen des Sénégalais sera de 19 ans. 47,43% de la population auront entre 15 et 49 ans ; 25,49% moins de 14 ans ;
- en 2022, plus d'un Sénégalais sur deux (exactement 52,4%) vivra dans le monde rural ;
- en 2022, sur les 17 738 795 habitants que comptera notre pays, 8 913 568 seront de sexe féminin, soit 50,24%.

Il n'est donc pas exagéré de dire que si le Sénégal était une entreprise, c'est-à-dire un regroupement de femmes et d'hommes mettant en commun leurs moyens et leurs efforts pour créer des richesses et en partager le bénéfice, dans ce cas et toutes proportions gardées, les femmes, les jeunes et les agriculteurs en seraient les actionnaires principaux.

Raison pour laquelle il paraît légitime que la politique budgétaire de l'État puisse accorder une place de choix à ces trois composantes de la collectivité nationale.

### **A/ Les femmes, une force motrice pour le développement :**

En vue de promouvoir l'équité et **l'égalité** hommes-femmes, l'État s'appuie principalement sur quatre leviers d'actions :

- la protection des droits des femmes et des jeunes filles ;
- la préservation de leur intégrité contre toute forme de discrimination et de violence ;
- leur autonomisation économique à travers l'accès à certains actifs (foncier, crédit, etc.) ;
- la promotion socio-économique des familles.

Dans ce cadre, la loi de finances pour 2022 prévoit :

1. la construction à Dakar et l'équipement du premier centre national de prise en charge holistique des victimes de violences basées sur le genre, d'un coût de 800 000 000 de FCFA, dont le quart sera décaissé en 2022.

A l'instar du Rwanda ou de la Corée du Sud dont les expériences ont inspiré notre pays, ce centre polyvalent permettra aux victimes accueillies de bénéficier gratuitement de tous les services requis (bien-être social, services de santé, conseils psychosociaux, thérapies psychologiques, aide juridico-judiciaire, etc.) pour une prise en charge intégrée et optimale.

C'est un projet qui s'inscrit dans le droit fil du Projet d'Appui à la Stratégie nationale pour l'Equité et l'Egalité de genre (PASNEEG), lui-même bénéficiant de 497 474 200 FCFA dans le budget 2022 de l'État.

2. un appui aux mécanismes de financement et aux projets d'autonomisation socio-économique des femmes tels que :

- ✓ le Projet d'Appui et de Valorisation des Initiatives entrepreneuriales des Jeunes et des Femmes (PAVIE), avec des ressources de 1 500 000 000 FCFA ;
- ✓ le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté (PALAM 2), doté à hauteur de 3 871 291 919 FCFA ;
- ✓ le Fonds d'Appui à l'Economie Sociale et Solidaire (FAESS), qui bénéficie d'une allocation de 500 000 000 FCFA ;
- ✓ le Fonds national de Promotion de l'Entreprenariat féminin avec 500 000 000 FCFA ;
- ✓ le Programme de Développement d'Unités industrielles de Transformation des Produits agricoles, doté d'une allocation de 500 000 000 FCFA ciblant les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage ;

3. le renforcement des moyens de subsistance des ménages, avec :

- ✓ le Projet de Renforcement de la Résilience des Ménages contre la COVID-19, doté de 1 084 006 000 FCFA ;
- ✓ le Projet d'Appui à l'Emergence des Familles productives et à l'Insertion des Jeunes, muni d'une allocation s'élevant à 1 412 471 240 FCFA pour identifier et mettre en place des infrastructures et équipements de soutien à l'économie locale au profit des ménages pauvres, particulièrement ceux dirigés par des femmes.

## **B/ Les jeunes, un réservoir de talents et d'énergie :**

Pour tous les gouvernements du monde, la question de l'emploi constitue une grande cause nationale, tant le travail, au-delà de sa fonction de pourvoyeur de revenus, relève de la dignité de l'Homme.

L'emploi des jeunes représente un enjeu plus sensible encore puisque c'est en commençant à gagner sa vie par son propre labeur que l'individu achève la transition qui le fait passer de l'enfance à l'adulte. C'est pour cela que le chômage est particulièrement cruel chez les jeunes ; il ne se contente pas de les priver de revenus, il déteint négativement aussi sur la construction de leur personnalité. Il s'y ajoute que dans un pays comme le Sénégal ayant une population à dominante jeune, se priver de la contribution de cette frange importante, recelant d'énormes potentialités, du talent et de l'énergie, c'est aussi se priver d'une ressource essentielle pour accélérer son développement.

C'est ce que l'État du Sénégal a compris en initiant le programme *XËYU NDAW ÑI*, doté de 450 milliards de FCFA, ayant débuté en 2021 et destiné à être exécuté sur trois ans.

Pour 2022, les prévisions de 150 milliards de FCFA se répartissent comme suit :

- ressources budgétaires directes : 134 412 000 000 de FCFA ;
- ressources affectées à partir de la Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur (CFCE) : 15 588 000 000 de FCFA.

Sur les ressources directes, 36% sont destinés à l'investissement et le reste à la rémunération des emplois-jeunes créés.

Les principales opérations prises en charge dans ce programme concernent :

- le Fonds national pour l'Entreprenariat rapide : 20 800 285 774 de FCFA ;
- les Volontaires du Nettoyement : 14 400 000 000 de FCFA ;
- la Convention nationale État-Employeurs pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes : 10 000 000 000 de FCFA ;
- le paiement des salaires des 5 000 enseignants recrutés pour 15 000 000 000 de FCFA ;
- la subvention aux tenues scolaires : 10 000 000 000 de FCFA ;
- le Projet d'Aménagement des Fermes intégrées valorisant les Energies renouvelables et le Développement des Filières horticoles (PAFIVERFH) : 8 500 000 000 de FCFA ;

- l'entretien courant des routes non classées : 6 690 000 000 de FCFA ;
- le Programme de Promotion des Villes du Sénégal (PROMOVILLES) : 4 285 714 286 de FCFA ;
- le Programme de Reboisement : 11 600 000 000 de FCFA ;
- le Programme Emploi des Jeunes/Pavage de l'AGETIP : 2 860 000 000 de FCFA ;
- le Programme sénégalais pour l'Entreprenariat des Jeunes (PSEJ) du Ministère en charge de l'Enseignement supérieur : 1 500 000 000 de FCFA.

### **C/ L'éducation des jeunes, un enjeu pour la bataille du développement**

La connaissance représente le pétrole du XXI<sup>e</sup> siècle, la matière première qui va nourrir le progrès des Nations ou, pour celles qui viendraient à en manquer, précipiter leur déclin. Le Sénégal a toujours beaucoup investi dans les secteurs de l'éducation et de la formation, et c'est un effort qui sera maintenu, nonobstant les effets de la crise.

Il faut dire d'ailleurs qu'au niveau de l'enseignement supérieur, la situation est en train de s'améliorer, notre pays passant ainsi d'un ratio de 1 204 étudiants pour 100 000 habitants en 2019, à 1 281 étudiants pour 100 000 habitants en 2020, rapprochant notre pays de la norme internationale qui est de 2 000 étudiants pour 100 000 habitants.

Concernant la formation professionnelle, le ratio « nombre d'inscrits pour 100 000 habitants » est passé de 512,6 en 2019 à 521,0 en 2020. Des efforts restent à faire dans ce secteur, qui doit être un des moteurs devant stimuler l'émergence d'entreprises et d'unités industrielles performantes et compétitives.

En dépit de la pandémie qui a provoqué moult perturbations dans les processus d'apprentissage, des résultats notables ont été enregistrés dans la mise en œuvre de la Lettre de politique générale de l'Éducation et de la Formation, relativement à la seconde phase du Programme d'Amélioration de l'Équité, de la Qualité et de la Transparence (PAQUET).

L'objectif est, qu'à l'horizon 2030, notre pays soit doté d'un système d'éducation et de formation pacifié et stable, diversifié et assez inclusif pour lutter contre toute forme d'inégalité mais aussi capable de former des ressources humaines de qualité pour faire face aux enjeux du développement.

Dans cette optique, l'élargissement et la diversification de la carte scolaire, l'expansion des écoles préscolaires, des collèges et lycées de proximité, l'implantation, la création des filières de formation professionnelle et la mise en place du réseau des instituts supérieurs d'enseignement professionnel seront érigés en priorité.

L'ambition du Gouvernement est simple, faire en sorte :

- (i) que chaque petite sénégalaise, chaque petit sénégalais devienne un(e) adolescent(e) maîtrisant parfaitement le socle de connaissances fondamentales composé de la lecture, de l'écriture et du calcul, voire les bases de l'anglais et du codage;
- (ii) qu'ensuite, cet(te) adolescent(e) achève son cycle secondaire en étant capable de rivaliser avec les meilleurs lycéens du monde;
- (iii) qu'enfin, il ou elle sorte d'un établissement d'enseignement supérieur, technique ou professionnel, doté(e) d'aptitudes et de connaissances intellectuelles et opératoires qui lui permettront d'apporter une contribution significative au progrès de son pays.

Traduire une telle ambition sur le terrain demande des moyens colossaux, raison pour laquelle la loi de finances pour 2022 prévoit :

- ❖ l'accélération du programme de remplacement des abris provisoires avec : (i) l'achèvement et la réception des infrastructures prévues dans le cadre du lot I, qui a enregistré un taux d'exécution de 93,21% ; (ii) la poursuite des constructions du lot II, dont le démarrage est effectif depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021 pour un montant de 33 milliards FCFA, grâce à l'appui de la BOAD.

Ce projet devra aider à résorber le déficit de 1528 salles de classe, compléter les ouvrages annexes (1129 blocs administratifs et 602 blocs d'hygiène) dans tous les ordres d'enseignement et clôturer certains collèges et lycées (58 000 mètres linéaires de murs prévus). A cet effet, un budget de 4 568 146 437 FCFA est prévu en 2022 dont 899 583 833 FCFA représentant la contrepartie de l'État ;

- ❖ le renforcement de l'orientation du système éducatif vers les sciences, les mathématiques, le numérique, les technologies et l'entrepreneuriat. C'est à cela que va contribuer le Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité de l'Éducation de Base/Financement additionnel (PAQEEB-FA), dans le cadre duquel notre pays sera doté de deux nouveaux Lycées d'intégration nationale pour l'équité et la qualité (LINEQ), pour une dotation de 1 000 000 000 FCFA en 2022 ;
- ❖ la poursuite de la résorption du déficit en mobilier scolaire pour 1 664 285 922 FCFA en 2022, destinés à l'acquisition de près de 330 000 tables-bancs ;
- ❖ la construction de 06 lycées, pour un montant de 1 706 000 000 FCFA, devant permettre d'améliorer les conditions d'enseignement/apprentissage, de

minorer les déperditions scolaires et d'améliorer les résultats scolaires dans certains départements ;

- ❖ la poursuite des travaux de construction de salles de classes et d'écoles élémentaires complètes, pour un montant de 964 908 881 FCFA ;
- ❖ la prise en charge de 5 000 nouveaux enseignants contractuels (3 650 maîtres contractuels et 1 350 professeurs contractuels) dans le cadre du recrutement spécial du Programme « emploi des jeunes », pour un montant annuel estimé à environ 15 000 000 000 FCFA ;
- ❖ la poursuite de la dotation des écoles/établissements en manuels scolaires afin d'améliorer la qualité des enseignements/apprentissages, pour un montant de 3 770 368 246 FCFA budgété en 2022.

Dans le domaine de la formation professionnelle, seront déployés les investissements ci-après :

- ❖ le Projet de Formation professionnelle et technique pour l'Employabilité, doté d'un budget de 5 188 893 461 FCFA ;
- ❖ le Projet d'Appui au Développement des Compétences et de l'Entreprenariat des Jeunes dans les secteurs porteurs, appuyé par la BAD, qui devra atteindre sa vitesse de croisière avec une prévision budgétaire de 2 279 612 000 F CFA ;
- ❖ le Projet d'Équipement des centres de Formation professionnelle sera poursuivi, avec un budget de 1 622 840 000 F CFA ;
- ❖ le Projet de Renforcement de l'Employabilité des Jeunes à travers l'apprentissage non formel, qui a pour objectif la certification des jeunes apprentis évoluant dans le secteur informel, qui sera doté d'une enveloppe de 1 500 000 000 de FCFA en 2022.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'État poursuivra ses efforts ; pour preuve, la loi de finances pour 2022 a prévu des crédits en faveur :

- du Projet de Gouvernance et de Financement de l'Enseignement supérieur pour un montant de 3 536 000 000 de FCFA, devant permettre de finaliser les chantiers des universités de Ziguinchor et de Thiès ;

- du Projet « un étudiant, un ordinateur » pour 1 650 000 000 de FCFA, afin de doter en ordinateurs les nouveaux bacheliers orientés à l'Université Virtuelle du Sénégal ;
- du Projet d'Acquisition d'Equipements scientifiques et informatiques des Universités et des établissements d'Enseignement Supérieur pour 20 800 000 000 de FCFA ;
- du Projet de Construction de Résidences universitaires à l'Université Amadou Makhtar MBOW et à l'Université Cheikh Anta DIOP pour 7 132 189 505 FCFA ;
- du Fonds d'Impulsion de la recherche scientifique et technique, pour 1 591 262 000 de FCFA, visant à développer la culture de la recherche dans les secteurs prioritaires ;
- de la prise en charge des bourses des étudiants pour un montant total de 50 124 575 100 de FCFA ;
- des dotations des universités, pour 74 335 228 494 FCFA dont :
  - ❖ Université Cheikh Anta DIOP : 35 469 372 100 de FCFA ;
  - ❖ Université Assane SECK : 4 971 195 050 de FCFA ;
  - ❖ Université Iba Der THIAM : 5 291 429 262 de FCFA ;
  - ❖ Université Alioune DIOP : 3 868 581 088 de FCFA ;
  - ❖ Université Gaston BERGER : 10 942 981 950 de FCFA ;
  - ❖ Université Elhadji Ibrahima NIASSE : 2 105 654 400 de FCFA ;
  - ❖ Université Amadou Makhtar MBOW : 1 370 958 000 de FCFA ;
  - ❖ Université Virtuelle du Sénégal : 5 244 039 394 de FCFA.
- la prise en charge des œuvres sociales afin d'assurer l'hébergement, la restauration, le service médical et les services socio-culturel et sportif des étudiants, pour un montant de 35 281 753 900 FCFA ainsi répartis :
  - ❖ COUD (Dakar) : 20 573 000 000 de FCFA ;
  - ❖ CROUS de Saint-Louis : 7 130 915 000 de FCFA ;
  - ❖ CROUS de Thiès : 2 392 611 697 de FCFA ;
  - ❖ CROUS de Ziguinchor : 2 392 612 967 de FCFA ;

❖ CROUS de Bambey : 2 792 614 236 de FCFA.

## **D/ Les agriculteurs, le levier pour la transformation du monde rural**

Dans le secteur agricole, l'accent sera mis sur la quête de la souveraineté alimentaire et le développement des exportations de fruits et légumes ainsi que celle des graines d'arachides. Pour cette dernière culture, l'Etat fera un focus sur la couverture des besoins de trituration des unités industrielles nationales, avant de satisfaire l'exportation, tenant compte des marges dégagées. L'option est d'incorporer plus de valeur ajoutée à cette spéculation pour en capter davantage les retombées au niveau interne au bénéfice de notre économie et des acteurs de la filière.

Pour ce faire, un financement de 60 milliards de FCFA est prévu en 2022 pour les subventions aux intrants agricoles, au matériel agricole, à la protection des cultures et à la reconstitution du capital semencier.

Ce programme vient en appui aux projets de développement de valorisation et de développement de la production agricole, tels que :

- (i) le projet Agri-Jeunes dont la finalité est de promouvoir, sur une durée de 6 ans, l'inclusion socio-professionnelle des jeunes ruraux dans les exploitations familiales à travers des activités rentables, créatrices de revenus et d'emplois décents et durables, au sein des chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques. Son coût global est de 54 101 000 000 de FCFA dont 3 010 000 000 FCFA en 2022 ;
- (ii) la phase II du Projet d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural, qui ambitionne de contribuer à la réduction de la pauvreté pour les femmes, les jeunes et les hommes dans la zone d'intervention du Programme, à travers leur incorporation dans des chaînes de valeur profitables, diversifiées et résilientes face au changement climatique. Pour 2022, un montant de 4 327 549 412 FCFA est prévu ;
- (iii) le Programme de Compétitivité de l'Agriculture axé sur les résultats, d'un coût global de 95 108 637 577 FCFA dont 5 703 750 000 de FCFA en 2022.

La maîtrise de l'eau reste une urgence avec le développement de l'irrigation au Nord, à travers les projets d'aménagements hydroagricoles appuyés par les partenaires

techniques et financiers, en complément aux opérations d'aménagement de vallées, de bas-fonds et de récupération des terres salées. Sont principalement concernés :

- le Projet de Réhabilitation des Périmètres irrigués de Podor qui vise la réhabilitation et l'aménagement de 3 165 ha et la construction de 65 km de pistes pour un montant de 26 052 000 000 FCFA. Un montant de 4 000 000 000 de FCFA est prévu en 2022, dont la moitié attendue de la Banque Ouest-Africaine de Développement ;
- le Projet de Développement économique, local et agro écologique pour un coût global de 45 250 000 000 FCFA dont 1 000 000 000 FCFA en 2022.

La politique agricole du Sénégal mise beaucoup sur l'appui à la petite irrigation, comme en témoignent :

- le projet « Chaine de valeur au Sénégal » dont l'objectif global est de contribuer, sur cinq ans, à réduire l'importation encore élevée de riz en améliorant sa production, sa transformation et sa commercialisation, grâce à une plus grande implication du secteur privé. Pour 2022, un montant de 6 808 724 616 FCFA est budgété ;
- le Projet de valorisation des eaux de ruissellement, un projet d'envergure doté d'un financement de 80 016 000 000 de FCFA, destiné à augmenter, sur une durée de cinq ans, les productions agricoles, les emplois et les revenus en milieu rural, en mettant l'accent sur la mobilisation des eaux de surface et des eaux souterraines.

Aux femmes, aux jeunes, aux agriculteurs, en somme aux actionnaires majoritaires de l'Entreprise, l'Etat garantira une juste répartition des dividendes qui résulteront des fruits de la croissance, produits d'un effort de tous, et qui se traduira par des investissements substantiels en termes d'amélioration du cadre et des conditions de vie, à travers des programmes d'assainissement et d'amélioration de l'accès à l'habitat, la lutte contre les disparités spatiales dans l'accès aux équipements essentiels (éducation, eau potable, santé, développement social), aux infrastructures de désenclavement, de sécurité, culturelles et sportives. Assurer un développement plus équilibré du territoire et valoriser les potentialités partout où elles se trouvent, restent au cœur des priorités des politiques publiques.

### **III. Les moyens de la relance et de la construction d'une économie résiliente : le contenu du budget 2022**

Avant d'analyser les chiffres-clés du budget 2022, il convient d'analyser la dynamique qui les sous-tend.

#### **A/ La dynamique derrière les chiffres :**

A la faveur des efforts en matière vaccinale, des signes encourageants de reprise se dessinent à l'échelle mondiale. Selon le dernier rapport sur les perspectives économiques, « l'économie mondiale devrait croître de 5,6 % en 2021, affichant ainsi un rebond post-récession d'une ampleur sans précédent en 80 ans ». Si au niveau des grandes économies un redressement s'est opéré (États-Unis avec 6,8 %, Chine avec 8,5 %), par contre, nombre de pays émergents et en développement continuent de subir encore les effets de la pandémie, qui y a fortement entamé les progrès récents en matière de lutte contre la pauvreté.

Le rapport indique que, globalement, les pays émergents et en développement connaîtront une croissance de 6 % en 2021 (4,4 % sans la Chine) tirée par la progression de la demande et la hausse des prix des produits de base. Pour 2022, les projections tablent sur une croissance de 4,7 % pour l'ensemble des économies émergentes et en développement.

En ce qui concerne les pays à faible revenu, ils devraient connaître, cette année, leur plus faible croissance depuis 20 ans (année 2020 non comprise), en partie à cause du rythme très lent de la vaccination. La croissance dans ces pays s'accélénera pour atteindre 2,9 % en 2021 et 4,7 % en 2022. Selon les prévisions pour 2022, leur production sera inférieure de 4,9 % au niveau pré-COVID.

Dans un contexte de reprise des échanges, il est également attendu des tensions inflationnistes sur les marchés des produits de base, notamment des denrées alimentaires, justifiant encore plus les options politiques pour le renforcement de la résilience pour l'offre locale de produits de première nécessité et une meilleure protection des segments vulnérables de la population.

Il est attendu en Afrique subsaharienne une croissance de 2,8 % en 2021, et de plus de 3,3 % en 2022.

Pour notre pays, en 2022, la loi de finances est bâtie sur une prévision de croissance de 5,5%, contre 5 % attendue en 2021. C'est une performance plus qu'honorable, même si ce chiffre est encore inférieur aux taux de croissance auxquels la mise en

œuvre du PSE avait habitué le Sénégal à partir de 2016. On sent donc que des pans entiers de l'économie continuent de souffrir des effets du coronavirus, même si :

- 1- le Sénégal a réussi, jusqu'ici, à échapper à la récession, y compris au plus fort de la crise ;
- 2- le moteur de la croissance augmente de régime, signe que la pandémie est de plus en plus maîtrisée et que l'activité repart à la hausse.

A moyen terme, cette dynamique devrait se poursuivre avec un cadre macroéconomique qui tirerait davantage profit du Plan d'Actions prioritaires ajusté et accéléré du PSE (PAP2A) ayant atteint sa vitesse de croisière. Le taux de croissance est projeté à 11,5% en 2023, à la faveur du démarrage de l'exploitation pétrolière et gazière, et ne sera pas inférieur, selon les projections, à 6% au cours des années suivantes.

En 2022, la politique fiscale continuera d'être régie par la Stratégie de Recettes à Moyen Terme (SRMT), c'est-à-dire un bouquet de mesures en termes d'organisation, d'administration et de législation visant à améliorer l'efficacité, l'efficience et la transparence du système fiscal sénégalais, grâce notamment à une utilisation accrue des technologies numériques, permettant une meilleure maîtrise de l'assiette.

Toutefois, en matière de fiscalité intérieure, l'administration tiendra compte du fait que beaucoup de secteurs (tourisme, presse, restauration, transport, industries culturelles, etc.) sortent considérablement affaiblis de la crise et que leur contribution s'en ressentira nécessairement. Ce sont les secteurs qui, d'ailleurs, bénéficient le plus des remises gracieuses d'impôts décidées dans le cadre de l'ordonnance n° 02-2020 du 23 avril 2020 ainsi que des lois de finances qui ont suivi.

En matière douanière, seront renforcés les axes qui ont permis de maintenir les performances de recouvrement malgré un contexte défavorable pour le commerce international, à savoir :

- la gouvernance de la valeur en douane ;
- le renforcement du contrôle après dédouanement ;
- le contrôle des régimes suspensifs ;
- le recouvrement de la TVA suspendue.

Toujours dans le cadre de la politique de renforcement des régies de recettes afin qu'elles puissent continuer à jouer pleinement leur partition pour une relance effective de l'économie sénégalaise, un nouveau jalon aux airs novateurs consistera à la mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route dite Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes (PROMAD). Cet important programme de modernisation

des Douanes sénégalaises, financé par un prélèvement de 1,5% spécifique sur la valeur en douane des marchandises permettra d'assurer :

- i. l'informatisation généralisée des procédures et formalités ;
- ii. le renforcement des moyens de lutte contre la fraude ;
- iii. l'acquisition d'équipements et d'infrastructures de dernière génération.

A la faveur de ce programme, la Douane vise en 2022 :

- une augmentation continue des recettes ;
- un endiguement de la fraude ;
- un allègement et un ciblage des contrôles par la technologie ;
- un meilleur maillage du territoire douanier terrestre ;
- une meilleure surveillance du territoire douanier maritime ;
- une rationalisation et une amélioration du temps de passage en douane ;
- la délivrance d'un ticket libérateur.

En matière de gestion de la dette publique, le Gouvernement continuera de privilégier les financements concessionnels et le marché financier régional afin de maintenir l'endettement sur une trajectoire soutenable et viable.

Le recours aux financements non-concessionnels ne sera retenu que pour financer les projets présentant un taux de rendement interne élevé.

Cette politique prudente d'endettement sera accompagnée d'efforts pour améliorer la gestion de la dette. Le Gouvernement poursuivra ainsi le renforcement de la capacité opérationnelle du Comité national de la Dette publique, pour :

- (i) analyser des termes de financements des projets, y compris les partenariats public-privé ;
- (ii) vérifier la compatibilité du plan d'endettement avec la stratégie d'endettement à moyen terme ; et
- (iii) surveiller la couverture, fondée sur le meilleur compromis coûts-risques, des besoins de financement attachés aux choix de politique budgétaire.

Les conclusions de l'audit externe technique et fonctionnel de la plateforme de gestion informatisée de la base de données de la dette seront exploitées et intégrées dans un plan d'actions.

Conformément à ses engagements, le Gouvernement assurera la publication régulière des informations sur l'évolution des principaux agrégats de la dette, de la stratégie de dette à moyen terme, du plan d'emprunt/de financement annuel et du rapport annuel d'exécution. Le périmètre de la dette sera, à cet égard, élargi à la dette des collectivités territoriales, en plus de consolider davantage la dette des entités du secteur parapublic.

Enfin, dans un souci d'améliorer la gestion des risques budgétaires, le Gouvernement renforcera le cadre institutionnel de gestion desdits risques en adoptant, par arrêté du ministre chargé des finances, une méthodologie d'évaluation (i) des risques relatifs à l'octroi de garanties publiques, (ii) des risques liés aux prêts rétrocédés aux entreprises publiques, (iii) du risque de crédit des entreprises publiques, (iv) des risques macroéconomiques, (v) des risques socio-politiques et sécuritaires.

Cette méthodologie devrait éclairer les éventuelles mesures de mitigation des risques pesant sur le budget 2022 tant au niveau international (hausse du prix du baril du pétrole, resserrement des conditions financières) qu'interne/régional (nouvelle vague de la pandémie de la Covid-19, sécurité dans la région) qui rétroagissent sur le recouvrement des recettes. Ces risques ont conduit à la mise en place d'une réserve de gestion et d'une réserve de précaution d'un montant de 110 milliards FCFA, soit 5,5 % du budget général de l'Etat (hors dépenses de personnel et d'intérêts de la dette).

Au total, la présente loi de finances pour l'année 2022 est arrêtée à **3 610,7 milliards** de FCFA en recettes et **4 394,7 milliards** de FCFA en dépenses, soit un déficit budgétaire de **784 milliards** de FCFA, contenu donc à 4,8% du PIB, ce qui constitue un net progrès par rapport aux pics de 2020 (6,4%) et 2021 (5,4%). L'État entend d'ailleurs ramener et maintenir le déficit budgétaire à 3% dès 2023.

Comparée à la loi de finances initiale (LFI) de 2021, qui était arrêtée en recettes à 3 225,9 milliards de FCFA et en dépenses à 3 969,9 milliards de FCFA, la loi de finances pour 2022 connaît une hausse de ses recettes pour 384,8 milliards FCFA (+**11,9%**) et une hausse des dépenses pour 424,9 milliards de FCFA (+**10,7%**).

Il est utile de rappeler qu'en 2012, la LFI avait été adoptée pour un montant de 2 344,8 milliards FCFA mais c'est un chiffre qui, en vertu de la méthode comptable utilisée à l'époque, incluait l'amortissement et les charges de la dette publique.

Si on devait le comparer à la présente LFI 2022, cela ne pourrait donc se faire qu'à méthode constante, ce qui reviendrait à rajouter aux 4 394,7 milliards de FCFA ci-dessus, les 804,3 milliards de FCFA représentant le remboursement du capital de la dette en 2022 (et qui ne sont plus traités comme une dépense budgétaire, conformément aux dispositions des articles 8 et 11 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n°2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n°2016-34 du 26 décembre 2016).

On se retrouverait ainsi avec un budget de plus de **5 160 milliards de FCFA**. Autrement dit, le budget 2022 fait **plus du double** du budget de 2012.

C'est un chiffre révélateur sur les ambitions du Gouvernement. En effet, le budget d'un État, riche ou pauvre, constitue la meilleure représentation de son présent ainsi que la meilleure esquisse de son avenir.

C'est à travers la lecture de son budget qu'on peut découvrir comment cet État traite sa jeunesse, ses femmes, ses aînés, ses pauvres, sa classe moyenne, ses citoyens aisés ; comment il envisage son futur ; quelle priorité il accorde à sa sécurité, à sa culture, à la manière dont la justice est rendue en son sein ; etc.

Le budget ne dit pas tout de la vie d'une Nation, mais il en révèle beaucoup. Car le budget, constitue le premier moyen d'action de l'État ; or l'importance des États dans la vie des hommes ne cesse de croître, y compris dans les démocraties libérales. Surtout dans ce XXI<sup>e</sup> siècle qui enchaîne les crises, l'une après l'autre, quand il ne les cumule pas : crise financière, crise sanitaire, changement climatique, migrations, terrorisme, etc.

Que l'État du Sénégal, en dix ans à peine, ait réussi à doubler le montant de son budget, ne signifie pas que la bataille pour le développement est remportée. Le chemin restant à parcourir est long et les événements imprévus capables de dévier la trajectoire du pays ne manquent pas ; comme ce virus Covid-19, comme tous les autres défis auxquels nous aurons à faire face dans l'avenir.

Mais il est important également de mesurer le chemin parcouru ; or l'exercice confirme objectivement que le Sénégal est en train de mener la bonne politique depuis 2012 et que si l'effort est maintenu, l'émergence est au bout.

## **B/ La répartition des chiffres :**

Les montants du budget 2022 se répartissent entre le budget général et les comptes spéciaux du Trésor.

RUBRIQUES	LFI 2021	LFI 2022	ECART LFI 2021/LFI 2022	
<b>I. BUDGET GENERAL</b>				
<b>Recettes fiscales</b>	<b>2 564,5</b>	<b>3 025,0</b>	<b>460,5</b>	<b>17,96%</b>
<i>PROMAD</i>		30,0	30,0	
<i>TUR</i>		40,0	40,0	
<i>CFCE</i>		30,0	30,0	
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>133,5</b>	<b>140,0</b>	<b>6,5</b>	<b>4,84%</b>
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 758,0</b>	<b>3 165,0</b>	<b>407,0</b>	<b>14,76%</b>
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	268,0	250,0	- 18,0	-6,72%
<i>Dons budgétaires</i>	64,0	46,0	- 18,0	-28,07%
<b>Total recettes externes</b>	<b>332,0</b>	<b>296,0</b>	<b>- 36,0</b>	<b>-10,83%</b>
<b>RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 090,0</b>	<b>3 461,0</b>	<b>371,0</b>	<b>12,01%</b>
<b>RECETTES CST</b>			-	
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	127,5	13,8	12,10%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	
<b>RECETTES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>149,7</b>	<b>13,8</b>	<b>10,13%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 225,9</b>	<b>3 610,7</b>	<b>384,8</b>	<b>11,93%</b>
<i>Intérêts de la dette</i>	327,0	350,0	23,0	7,03%
<i>Dépenses de personnel</i>	904,9	952,0	47,1	5,20%
<i>Acquisitions de biens et services et transferts</i>	<b>1 007,0</b>	<b>1 170,7</b>	<b>163,7</b>	<b>16,26%</b>
<i>dont PROMAD</i>		5,0	5,0	
<b>Total dépenses courantes</b>	<b>2 238,9</b>	<b>2 472,7</b>	<b>233,8</b>	<b>10,44%</b>
<i>Dépenses capital sur ress. internes</i>	751,0	942,3	191,3	25,47%
<i>dont PROMAD</i>		25,0	25,0	
<i>dont TUR</i>		40,0	40,0	
<i>dont CFCE</i>		30,0	30,0	
<i>Investissements sur ressources externes</i>	844,0	830,0	- 14,0	-1,66%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 595,0</b>	<b>1 772,3</b>	<b>177,3</b>	<b>11,11%</b>
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 833,9</b>	<b>4 245,0</b>	<b>411,1</b>	<b>10,72%</b>
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	127,515	13,77	12,10%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	
<b>DEPENSES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>149,7</b>	<b>13,8</b>	<b>10,13%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 969,9</b>	<b>4 394,7</b>	<b>424,9</b>	<b>10,7%</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 743,9</b>	<b>- 784,0</b>		
<b>% PIB Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-4,8%</b>		

## **1. Le budget général de l'Etat :**

Le budget général pour l'année 2022 s'élève à 3 461 milliards de FCFA en recettes et à 4 245 milliards de FCFA en dépenses.

Les recettes budgétaires sont composées des grandes masses suivantes :

- recettes fiscales : 3 025 milliards de FCFA (en hausse de 17,96% par rapport à la LFI 2021) ;
- recettes non fiscales : 140 milliards de FCFA, en progression de 4,84% ;
- tirages sur dons-projets : 250 milliards de FCFA en baisse de 6,72% ;
- dons budgétaires : 46 milliards de FCFA en recul de 28,07%.

Les dépenses du budget général sont arrêtées à un montant total de **4 245** milliards de FCFA et se décomposent ainsi qu'il suit :

- charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : **350** milliards de FCFA contre **327** milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit une hausse de **23** milliards de FCFA en valeur absolue et **7,03%** en valeur relative ;
- dépenses de personnel : **952** milliards de FCFA contre **904,9** milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit une progression de **5,2%** ;
- dépenses d'acquisitions de biens et services et de transferts courants: **1 170,7** milliards de FCFA contre **1 007 milliards** de FCFA, dans la LFI 2021, soit une **hausse** de **16,26%** ;
- dépenses en capital sur ressources internes : **942,3** milliards de FCFA contre **751** milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit une hausse de **25,47 %** ;
- dépenses en capital sur ressources externes : **830** milliards FCFA contre **844** milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit un recul de **14** milliards de FCFA en valeur absolue et **1,66%** en valeur relative.

## **2. Les comptes spéciaux du Trésor :**

Les comptes spéciaux du Trésor (CST) sont projetés, en ressources et en charges, à 149,7 milliards de FCFA, soit une hausse de 13,8 milliards de FCFA par rapport à la LFI 2021.

Cette hausse s'explique essentiellement par le bon comportement du compte d'affectation spéciale « Fonds national de Retraite », qui enregistre une augmentation des cotisations des actifs à la suite de la réforme systémique intervenue en juillet 2018.

Les CST sont composés des catégories de comptes suivantes, toutes équilibrées en recettes et en dépenses :

- comptes d'affectation spéciale : 127,5 milliards de FCFA contre 113,8 milliards de FCFA dans la LFI 2021, soit une hausse de 13,8 milliards de FCFA ;
- comptes de commerce : 0,15 milliard de FCFA ;
- comptes de prêt : 20,8 milliards de FCFA ;
- comptes d'avance : 0,8 milliard de FCFA ;
- comptes de garanties et avals : 0,5 milliard de FCFA.

Telle est l'économie de la loi de finances pour l'année 2022.

# EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

La présentation de la loi de finances de l'année 2022 obéit aux règles fixées aux articles 43 et suivants de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances (LOLF). Elle comprend le texte de loi proprement dit et les annexes qui l'accompagnent et en font partie intégrante. Le texte de loi est présenté en deux parties : les données de l'équilibre et la répartition des crédits.

## **PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

Au regard des dispositions de l'article 44 de la loi organique précitée, cette première partie de la loi de finances a pour objet de prévoir et d'autoriser les ressources de l'Etat ainsi que celles affectées aux collectivités territoriales et aux établissements publics, de fixer les plafonds des charges de l'Etat, d'arrêter l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte et d'approuver le tableau de financement.

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources et les charges de l'Etat sont constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et charges de trésorerie.

#### **A – Dispositions relatives aux ressources**

##### **ARTICLE PREMIER : Prévision et autorisation des recettes du budget général**

###### **Exposé des motifs**

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base, d'une part, des projections faites lors des campagnes des budgets économiques, et d'autre part, des projections révisées du programme économique et financier du mois de septembre 2021.

Elles sont arrêtées à 3 461 000 000 000 de FCFA pour l'année 2022. Elles excluent les emprunts qui sont considérés comme ressources de trésorerie, au sens de l'article 8 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général de 2022 sont composées des recettes internes pour un montant de 3 165 000 000 000 de FCFA, des recettes externes d'un montant de 296 000 000 000 FCFA (dons budgétaires pour un montant de 46 000 000 000 de FCFA et des tirages sur dons en capital pour un montant de 250 000 000 000 FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe I de la présente loi de finances.

### **Texte de l'article :**

*« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2022, à la somme de 3 165 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.*

*II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2022, à 296 000 000 000 de FCFA.*

*III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2022 à 3 461 000 000 000 de FCFA ».*

### **ARTICLE 2 : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat**

#### **Exposé des motifs**

En application des dispositions de l'article 27 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources de trésorerie sont évaluées et autorisées chaque année par une loi de finances.

Les ressources de trésorerie, à moyen et à long termes pour l'année 2022 sont estimées à un montant de 1 643 300 000 000 de FCFA. Elles sont composées :

- des emprunts projets pour un montant de 580 000 000 000 de FCFA ;
- des emprunts programmes évalués à 107 000 000 000 de FCFA ;
- du surplus de financement à reporter pour 232 490 000 000 de FCFA dont 50 000 000 000 FCFA provenant des droits de tirages spéciaux;
- et d'autres emprunts pour un montant de 723 810 000 000 de FCFA.

#### **Texte de l'article**

*« I- Pour l'année 2022, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 643 300 000 000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 1 643 300 000 000 de FCFA.*

*II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »*

### **ARTICLE 3 : Autorisation de perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics**

#### **Exposé des motifs**

Les impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics ne sont pas inclus dans les recettes du budget général. Toutefois, l'autorisation de leur perception est demandée annuellement au Parlement à travers la loi de finances de l'année.

#### **Texte de l'article :**

*« La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics continue d'être effectuée pendant l'année 2022, conformément aux lois et règlements en vigueur. »*

### **ARTICLE 4 : Prévision et autorisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor**

#### **Exposé des motifs**

Cet article évalue le montant des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor, conformément aux dispositions des articles 36 à 42 de la loi organique précitée.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor sont arrêtées globalement à un montant de 149 715 000 000 de FCFA pour l'année 2022.

#### **Texte de l'article :**

*« I- La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2022, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

*II- Conformément au développement donné en annexe I, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2022 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 149 715 000 000 de FCFA.*

*Par compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :*

- Compte d'affectation spéciale à 127 515 000 000 de FCFA ;*
- Compte de commerce à 150 000 000 de FCFA ;*
- Compte de prêts à 20 750 000 000 de FCFA ;*
- Compte d'avances à 800 000 000 de FCFA ;*
- Compte de garanties et d'avaux à 500 000 000 de FCFA ».*

## **B – Dispositions relatives aux charges**

### **B.1 BUDGET GENERAL**

#### **ARTICLE 5 : Les dépenses du budget général**

##### **Exposé des motifs**

Le plafond des autorisations d'engagement et des crédits de paiements du budget général sont respectivement fixés, dans la loi de finances de l'année 2022, à 6 579 423 834 965 de FCFA et 4 245 000 000 000 de FCFA.

Pour les dépenses de personnel, elles sont assorties, par ministère, de plafonds d'autorisation d'emploi rémunérés par l'Etat.

##### **Texte de l'article :**

*« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 4 245 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :*

- Intérêts et commissions : 350 000 000 000 de FCFA*
- Dépenses de personnel : 952 000 000 000 de FCFA*
- Biens et services et transferts courants : 1 170 708 883 175 de FCFA*
- Investissement exécutés par l'Etat : 1 045 365 769 088 de FCFA*
- Transferts en capital : 726 925 347 737 de FCFA*

*II – Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 6 579 423 834 965 de FCFA.*

*Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.*

*III– Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2022, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 952 000 000 000 de FCFA».*

### **B.2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor**

#### **a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE**

## **ARTICLE 6 : Dépenses des comptes d'affectation spéciale**

### **Exposé des motifs**

Cet article évalue pour l'année 2022, les charges des comptes d'affectation spéciale à un montant de 127 515 000 000 FCFA. Il autorise le paiement de traitement ou d'indemnités à des agents de l'Etat ou d'autres organismes publics par imputation directe aux comptes d'affectation spéciale ci-après :

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes ;
- les Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

### **Texte de l'article :**

*« I – Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2022, s'élèvent à 127 515 000 000 de FCFA, répartis ainsi qu'il suit :*

- *Fonds national de Retraite : 125 315 000 000 de FCFA*
- *Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 de FCFA*
- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1 500 000 000 de FCFA*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 de FCFA.*

*II – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :*

- *Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.*

## **ARTICLE 7 : Autorisation de report**

### **Exposé des motifs**

En application des dispositions de l'article 37 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, la présente loi de finances prévoit que le solde de chaque compte spécial du Trésor soit reporté de droit sur l'exercice suivant sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances.

### **Texte de l'article :**

*« Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d'affectation spéciale Fonds national de retraite (FNR) ».*

## ***b) COMPTES DE COMMERCE***

### **ARTICLE 8 : dépenses des comptes de commerce**

#### **Exposé des motifs**

Cet article arrête le montant des charges des comptes de commerce et fixe le découvert, qui a un caractère limitatif, du compte « Opérations à caractère industriel et commercial des armées », conformément aux dispositions de l'article 39 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Il interdit, en application du même article, l'exécution, dans le compte de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou avances, ainsi que des opérations d'emprunts.

#### **Texte de l'article :**

*« I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2022, s'élèvent à 150 000 000 de FCFA. »*

*II- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industriel et commercial des armées », un découvert fixé à un montant de 100 000 000 de FCFA. »*

*III- Il est interdit d'exécuter, au titre de compte de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou avances, ainsi que des opérations d'emprunts ».*

## ***c) COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES***

### **ARTICLE 9 : Dépenses des comptes de Prêts et d'avances**

#### **Exposé des motifs**

Le présent article prévoit le montant des prêts et avances que le Ministre en charge des Finances est autorisé à consentir au courant de l'année 2022, conformément aux dispositions des articles 40 et 41 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Elles concernent les prêts accordés à des organismes publics ou à des particuliers et les avances accordées aux collectivités territoriales.

**Texte de l'article :**

*« I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2022, sont évalués à 21 550 000 000 de FCFA.*

*II. les plafonds des comptes de prêts sont ainsi répartis :*

- *Prêts aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA ;*
- *Prêts à divers particuliers : 19 950 000 000 de FCFA ;*
- *Avances aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA. »*

**d) COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS**

**ARTICLE 10 : Crédits ouverts pour les garanties et avals**

**Exposé des motifs :**

Les comptes de garantie et d'aval retracent les engagements de l'Etat résultant des garanties financières accordées par lui à une personne physique ou morale, notamment dans le cadre des contrats de partenariats publics-privés.

La variation nette de l'encours des garanties et avals qui peuvent être accordés par l'Etat sur les comptes de garantie et avals est plafonnée annuellement par la loi de finances.

Les crédits d'un montant de 500 000 000 de FCFA inscrits dans la présente loi permettent de couvrir, éventuellement, les défauts de remboursement ou appel en garantie qui interviendraient au cours de la gestion à venir.

**Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et avals, pour la loi de finances 2022, s'élèvent à 500 000 000 FCFA ».*

*Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2022. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2022 est plafonnée à 500 000 000 FCFA ».*

**B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

**ARTICLE 11 : Evaluation des charges de trésorerie**

**Exposé des motifs**

En application des dispositions de l'article 28 de la LOLF, les charges de trésorerie sont évaluées chaque année par une loi de finances. Pour l'année 2022, elles sont évaluées à un montant de 1 643 300 000 000 FCFA et concernent principalement l'amortissement

de la dette pour un montant de 804 300 000 000 de FCFA et le financement du déficit pour un montant 784 000 000 000 de FCFA.

**Texte de l'article**

*« Pour l'année 2022, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 643 300 000 000 de FCFA ».*

**TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

**ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier**

**Exposé des motifs**

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier présentées dans un tableau d'équilibre. Il arrête le déficit budgétaire et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer le besoin de financement de l'Etat.

**Texte de l'article**

*« I - Pour l'année 2022, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :*

RUBRIQUES	LFI 2021	LFI 2022	ECART LFI 2021/LFI 2022	
<b>I. BUDGET GENERAL</b>				
<b>Recettes fiscales</b>	<b>2 564,5</b>	<b>3 025,0</b>	<b>460,5</b>	<b>17,96%</b>
PROMAD		30,0	30,0	
TUR		40,0	40,0	
CFCE		30,0	30,0	
Recettes non fiscales	133,5	140,0	6,5	4,84%
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 758,0</b>	<b>3 165,0</b>	<b>407,0</b>	<b>14,76%</b>
Tirages sur Dons en capital (projet)	268,0	250,0	- 18,0	-6,72%
Dons budgétaires	64,0	46,0	- 18,0	-28,07%
<b>Total recettes externes</b>	<b>332,0</b>	<b>296,0</b>	<b>- 36,0</b>	<b>-10,83%</b>
<b>RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 090,0</b>	<b>3 461,0</b>	<b>371,0</b>	<b>12,01%</b>
<b>RECETTES CST</b>			-	
Comptes affectation spéciale	113,8	127,5	13,8	12,10%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	
Compte de prêts	20,8	20,8	-	
Compte d'avances	0,8	0,8	-	
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	
<b>RECETTES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>149,7</b>	<b>13,8</b>	<b>10,13%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 225,9</b>	<b>3 610,7</b>	<b>384,8</b>	<b>11,93%</b>
Intérêts de la dette	327,0	350,0	23,0	7,03%
Dépenses de personnel	904,9	952,0	47,1	5,20%
Acquisitions de biens et services et transferts	1 007,0	1 170,7	163,7	16,26%
dont PROMAD		5,0	5,0	
<b>Total dépenses courantes</b>	<b>2 238,9</b>	<b>2 472,7</b>	<b>233,8</b>	<b>10,44%</b>
Dépenses capital sur ress. internes	751,0	942,3	191,3	25,47%
dont PROMAD		25,0	25,0	
dont TUR		40,0	40,0	
dont CFCE		30,0	30,0	
Investissements sur ressources externes	844,0	830,0	- 14,0	-1,66%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 595,0</b>	<b>1 772,3</b>	<b>177,3</b>	<b>11,11%</b>
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 833,9</b>	<b>4 245,0</b>	<b>411,1</b>	<b>10,72%</b>
Comptes affectation spéciale	113,8	127,515	13,77	12,10%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	
Compte de prêts	20,8	20,8	-	
Compte d'avances	0,8	0,8	-	
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	
<b>DEPENSES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>149,7</b>	<b>13,8</b>	<b>10,13%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 969,9</b>	<b>4 394,7</b>	<b>424,9</b>	<b>10,7%</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 743,9</b>	<b>- 784,0</b>		
<b>% PIB Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-4,8%</b>		

II- Pour l'année 2022, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1 643 300 000 000 de FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

## ARTICLE 13 : Approbation du tableau de financement

### Exposé des motifs

Le présent article a pour objet d'approuver le tableau de financement qui récapitule, pour l'année 2022, les prévisions de ressources et de charges de trésorerie telles que définies par les articles 27 et 28 de la LOLF.

### Texte de l'article :

« Pour l'année 2022, les ressources et les charges de trésorerie de 1 643 300 000 000 FCFA sont approuvées conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFI 2021	LFI 2022	ECART LFI 2020/LFI 2021	
<i>Amortissement de la dette</i>	619,32	804,3	185,0	29,9%
<i>Financement déficit</i>	743,9	784,00	40,1	5,4%
<i>Autres opérations de financement</i>		25,0	25,0	
<i>Crédit hôtelier</i>		10,0	10,0	
<i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i>		2,0	2,0	
<i>Participations financières</i>		10,0	10,0	
<i>Fonsis</i>		3,0	3,0	
<i>Déficit OPEX</i>		30,0	30,0	
<b>Total remboursement</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 643,3</b>	<b>280,1</b>	<b>21%</b>
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	576,0	580,0	4,0	0,7%
<i>Surfinancement prévisionnel à reporter</i>		232,5	232,5	
<i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i>		50,0		
<i>Emprunts programmes</i>	105,0	107,0	2,0	1,9%
<i>Autres emprunts</i>	682,2	723,8	41,6	6,1%
<b>Total tirages</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 643,3</b>	<b>280,1</b>	<b>21%</b>
<b>Déficit</b>	<b>- 743,9</b>	<b>- 784,0</b>	<b>- 40,1</b>	<b>5%</b>
<b>PIB</b>	<b>14 991</b>	<b>16 473</b>		
<b>Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-4,8%</b>		

## **DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

Conformément à l'article 44 de la LOLF, cette seconde partie de la loi de finances fixe, pour le budget général et les comptes spéciaux du Trésor, le plafond des crédits de paiement et des autorisations d'engagement ouverts au titre des dotations et programmes et énonce les dispositions diverses.

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

En application des dispositions de l'article 12 de la loi organique précitée, la loi de finances pour l'année 2022 répartit les crédits budgétaires en programmes entre les ministères et Institutions constitutionnelles. Les crédits non répartis en programmes sont répartis en dotations conformément à l'article 14 de ladite loi. Font l'objet de dotations les crédits destinés aux Institutions constitutionnelles, les crédits globaux, les charges financières de la dette ainsi que les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'aval et de garanties.

#### **A – CREDITS DES PROGRAMMES**

##### **A. 1 Programmes du Budget général**

#### **ARTICLE 14 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

##### **Exposé des motifs**

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général s'élèvent respectivement à 5 803 377 239 944 de FCFA et 3 469 920 494 192 de FCFA.

La répartition par section et par programme des crédits de paiement est donnée en annexe III de la présente loi de finances.

##### **Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 5 803 377 239 944 de FCFA et 3 469 920 494 192 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».*

## **A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor**

### **ARTICLE 15 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

#### **Exposé des motifs**

Les comptes spéciaux du Trésor sont considérés comme des programmes budgétaires au sens de l'article 36 de la loi organique précitée.

Les crédits de paiement des programmes des CST sont évalués à un montant de 149 715 000 000 FCFA ainsi réparti :

- Comptes d'affectation spéciale : 127, 515 milliards de FCFA ;
  - o Fonds national de retraite : 125, 315 de milliards FCFA ;
  - o Caisse d'encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1,5 milliard de FCFA ;
  - o Fonds de Lutte contre incendies : 200 millions de FCFA ;
  - o Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique : 500 millions de FCFA ;
- Compte de commerce : 150 millions de FCFA ;
- Compte de prêts : 20,75 milliards de FCFA ;
- Compte d'avance : 800 millions de FCFA ;
- Compte de garantie et d'aval : 500 millions de FCFA.

#### **Texte de l'article :**

*« Pour les programmes des CST, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances de l'année 2022, sont fixés pour chacun à 149 715 000 000 de FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III.*

## **B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**

### **ARTICLE 16 : Dotations des institutions**

#### **Exposé des motifs**

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, il est ouvert pour l'année 2022, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les Institutions pour respectivement 145 315 392 501 de FCFA et 144 348 303 288 de FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe III.

**Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 145 315 392 501 de FCFA et 144 348 303 288 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »*

**ARTICLE 17 : Dotation des charges communes**

**Exposé des motifs**

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique, il est ouvert pour l'année 2022, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les charges communes pour 280 731 202 520 de FCFA.

**Texte de l'article :**

*« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances pour l'année 2022 au titre des charges communes est fixé à la somme de 280 731 202 520 de FCFA ».*

*« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 280 731 202 520 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses ».*

**A. 3 – Dotation dette publique**

**ARTICLE 18 : charges financières de la dette**

**Exposé des motifs**

En application des dispositions de l'article 14 de la LOLF, font l'objet de dotation, les crédits ouverts au profit des charges financières de la dette publique.

**Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent respectivement à 350 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe III».*

## **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Exposé des motifs**

Il est prévu de proroger l'application de la loi n° 95-34 du 29 décembre 1995 instituant le Statut de l'Entreprise franche d'Exportation (EFE) jusqu'au 31 décembre 2024 pour appuyer, sur une durée de trois ans supplémentaires, les bénéficiaires de ce régime de promotion de l'activité de production tournée vers l'exportation.

Quant à la modification de l'article 380 du Code général des Impôt (CGI), elle permet d'apporter les ajustements rendus nécessaires par la politique de promotion de la production locale de lait pasteurisé, dont l'exonération emporte désormais conservation du droit à déduction.

L'exonération des huiles brutes de palme et de palmistes destinées à la fabrication de savon au Sénégal ainsi que celle appliquée aux tissus acquis par un assujetti soumis au régime du réel pour la confection de vêtements au Sénégal, à l'origine des modifications des articles 430 et 444 quater du CGI, assurent plus de cohérence dans la taxation des corps gras alimentaires et des tissus.

### **ARTICLE 19 : Dispositions de prorogation du Statut de l'Entreprise franche d'exportation**

#### **Texte de l'article :**

*Le bénéfice du Statut de l'Entreprise franche d'Exportation prévue à l'article 2 de la loi n° 95-34 du 29 décembre 1995 est prorogé jusqu'au 31 décembre 2024.*

### **ARTICLES 20,21 et 22 : Modifications de certaines dispositions du Code général des Impôts**

#### **Texte de l'article 20 :**

Il est ajouté à l'article 380 du Code général des impôts un point f) ainsi rédigé :

« *Art.380.-*

- *f) les livraisons de lait pasteurisé telles que définies par décision du Ministre chargé des Finances ; »*

#### **Texte de l'article 21 :**

Il est ajouté à l'article 444 quater du Code général des impôts un troisième alinéa ainsi rédigé :

« *Art. 444 quater.-*

Sont exonérés de taxe sur les produits textiles, les tissus acquis par un assujetti soumis à un régime réel d'imposition destinés à la confection de vêtements au Sénégal. »

**Texte de l'article 22 :**

Les dispositions de l'article 430 du Code général des impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

« *Art. 430.- Sont exonérées de taxe spécifique sur les corps gras alimentaires :*

- *les huiles brutes destinées à être raffinées au Sénégal ;*
- *les corps gras alimentaires destinés à être utilisés au Sénégal pour la production de corps gras alimentaires ;*
- *les huiles brutes de palme et de palmistes destinées à la fabrication de savon au Sénégal. »*

**Exposé des motifs**

Il est prévu, d'une part, de procéder la réduction du prélèvement, au titre du Programme de modernisation de l'administration douanière (PROMAD) de 3 % à 1,5 % et d'autre part, d'instaurer un prélèvement de 0,5% au titre d'un Ticket libérateur.

En effet, le prélèvement pour le PROMAD qui était au taux de 3% de l'assiette éligible intégrait dans son mécanisme un volet « financement du programme » et un volet « ticket libérateur » qui en constituait son corolaire.

Ainsi, dans un souci permanent d'améliorer et de faciliter les procédures douanières et réduire les frais de dédouanement, il est important de rationaliser et de simplifier les paiements épars et réglementés qu'induisent les opérations douanières. Une telle démarche procède de l'amélioration de l'environnement des affaires à laquelle l'Administration des Douanes sénégalaises est partie prenante.

C'est à ce titre que le ticket libérateur est dissocié du PROMAD et va se matérialiser par un paiement unique pour synthétiser l'ensemble des paiements dus au titre du travail supplémentaire commercial et de la prestation informatique douanière, avec comme impact la réduction du temps de passage des marchandises en douane.

**ARTICLE 23 : Dispositions relatives au PROMAD**

**Texte de l'article :**

« *Il est institué, au titre du Programme de modernisation de l'administration douanière, un prélèvement au taux de 1,5%. L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion de celles placées sous les régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des investissements.».*

## **ARTICLE 24 : Dispositions relatives au ticket libérateur**

### **Texte de l'article :**

*« Il est institué, au titre du ticket libérateur, un prélèvement de 0,5% qui intègre, en un paiement unique, les frais dus au titre des opérations commerciales effectuées en dehors des heures légalement prévues et de la prestation informatique douanière.*

*L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion de celles placées sous les régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des investissements».*

**LOI N°2021-42 DU 20 DECEMBRE 2021**

# **PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

## **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

### **A – Dispositions relatives aux ressources**

#### **ARTICLE PREMIER : Prévision et autorisation des recettes du budget général**

*I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2022, à la somme de 3 165 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.*

*II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2022, à 296 000 000 000 de FCFA.*

*III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2022 à 3 461 000 000 000 de FCFA.*

#### **ARTICLE 2 : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat**

*I- Pour l'année 2022, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 643 300 000 000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 1 643 300 000 000 de FCFA.*

*II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.*

#### **ARTICLE 3 : Autorisation de perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics**

*La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics continue d'être effectuée pendant l'année 2022, conformément aux lois et règlements en vigueur.*

## **ARTICLE 4 : Prévission et autorisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor**

### **Texte de l'article :**

*I- La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2022, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

*II- Conformément au développement donné en annexe I, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2022 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 149 715 000 000 de FCFA.*

*Par compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :*

- *Compte d'affectation spéciale à 127 515 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de commerce à 150 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de prêts à 20 750 000 000 de FCFA ;*
- *Compte d'avances à 800 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de garanties et d'avals à 500 000 000 de FCFA.*

## **B – Dispositions relatives aux charges**

### **B.1 BUDGET GENERAL**

#### **ARTICLE 5 : Les dépenses du budget général**

*I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 4 245 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :*

- *Intérêts et commissions : 350 000 000 000 de FCFA*
- *Dépenses de personnel : 952 000 000 000 de FCFA*
- *Biens et services et transferts courants : 1 170 708 883 175 de FCFA*
- *Investissement exécutés par l'Etat : 1 045 365 769 088 de FCFA*
- *Transferts en capital : 726 925 347 737 de FCFA*

*II – Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 6 579 423 834 965 de FCFA.*

*Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.*

*III- Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2022, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 952 000 000 000 de FCFA.*

## **B.2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor**

### **a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE**

#### **ARTICLE 6 : Dépenses des comptes d'affectation spéciale**

*I – Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2022, s'élèvent à 127 515 000 000 de FCFA, répartis ainsi qu'il suit :*

- *Fonds national de Retraite : 125 315 000 000 de FCFA*
- *Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 de FCFA*
- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1 500 000 000 de FCFA*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 de FCFA.*

*II – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :*

- *Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.*

#### **ARTICLE 7 : Autorisation de report**

*Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d'affectation spéciale Fonds national de retraite (FNR).*

### **b) COMPTES DE COMMERCE**

#### **ARTICLE 8 : dépenses des comptes de commerce**

*I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2022, s'élèvent à 150 000 000 de FCFA. »*

*II- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industriel et commercial des armées », un découvert fixé à un montant de 100 000 000 de FCFA.*

*III- Il est interdit d'exécuter, au titre de compte de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou avances, ainsi que des opérations d'emprunts.*

### **c) COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES**

#### **ARTICLE 9 : Dépenses des comptes de Prêts et d'avances**

*I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2022, sont évalués à 21 550 000 000 de FCFA.*

*II. les plafonds des comptes de prêts sont ainsi répartis :*

- *Prêts aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA ;*
- *Prêts à divers particuliers : 19 950 000 000 de FCFA ;*
- *Avances aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA.*

### **d) COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS**

#### **ARTICLE 10 : Crédits ouverts pour les garanties et avals**

*Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et avals, pour la loi de finances 2022, s'élèvent à 500 000 000 FCFA ».*

*Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2022. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2022 est plafonnée à 500 000 000 FCFA.*

### **B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

#### **ARTICLE 11 : Evaluation des charges de trésorerie**

*Pour l'année 2022, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 643 300 000 000 de FCFA.*

## **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

#### **ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier**

*I - Pour l'année 2022, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :*

RUBRIQUES	LFI 2021	LFI 2022	ECART LFI 2021/LFI 2022	
<b>I. BUDGET GENERAL</b>				
<b>Recettes fiscales</b>	<b>2 564,5</b>	<b>3 025,0</b>	<b>460,5</b>	<b>17,96%</b>
PROMAD		30,0	30,0	
TUR		40,0	40,0	
CFCE		30,0	30,0	
Recettes non fiscales	133,5	140,0	6,5	4,84%
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 758,0</b>	<b>3 165,0</b>	<b>407,0</b>	<b>14,76%</b>
Tirages sur Dons en capital (projet)	268,0	250,0	- 18,0	-6,72%
Dons budgétaires	64,0	46,0	- 18,0	-28,07%
<b>Total recettes externes</b>	<b>332,0</b>	<b>296,0</b>	<b>- 36,0</b>	<b>-10,83%</b>
<b>RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 090,0</b>	<b>3 461,0</b>	<b>371,0</b>	<b>12,01%</b>
<b>RECETTES CST</b>			-	
Comptes affectation spéciale	113,8	127,5	13,8	12,10%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	
Compte de prêts	20,8	20,8	-	
Compte d'avances	0,8	0,8	-	
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	
<b>RECETTES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>149,7</b>	<b>13,8</b>	<b>10,13%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 225,9</b>	<b>3 610,7</b>	<b>384,8</b>	<b>11,93%</b>
Intérêts de la dette	327,0	350,0	23,0	7,03%
Dépenses de personnel	904,9	952,0	47,1	5,20%
Acquisitions de biens et services et transferts	1 007,0	1 170,7	163,7	16,26%
dont PROMAD		5,0	5,0	
<b>Total dépenses courantes</b>	<b>2 238,9</b>	<b>2 472,7</b>	<b>233,8</b>	<b>10,44%</b>
Dépenses capital sur ress. internes	751,0	942,3	191,3	25,47%
dont PROMAD		25,0	25,0	
dont TUR		40,0	40,0	
dont CFCE		30,0	30,0	
Investissements sur ressources externes	844,0	830,0	- 14,0	-1,66%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 595,0</b>	<b>1 772,3</b>	<b>177,3</b>	<b>11,11%</b>
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 833,9</b>	<b>4 245,0</b>	<b>411,1</b>	<b>10,72%</b>
Comptes affectation spéciale	113,8	127,515	13,77	12,10%
Compte de commerce	0,2	0,2	-	
Compte de prêts	20,8	20,8	-	
Compte d'avances	0,8	0,8	-	
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-	
<b>DEPENSES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>149,7</b>	<b>13,8</b>	<b>10,13%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 969,9</b>	<b>4 394,7</b>	<b>424,9</b>	<b>10,7%</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 743,9</b>	<b>- 784,0</b>		
<b>% PIB Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-4,8%</b>		

II- Pour l'année 2022, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1 643 300 000 000 de FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

### ARTICLE 13 : Approbation du tableau de financement

Pour l'année 2022, les ressources et les charges de trésorerie de 1 643 300 000 000 FCFA sont approuvées conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

<b>FINANCEMENT</b>				
<b>Besoin de financement</b>				
	<b>LFI 2021</b>	<b>LFI 2022</b>	<b>ECART LFI 2020/LFI 2021</b>	
<i>Amortissement de la dette</i>	619,32	804,3	185,0	29,9%
<i>Financement déficit</i>	743,9	784,00	40,1	5,4%
<i>Autres opérations de financement</i>		25,0	25,0	
<i>Crédit hôtelier</i>		10,0	10,0	
<i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i>		2,0	2,0	
<i>Participations financières</i>		10,0	10,0	
<i>Fonsis</i>		3,0	3,0	
<i>Déficit OPEX</i>		30,0	30,0	
<b>Total remboursement</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 643,3</b>	<b>280,1</b>	<b>21%</b>
<b>Couverture du besoin de financement</b>				
<i>Emprunts projets</i>	576,0	580,0	4,0	0,7%
<i>Surfinancement prévisionnel à reporter</i>		232,5	232,5	
<i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i>		50,0		
<i>Emprunts programmes</i>	105,0	107,0	2,0	1,9%
<i>Autres emprunts</i>	682,2	723,8	41,6	6,1%
<b>Total tirages</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 643,3</b>	<b>280,1</b>	<b>21%</b>
<b>Déficit</b>	<b>- 743,9</b>	<b>- 784,0</b>	<b>- 40,1</b>	<b>5%</b>
<b>PIB</b>	<b>14 991</b>	<b>16 473</b>		
<b>Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-4,8%</b>		

## **DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

#### **A – CREDITS DES PROGRAMMES**

##### **B. 1 Programmes du Budget général**

#### **ARTICLE 14 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

*Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 5 803 377 239 944 de FCFA et 3 469 920 494 192 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.*

##### **A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor**

#### **ARTICLE 15 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

*Pour les programmes des CST, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances de l'année 2022, sont fixés pour chacun à 149 715 000 000 de FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III.*

#### **B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**

##### **ARTICLE 16 : Dotations des institutions**

*Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 145 315 392 501 de FCFA et 144 348 303 288 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.*

##### **ARTICLE 17 : Dotation des charges communes**

*Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances pour l'année 2022 au titre des charges communes est fixé à la somme de 280 731 202 520 de FCFA.*

*Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 280 731 202 520 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses.*

### **A. 3 – Dotation dette publique**

#### **ARTICLE 18 : charges financières de la dette**

*Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2022, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent respectivement à 350 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe III.*

### **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 19 : Dispositions de prorogation du Statut de l'Entreprise franche d'exportation**

*Le bénéfice du Statut de l'Entreprise franche d'Exportation prévue à l'article 2 de la loi n° 95-34 du 29 décembre 1995 est prorogé jusqu'au 31 décembre 2024.*

#### **ARTICLES 20,21 et 22 : Modifications de certaines dispositions du Code général des Impôts**

##### **ARTICLE 20**

Il est ajouté à l'article 380 du Code général des impôts un point f) ainsi rédigé :

« Art.380.-

- *f) les livraisons de lait pasteurisé telles que définies par décision du Ministre chargé des Finances ; »*

##### **ARTICLE 21 :**

Il est ajouté à l'article 444 quater du Code général des impôts un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Art. 444 quater.-

Sont exonérés de taxe sur les produits textiles, les tissus acquis par un assujetti soumis à un régime réel d'imposition destinés à la confection de vêtements au Sénégal. »

## **ARTICLE 22 :**

Les dispositions de l'article 430 du Code général des impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 430.- Sont exonérées de taxe spécifique sur les corps gras alimentaires :

- les huiles brutes destinées à être raffinées au Sénégal ;
- les corps gras alimentaires destinés à être utilisés au Sénégal pour la production de corps gras alimentaires ;
- les huiles brutes de palme et de palmistes destinées à la fabrication de savon au Sénégal. »

## **ARTICLE 23 : Dispositions relatives au PROMAD**

*Il est institué, au titre du Programme de modernisation de l'administration douanière, un prélèvement au taux de 1,5%. L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion de celles placées sous les régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des investissements.*

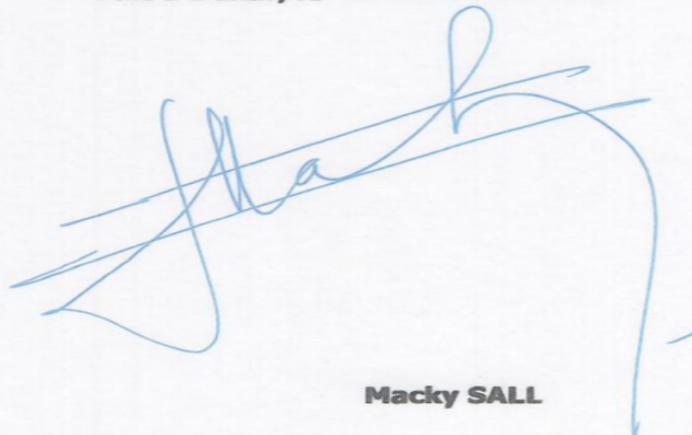
## **ARTICLE 24 : Dispositions relatives au ticket libérateur**

*Il est institué, au titre du ticket libérateur, un prélèvement de 0,5% qui intègre, en un paiement unique, les frais dus au titre des opérations commerciales effectuées en dehors des heures légalement prévues et de la prestation informatique douanière.*

*L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion de celles placées sous les régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des investissements.*

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

**Fait à Dakar, le 20 décembre 2021**



**Macky SALL**

# **ANNEXES**

## ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE

Nature de recettes	2021	2022	Delta (2022/2021)	%
711 - Impôts sur revenus, bénéfiques et gains en capital	311,73	310,5	-1,2	-0,39%
712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations	384,93	571,3	186,4	48,43%
713 - Impôts sur le patrimoine	37,39	42,0	4,6	12,33%
714 - Autres impôts directs	0	0,0	0,0	0%
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)</b>	<b>734,05</b>	<b>923,8</b>	<b>189,8</b>	<b>25,86%</b>
715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services	1 280,48	1 479,2	198,8	15,52%
716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées	81,49	100,7	19,2	23,52%
717 - Droits et taxes à l'importation	335,68	428,7	93,0	27,72%
718 - Droits et taxes à l'exportation	0,00	0,0	0,0	0%
719 - Autres recettes fiscales	132,80	92,6	-40,3	-30,31%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)</b>	<b>1 830,45</b>	<b>2 101,2</b>	<b>270,7</b>	<b>14,79%</b>
<b>RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71))</b>	<b>2 564,5</b>	<b>3 025,0</b>	<b>460,5</b>	<b>18%</b>
721 - Revenus de l'entreprise et du domaine	67,73	68,0	0,3	0,40%
722 - Droits et frais administratifs	0,00	0,0	0,0	0%
729 - Autres recettes non fiscales	7,20	8,0	0,8	11,11%
773 - Dividendes	43,00	48,0	5,0	11,63%
774 - Revenus des titres de placements	0,00	0,0	0,0	0,00%
775 - Commissions à caractères financiers	15,58	16,0	0,4	2,70%
<b>PRODUITS FINANCIERS (77)</b>	<b>58,58</b>	<b>64,0</b>	<b>5,4</b>	<b>9,25%</b>
<b>RECETTES NON FISCALES (R_72)</b>	<b>133,5</b>	<b>140,0</b>	<b>6,5</b>	<b>4,86%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (71+72)</b>	<b>2 698,00</b>	<b>3 165,0</b>	<b>467,0</b>	<b>17,31%</b>
<b>DONS ET LEGS (74)</b>	<b>332,00</b>	<b>296,0</b>	<b>-36,0</b>	<b>-10,84%</b>
<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES (75)</b>	<b>60,00</b>	<b>0,0</b>	<b>-60,0</b>	<b>-100%</b>
Dons Projets / Dons en Capital	268,00	250,0	-18,0	-6,72%
Dons Programmes et Legs (R_749) / Dons budgétaires	64,00	46,0	-18,0	-28,13%
<b>RESSOURCES EXTERIEURES (74)</b>	<b>332,00</b>	<b>296,0</b>	<b>-36,0</b>	<b>-11%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+77)</b>	<b>3 090,0</b>	<b>3 461,0</b>	<b>371,0</b>	<b>12%</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>135,95</b>	<b>149,72</b>	<b>13,8</b>	<b>10%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)</b>	<b>3 225,9</b>	<b>3 610,7</b>	<b>384,8</b>	<b>12%</b>

## ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

### Projet de Loi de Finances Initiale 2022

#### TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
Budget général	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)									
		Dépenses ordinaires	1 Charges financières de la dette	327 000 000 000	327 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	23 000 000 000	7,0	23 000 000 000	7,0
			2 Dépenses de personnel	904 900 000 000	904 900 000 000	952 000 000 000	952 000 000 000	47 100 000 000	5,2	47 100 000 000	5,2
			3 Acquisition de biens et services	347 923 490 419	347 723 490 419	359 647 641 916	359 647 641 916	11 724 151 497	3,4	11 924 151 497	3,4
			4 Transferts courants	659 526 509 581	659 276 509 581	811 061 241 259	811 061 241 259	151 534 731 678	23,0	151 784 731 678	23,0
			<b>TOTAL</b>	<b>2 239 350 000 000</b>	<b>2 238 900 000 000</b>	<b>2 472 708 883 175</b>	<b>2 472 708 883 175</b>	<b>233 358 883 175</b>	<b>10,4</b>	<b>233 808 883 175</b>	<b>10,4</b>
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 797 467 151 516	357 640 076 969	580 846 579 034	251 331 666 500	-1 216 620 572 482	-67,7	-106 308 410 469	-29,7
			6 Transferts en capital	740 430 865 401	393 359 923 031	710 633 609 614	690 959 450 325	-29 797 255 787	-4,0	297 599 527 294	75,7
			<b>TOTAL</b>	<b>2 537 898 016 917</b>	<b>751 000 000 000</b>	<b>1 291 480 188 648</b>	<b>942 291 116 825</b>	<b>-1 246 417 828 269</b>	<b>-49,1</b>	<b>191 291 116 825</b>	<b>25,5</b>
		<b>TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)</b>		<b>4 777 248 016 917</b>	<b>2 989 900 000 000</b>	<b>3 764 189 071 823</b>	<b>3 415 000 000 000</b>	<b>-1 013 058 945 094</b>	<b>-21,2</b>	<b>425 100 000 000</b>	<b>14,2</b>
	<b>Total Ressources internes</b>		<b>4 777 248 016 917</b>	<b>2 989 900 000 000</b>	<b>3 764 189 071 823</b>	<b>3 415 000 000 000</b>	<b>-1 013 058 945 094</b>	<b>-21,2</b>	<b>425 100 000 000</b>	<b>14,2</b>	
	Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION									
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	947 530 686 329	265 481 986 108	591 626 545 970	249 484 697 650	-355 904 140 359	-37,6	-15 997 288 458	-6,0
			6 Transferts en capital	2 518 013 892	2 518 013 892	515 302 350	515 302 350	-2 002 711 542	-79,5	-2 002 711 542	-79,5
			<b>TOTAL</b>	<b>950 048 700 221</b>	<b>268 000 000 000</b>	<b>592 141 848 320</b>	<b>250 000 000 000</b>	<b>-357 906 851 901</b>	<b>-37,7</b>	<b>-18 000 000 000</b>	<b>-6,7</b>
		<b>TOTAL DON OU SUBVENTION</b>		<b>950 048 700 221</b>	<b>268 000 000 000</b>	<b>592 141 848 320</b>	<b>250 000 000 000</b>	<b>-357 906 851 901</b>	<b>-37,7</b>	<b>-18 000 000 000</b>	<b>-6,7</b>
		PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)									
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 095 150 976 340	576 000 000 000	2 187 642 319 760	544 549 404 938	-1 907 508 656 580	-46,6	-31 450 595 062	-5,5
			6 Transferts en capital			35 450 595 062	35 450 595 062	35 450 595 062	0	35 450 595 062	0
			<b>TOTAL</b>	<b>4 095 150 976 340</b>	<b>576 000 000 000</b>	<b>2 223 092 914 822</b>	<b>580 000 000 000</b>	<b>-1 872 058 061 518</b>	<b>-45,7</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>0,7</b>
<b>TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)</b>		<b>4 095 150 976 340</b>	<b>576 000 000 000</b>	<b>2 223 092 914 822</b>	<b>580 000 000 000</b>	<b>-1 872 058 061 518</b>	<b>-45,7</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>0,7</b>		
<b>Total Ressources extérieures</b>		<b>5 045 199 676 561</b>	<b>844 000 000 000</b>	<b>2 815 234 763 142</b>	<b>830 000 000 000</b>	<b>-2 229 964 913 419</b>	<b>-44,2</b>	<b>-14 000 000 000</b>	<b>-1,7</b>		
<b>Total Budget Budget général</b>		<b>9 822 447 693 478</b>	<b>3 833 900 000 000</b>	<b>6 579 423 834 965</b>	<b>4 245 000 000 000</b>	<b>-3 243 023 858 513</b>	<b>-33,0</b>	<b>411 100 000 000</b>	<b>10,7</b>		



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

### TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Un Peuple-Un But-Une Foi

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)									
		Dépenses ordinaires	2 Dépenses de personnel	617 800 000	617 800 000	617 800 000	617 800 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	950 200 000	950 200 000	847 700 000	847 700 000	-102 500 000	-10,8	-102 500 000	-10,8
			4 Transferts courants	112 140 000 000	112 140 000 000	125 705 000 000	125 705 000 000	13 565 000 000	12,1	13 565 000 000	12,1
			<b>TOTAL</b>	<b>113 708 000 000</b>	<b>113 708 000 000</b>	<b>127 170 500 000</b>	<b>127 170 500 000</b>	<b>13 462 500 000</b>	<b>11,8</b>	<b>13 462 500 000</b>	<b>11,8</b>
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	22 242 000 000	22 242 000 000	22 544 500 000	22 544 500 000	302 500 000	1,4	302 500 000	1,4
			<b>TOTAL</b>	<b>22 242 000 000</b>	<b>22 242 000 000</b>	<b>22 544 500 000</b>	<b>22 544 500 000</b>	<b>302 500 000</b>	<b>1,4</b>	<b>302 500 000</b>	<b>1,4</b>
		<b>TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)</b>		<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>149 715 000 000</b>	<b>149 715 000 000</b>	<b>13 765 000 000</b>	<b>10,1</b>	<b>13 765 000 000</b>	<b>10,1</b>
		<b>Total Ressources internes</b>		<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>149 715 000 000</b>	<b>149 715 000 000</b>	<b>13 765 000 000</b>	<b>10,1</b>	<b>13 765 000 000</b>	<b>10,1</b>
		<b>Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor</b>		<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>149 715 000 000</b>	<b>149 715 000 000</b>	<b>13 765 000 000</b>	<b>10,1</b>	<b>13 765 000 000</b>	<b>10,1</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>9 958 397 693 478</b>	<b>3 969 850 000 000</b>	<b>6 729 138 834 965</b>	<b>4 394 715 000 000</b>	<b>-3 229 258 858 513</b>	<b>-32,4</b>	<b>424 865 000 000</b>	<b>10,7</b>		

## ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

Budget		Source de financement		Catégories de dépense						
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6						
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
<b>10 Dette Publique</b>	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	327 000 000 000	327 000 000 000	350 000 000 000	350 000 000 000	23 000 000 000	7,0	23 000 000 000	7,0
		<b>Total Prog. 0001</b>	<b>327 000 000 000</b>	<b>327 000 000 000</b>	<b>350 000 000 000</b>	<b>350 000 000 000</b>	<b>23 000 000 000</b>	<b>7,0</b>	<b>23 000 000 000</b>	<b>7,0</b>
<b>Total Section 10</b>			<b>327 000 000 000</b>	<b>327 000 000 000</b>	<b>350 000 000 000</b>	<b>350 000 000 000</b>	<b>23 000 000 000</b>	<b>7,0</b>	<b>23 000 000 000</b>	<b>7,0</b>
<b>21 Présidence de la République</b>	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	9 501 340 560	9 501 340 560	11 561 025 249	11 561 025 249	2 059 684 689	21,7	2 059 684 689	21,7
		3 Acquisition de biens et services	8 386 034 000	8 386 034 000	7 380 025 944	7 380 025 944	-1 006 008 056	-12,0	-1 006 008 056	-12,0
		4 Transferts courants	36 119 784 078	36 119 784 078	36 974 414 567	36 974 414 567	854 630 489	2,4	854 630 489	2,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 250 000 000	600 000 000	1 581 166 714	614 077 501	-668 833 286	-29,7	14 077 501	2,3
		6 Transferts en capital	29 474 000 000	13 555 429 284	15 202 006 287	15 202 006 287	-14 271 993 713	-48,4	1 646 577 003	12,1
		<b>Total Prog. 0002</b>	<b>85 731 158 638</b>	<b>85 731 158 638</b>	<b>72 698 638 761</b>	<b>71 731 549 548</b>	<b>-13 032 519 877</b>	<b>-15,2</b>	<b>3 568 961 626</b>	<b>4,2</b>
	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	2 Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	374 200 000	374 200 000	374 200 000	374 200 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3001</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Section 21</b>			<b>86 231 158 638</b>	<b>68 662 587 922</b>	<b>73 198 638 761</b>	<b>72 231 549 548</b>	<b>-13 032 519 877</b>	<b>-15,1</b>	<b>3 568 961 626</b>	<b>5,2</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	16 495 015 137	16 495 015 137	17 215 015 137	17 215 015 137	720 000 000	4,4	720 000 000	4,4
		6 Transferts en capital	8 315 171 359	2 946 447 518	0	0	-8 315 171 359	-100	-2 946 447 518	-100
		<b>Total Prog. 0003</b>	<b>24 810 186 496</b>	<b>24 810 186 496</b>	<b>17 215 015 137</b>	<b>17 215 015 137</b>	<b>-7 595 171 359</b>	<b>-30,6</b>	<b>-2 226 447 518</b>	<b>-9,0</b>
<b>Total Section 22</b>			<b>24 810 186 496</b>	<b>19 441 462 655</b>	<b>17 215 015 137</b>	<b>17 215 015 137</b>	<b>-7 595 171 359</b>	<b>-30,6</b>	<b>-2 226 447 518</b>	<b>-11,5</b>
<b>24 Conseil Economique Social et Environnemental</b>	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	2 Dépenses de personnel	43 206 000	43 206 000	0	0	-43 206 000	-100	-43 206 000	-100
		4 Transferts courants	7 211 040 284	7 211 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	330 000 000	4,6	330 000 000	4,6
		6 Transferts en capital	990 000 000	330 000 000	0	0	-990 000 000	-100	-330 000 000	-100
		<b>Total Prog. 0005</b>	<b>8 244 246 284</b>	<b>8 244 246 284</b>	<b>7 541 040 284</b>	<b>7 541 040 284</b>	<b>-703 206 000</b>	<b>-8,5</b>	<b>-43 206 000</b>	<b>-0,5</b>
<b>Total Section 24</b>			<b>8 244 246 284</b>	<b>7 584 246 284</b>	<b>7 541 040 284</b>	<b>7 541 040 284</b>	<b>-703 206 000</b>	<b>-8,5</b>	<b>-43 206 000</b>	<b>-0,6</b>

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
25 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	540 122 400	540 122 400	633 583 600	633 583 600	93 461 200	17,3	93 461 200	17,3
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	600 000 000	600 000 000	-150 000 000	-20	-150 000 000	-20
		<b>Total Prog. 0006</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 233 583 600</b>	<b>1 233 583 600</b>	<b>-56 538 800</b>	<b>-4,4</b>	<b>-56 538 800</b>	<b>-4,4</b>
<b>Total Section 25</b>			<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 233 583 600</b>	<b>1 233 583 600</b>	<b>-56 538 800</b>	<b>-4,4</b>	<b>-56 538 800</b>	<b>-4,4</b>
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 014 240 000	1 014 240 000	1 052 252 000	1 052 252 000	38 012 000	3,7	38 012 000	3,7
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	350 000 000	33,3	350 000 000	33,3
		<b>Total Prog. 0007</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 452 252 000</b>	<b>2 452 252 000</b>	<b>388 012 000</b>	<b>18,8</b>	<b>388 012 000</b>	<b>18,8</b>
<b>Total Section 27</b>			<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 452 252 000</b>	<b>2 452 252 000</b>	<b>388 012 000</b>	<b>18,8</b>	<b>388 012 000</b>	<b>18,8</b>
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	1 560 614 920	1 560 614 920	2 421 057 000	2 421 057 000	860 442 080	55,1	860 442 080	55,1
		4 Transferts courants	4 363 453 695	4 363 453 695	5 148 453 695	5 148 453 695	785 000 000	18,0	785 000 000	18,0
		6 Transferts en capital	3 586 029 962	1 899 157 543	1 025 555 441	1 025 555 441	-2 560 474 521	-71,4	-873 602 102	-46,0
		<b>Total Prog. 0008</b>	<b>9 510 098 577</b>	<b>9 510 098 577</b>	<b>8 595 066 136</b>	<b>8 595 066 136</b>	<b>-915 032 441</b>	<b>-9,6</b>	<b>771 839 978</b>	<b>8,1</b>
<b>Total Section 28</b>			<b>9 510 098 577</b>	<b>7 823 226 158</b>	<b>8 595 066 136</b>	<b>8 595 066 136</b>	<b>-915 032 441</b>	<b>-9,6</b>	<b>771 839 978</b>	<b>9,9</b>
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales	2 Dépenses de personnel	14 546 000	14 546 000	0	0	-14 546 000	-100	-14 546 000	-100
		4 Transferts courants	6 300 000 000	6 300 000 000	6 300 000 000	6 300 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	8 580 000 000	3 300 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000	-6 330 000 000	-73,8	-1 050 000 000	-31,8
		<b>Total Prog. 0013</b>	<b>14 894 546 000</b>	<b>14 894 546 000</b>	<b>8 550 000 000</b>	<b>8 550 000 000</b>	<b>-6 344 546 000</b>	<b>-42,6</b>	<b>-1 064 546 000</b>	<b>-7,1</b>
<b>Total Section 29</b>			<b>14 894 546 000</b>	<b>9 614 546 000</b>	<b>8 550 000 000</b>	<b>8 550 000 000</b>	<b>-6 344 546 000</b>	<b>-42,6</b>	<b>-1 064 546 000</b>	<b>-11,1</b>
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	2 Dépenses de personnel	4 534 606 980	4 534 606 980	3 887 956 000	3 887 956 000	-646 650 980	-14,3	-646 650 980	-14,3
		3 Acquisition de biens et services	4 470 787 703	4 470 787 703	4 171 138 296	4 171 138 296	-299 649 407	-6,7	-299 649 407	-6,7
		4 Transferts courants	6 130 174 496	6 130 174 496	6 862 924 496	6 862 924 496	732 750 000	12,0	732 750 000	12,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 834 515 930	7 834 515 930	5 665 251 224	5 665 251 224	-2 169 264 706	-27,7	-2 169 264 706	-27,7
		6 Transferts en capital	4 005 000 000	4 005 000 000	6 442 526 567	6 442 526 567	2 437 526 567	60,9	2 437 526 567	60,9



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			Source de financement		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense		1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
						VAL ABS	%	VAL ABS	%	
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	<b>Total Prog. 0009</b>	<b>26 975 085 109</b>	<b>26 975 085 109</b>	<b>27 029 796 583</b>	<b>27 029 796 583</b>	<b>54 711 474</b>	<b>0,2</b>	<b>54 711 474</b>	<b>0,2</b>
		<b>Total Section 30</b>	<b>26 975 085 109</b>	<b>26 975 085 109</b>	<b>27 029 796 583</b>	<b>27 029 796 583</b>	<b>54 711 474</b>	<b>0,2</b>	<b>54 711 474</b>	<b>0,2</b>
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Exterieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 117 324 000	1 117 324 000	1 079 139 180	1 079 139 180	-38 184 820	-3,4	-38 184 820	-3,4
		3 Acquisition de biens et services	11 151 920 182	11 151 920 182	10 871 099 078	10 871 099 078	-280 821 104	-2,5	-280 821 104	-2,5
		4 Transferts courants	948 814 000	948 814 000	1 273 814 000	1 273 814 000	325 000 000	34,3	325 000 000	34,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 776 981 129	700 000 000	143 441 925	143 441 925	-1 633 539 204	-91,9	-556 558 075	-79,5
		6 Transferts en capital	0	0	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
		<b>Total Prog. 1001</b>	<b>14 995 039 311</b>	<b>14 995 039 311</b>	<b>13 667 494 183</b>	<b>13 667 494 183</b>	<b>-1 327 545 128</b>	<b>-8,9</b>	<b>-250 563 999</b>	<b>-1,7</b>
	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	2 Dépenses de personnel	24 549 628 876	24 549 628 876	23 931 232 761	23 931 232 761	-618 396 115	-2,5	-618 396 115	-2,5
		3 Acquisition de biens et services	20 519 001 661	20 519 001 661	22 524 873 937	22 524 873 937	2 005 872 276	9,8	2 005 872 276	9,8
		4 Transferts courants	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	22 600 357 350	2 010 357 352	2 119 233 352	2 119 233 352	-20 481 123 998	-90,6	108 876 000	5,4
		6 Transferts en capital	3 750 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	-3 150 000 000	-84	0	0
		<b>Total Prog. 2001</b>	<b>73 895 537 837</b>	<b>73 895 537 837</b>	<b>51 651 890 000</b>	<b>51 651 890 000</b>	<b>-22 243 647 837</b>	<b>-30,1</b>	<b>1 496 352 161</b>	<b>2,0</b>
	2002 Promotion de la Diplomatie économique	2 Dépenses de personnel	42 473 000	42 473 000	100 566 000	100 566 000	58 093 000	136,8	58 093 000	136,8
		3 Acquisition de biens et services	183 369 364	183 369 364	62 346 142	62 346 142	-121 023 222	-66,0	-121 023 222	-66,0
		<b>Total Prog. 2002</b>	<b>225 842 364</b>	<b>225 842 364</b>	<b>162 912 142</b>	<b>162 912 142</b>	<b>-62 930 222</b>	<b>-27,9</b>	<b>-62 930 222</b>	<b>-27,9</b>
	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2 Dépenses de personnel	140 289 000	140 289 000	230 484 000	230 484 000	90 195 000	64,3	90 195 000	64,3
		3 Acquisition de biens et services	138 021 450	138 021 450	170 933 792	170 933 792	32 912 342	23,8	32 912 342	23,8
4 Transferts courants		750 000 000	750 000 000	745 565 800	745 565 800	-4 434 200	-0,6	-4 434 200	-0,6	
5 Investissements exécutés par l'Etat		492 222 222	170 000 000	140 000 000	140 000 000	-352 222 222	-71,6	-30 000 000	-17,6	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	6 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2003</b>	<b>2 470 532 672</b>	<b>2 470 532 672</b>	<b>2 236 983 592</b>	<b>2 236 983 592</b>	<b>-233 549 080</b>	<b>-9,5</b>	<b>88 673 142</b>	<b>3,6</b>
	<b>Total Section 31</b>	<b>91 586 952 184</b>	<b>66 447 748 835</b>	<b>67 719 279 917</b>	<b>67 719 279 917</b>	<b>-23 867 672 267</b>	<b>-26,1</b>	<b>1 271 531 082</b>	<b>1,9</b>	
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 913 915 210	2 913 915 210	2 290 910 948	2 290 910 948	-623 004 262	-21,4	-623 004 262	-21,4
		3 Acquisition de biens et services	2 651 736 355	2 651 736 355	3 093 488 677	3 093 488 677	441 752 322	16,7	441 752 322	16,7
		4 Transferts courants	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 700 000 000	15 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	-19 400 000 000	-93,7	-14 000 000 000	-91,5
		6 Transferts en capital	434 000 000	434 000 000	10 084 000 000	10 084 000 000	9 650 000 000	2223,5	9 650 000 000	2223,5
		<b>Total Prog. 1002</b>	<b>30 199 651 565</b>	<b>30 199 651 565</b>	<b>20 268 399 625</b>	<b>20 268 399 625</b>	<b>-9 931 251 940</b>	<b>-32,9</b>	<b>-4 531 251 940</b>	<b>-15,0</b>
	2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	74 360 680 001	74 360 680 001	76 299 618 115	76 299 618 115	1 938 938 114	2,6	1 938 938 114	2,6
		3 Acquisition de biens et services	33 127 544 635	33 127 544 635	35 479 344 985	35 479 344 985	2 351 800 350	7,1	2 351 800 350	7,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	56 826 002 100	33 099 165 189	54 539 148 425	44 486 311 514	-2 286 853 675	-4,0	11 387 146 325	34,4
		6 Transferts en capital	30 300 000 000	16 800 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	-20 300 000 000	-67,0	-6 800 000 000	-40,5
		<b>Total Prog. 2005</b>	<b>194 614 226 736</b>	<b>194 614 226 736</b>	<b>176 318 111 525</b>	<b>166 265 274 614</b>	<b>-18 296 115 211</b>	<b>-9,4</b>	<b>8 877 884 789</b>	<b>4,6</b>
	2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	2 Dépenses de personnel	49 836 966 232	49 836 966 232	47 265 268 572	47 265 268 572	-2 571 697 660	-5,2	-2 571 697 660	-5,2
		3 Acquisition de biens et services	14 906 316 812	14 906 316 812	17 800 422 288	17 800 422 288	2 894 105 476	19,4	2 894 105 476	19,4
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	33 803 594 898	6 851 800 000	11 614 975 000	6 114 975 000	-22 188 619 898	-65,6	-736 825 000	-10,8
		6 Transferts en capital	31 777 205 147	8 888 000 000	4 648 621 000	4 648 621 000	-27 128 584 147	-85,4	-4 239 379 000	-47,7
		<b>Total Prog. 2008</b>	<b>130 384 083 089</b>	<b>130 384 083 089</b>	<b>81 389 286 860</b>	<b>75 889 286 860</b>	<b>-48 994 796 229</b>	<b>-37,6</b>	<b>-4 653 796 184</b>	<b>-3,6</b>
3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
	<b>Total Prog. 3002</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Section 32</b>	<b>355 347 961 390</b>	<b>262 880 124 434</b>	<b>278 125 798 010</b>	<b>262 572 961 099</b>	<b>-77 222 163 380</b>	<b>-21,7</b>	<b>-307 163 335</b>	<b>-0,1</b>		



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

### TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			Source de financement		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense		1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
						VAL ABS	%	VAL ABS	%	
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	919 016 000	919 016 000	1 040 627 296	1 040 627 296	121 611 296	13,2	121 611 296	13,2
		3 Acquisition de biens et services	1 510 000 000	1 510 000 000	1 564 843 809	1 564 843 809	54 843 809	3,6	54 843 809	3,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	12 897 000 000	1 252 000 000	3 244 400 000	2 067 502 447	-9 652 600 000	-74,8	815 502 447	65,1
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	-1 000 000 000	-100	-1 000 000 000	-100
		<b>Total Prog. 1003</b>	<b>16 326 016 000</b>	<b>16 326 016 000</b>	<b>5 849 871 105</b>	<b>4 672 973 552</b>	<b>-10 476 144 895</b>	<b>-64,2</b>	<b>-8 042 448</b>	<b>0</b>
	2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	40 707 932 168	40 707 932 168	40 131 715 392	40 131 715 392	-576 216 776	-1,4	-576 216 776	-1,4
		3 Acquisition de biens et services	7 600 000 000	7 600 000 000	7 562 662 688	7 562 662 688	-37 337 312	-0,5	-37 337 312	-0,5
		4 Transferts courants	10 638 000 000	10 638 000 000	15 551 806 500	15 551 806 500	4 913 806 500	46,2	4 913 806 500	46,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	57 880 133 572	2 600 000 000	3 574 341 655	3 574 341 655	-54 305 791 917	-93,8	974 341 655	37,5
		6 Transferts en capital	52 221 000 000	5 000 000 000	8 350 000 000	8 350 000 000	-43 871 000 000	-84,0	3 350 000 000	67
	<b>Total Prog. 2009</b>	<b>169 047 065 740</b>	<b>169 047 065 740</b>	<b>75 170 526 235</b>	<b>75 170 526 235</b>	<b>-93 876 539 505</b>	<b>-55,5</b>	<b>8 624 594 067</b>	<b>5,1</b>	
	2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	22 417 241 971	22 417 241 971	21 830 254 708	21 830 254 708	-586 987 263	-2,6	-586 987 263	-2,6
		3 Acquisition de biens et services	3 520 000 000	3 520 000 000	3 518 174 414	3 518 174 414	-1 825 586	-0,1	-1 825 586	-0,1
		4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	48 988 774 690	5 900 000 000	1 761 000 000	1 761 000 000	-47 227 774 690	-96,4	-4 139 000 000	-70,2
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2010</b>	<b>76 746 016 661</b>	<b>76 746 016 661</b>	<b>28 929 429 122</b>	<b>28 929 429 122</b>	<b>-47 816 587 539</b>	<b>-62,3</b>	<b>-4 727 812 849</b>	<b>-6,2</b>	
	2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	4 683 842 000	4 683 842 000	5 575 246 856	5 575 246 856	891 404 856	19,0	891 404 856	19,0
		3 Acquisition de biens et services	2 316 588 536	2 316 588 536	2 534 087 407	2 534 087 407	217 498 871	9,4	217 498 871	9,4
		4 Transferts courants	0	0	9 058 200 000	9 058 200 000	9 058 200 000	0	9 058 200 000	0
5 Investissements exécutés par l'Etat		10 738 000 000	200 000 000	12 268 952 300	518 952 300	1 530 952 300	14,3	318 952 300	159,5	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
33 Ministère de l'Intérieur	2011 Administration territoriale	<b>Total Prog. 2011</b>	17 738 430 536	17 738 430 536	29 436 486 563	17 686 486 563	11 698 056 027	65,9	10 486 056 027	59,1	
	2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	173 716 000	173 716 000	169 927 000	169 927 000	-3 789 000	-2,2	-3 789 000	-2,2	
		3 Acquisition de biens et services	5 100 000 000	5 100 000 000	9 197 332 000	9 197 332 000	4 097 332 000	80,3	4 097 332 000	80,3	
		4 Transferts courants	2 294 000 000	2 294 000 000	3 394 000 000	3 394 000 000	1 100 000 000	48,0	1 100 000 000	48,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	80 322 000	80 322 000	80 322 000	0	80 322 000	0	
		6 Transferts en capital	50 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	-40 000 000 000	-80	0	0	
		<b>Total Prog. 2012</b>	<b>57 567 716 000</b>	<b>57 567 716 000</b>	<b>22 841 581 000</b>	<b>22 841 581 000</b>	<b>-34 726 135 000</b>	<b>-60,3</b>	<b>5 273 865 000</b>	<b>9,2</b>	
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 3003</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	<b>Total Section 33</b>		<b>337 625 244 937</b>	<b>129 852 336 675</b>	<b>162 427 894 025</b>	<b>149 500 996 472</b>	<b>-175 197 350 912</b>	<b>-51,9</b>	<b>19 648 659 797</b>	<b>15,1</b>	
	34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 095 313 000	1 095 313 000	1 477 084 316	1 477 084 316	381 771 316	34,9	381 771 316	34,9
			3 Acquisition de biens et services	1 002 279 400	1 002 279 400	934 377 592	934 377 592	-67 901 808	-6,8	-67 901 808	-6,8
4 Transferts courants			2 437 000 000	2 437 000 000	3 767 000 000	3 767 000 000	1 330 000 000	54,6	1 330 000 000	54,6	
5 Investissements exécutés par l'Etat			2 907 030 000	910 617 578	1 120 613 677	1 120 613 677	-1 786 416 323	-61,5	209 996 099	23,1	
6 Transferts en capital			100 000 000	100 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	24 900 000 000	*****	24 900 000 000	*****	
<b>Total Prog. 1004</b>			<b>7 541 622 400</b>	<b>7 541 622 400</b>	<b>32 299 075 585</b>	<b>32 299 075 585</b>	<b>24 757 453 185</b>	<b>328,3</b>	<b>26 753 865 607</b>	<b>354,7</b>	
2014 Justice judiciaire		2 Dépenses de personnel	17 032 551 973	17 032 551 973	12 817 482 640	12 817 482 640	-4 215 069 333	-24,7	-4 215 069 333	-24,7	
		3 Acquisition de biens et services	1 735 075 850	1 735 075 850	2 290 251 901	2 290 251 901	555 176 051	32,0	555 176 051	32,0	
		4 Transferts courants	800 000 000	800 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	260 000 000	32,5	260 000 000	32,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 662 842 604	850 000 000	58 999 816	58 999 816	-5 603 842 788	-99,0	-791 000 184	-93,1	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

### TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
<b>34 Ministère de la Justice</b>	2014 Justice judiciaire	<b>Total Prog. 2014</b>	<b>25 230 470 427</b>	<b>25 230 470 427</b>	<b>16 226 734 357</b>	<b>16 226 734 357</b>	<b>-9 003 736 070</b>	<b>-35,7</b>	<b>-4 190 893 466</b>	<b>-16,6</b>
	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	1 212 356 000	1 212 356 000	1 317 991 900	1 317 991 900	105 635 900	8,7	105 635 900	8,7
		3 Acquisition de biens et services	1 116 571 120	1 116 571 120	1 454 738 134	1 454 738 134	338 167 014	30,3	338 167 014	30,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	375 000 000	375 000 000	0	0	-375 000 000	-100	-375 000 000	-100
		<b>Total Prog. 2015</b>	<b>2 703 927 120</b>	<b>2 703 927 120</b>	<b>2 772 730 034</b>	<b>2 772 730 034</b>	<b>68 802 914</b>	<b>2,5</b>	<b>68 802 914</b>	<b>2,5</b>
	2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	7 538 999 000	7 538 999 000	8 885 595 820	8 885 595 820	1 346 596 820	17,9	1 346 596 820	17,9
		3 Acquisition de biens et services	5 745 000 000	5 745 000 000	5 630 695 995	5 630 695 995	-114 304 005	-2,0	-114 304 005	-2,0
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	500 000 000	500 000 000	350 000 000	233,3	350 000 000	233,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 814 550 381	3 925 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000	-3 514 550 381	-45,0	375 000 000	9,6
		6 Transferts en capital	100 000 000	100 000 000	0	0	-100 000 000	-100	-100 000 000	-100
		<b>Total Prog. 2016</b>	<b>21 348 549 381</b>	<b>21 348 549 381</b>	<b>19 316 291 815</b>	<b>19 316 291 815</b>	<b>-2 032 257 566</b>	<b>-9,5</b>	<b>1 857 292 815</b>	<b>8,7</b>
	2100 Bonne gouvernance et Droits humains	2 Dépenses de personnel	188 226 000	188 226 000	216 979 000	216 979 000	28 753 000	15,3	28 753 000	15,3
		3 Acquisition de biens et services	465 500 000	465 500 000	665 913 407	665 913 407	200 413 407	43,1	200 413 407	43,1
		4 Transferts courants	155 000 000	155 000 000	155 000 000	155 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 522 216 817	1 522 216 817	186 825 531	186 825 531	-1 335 391 286	-87,7	-1 335 391 286	-87,7
		<b>Total Prog. 2100</b>	<b>2 330 942 817</b>	<b>2 330 942 817</b>	<b>1 224 717 938</b>	<b>1 224 717 938</b>	<b>-1 106 224 879</b>	<b>-47,5</b>	<b>-1 106 224 879</b>	<b>-47,5</b>
	<b>Total Section 34</b>		<b>59 155 512 145</b>	<b>48 456 706 738</b>	<b>71 839 549 729</b>	<b>71 839 549 729</b>	<b>12 684 037 584</b>	<b>21,4</b>	<b>23 382 842 991</b>	<b>48,3</b>
<b>35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public</b>	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	497 701 000	497 701 000	616 509 500	616 509 500	118 808 500	23,9	118 808 500	23,9
		3 Acquisition de biens et services	584 780 425	584 780 425	584 596 183	584 596 183	-184 242	0	-184 242	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
		<b>Total Prog. 1005</b>	<b>1 082 481 425</b>	<b>1 082 481 425</b>	<b>1 701 105 683</b>	<b>1 701 105 683</b>	<b>618 624 258</b>	<b>57,1</b>	<b>618 624 258</b>	<b>57,1</b>



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	2017 Fonction publique	2 Dépenses de personnel	1 142 400 643	1 142 400 643	858 942 000	858 942 000	-283 458 643	-24,8	-283 458 643	-24,8
		3 Acquisition de biens et services	663 184 000	663 184 000	662 848 718	662 848 718	-335 282	-0,1	-335 282	-0,1
		4 Transferts courants	535 000 000	535 000 000	595 000 000	595 000 000	60 000 000	11,2	60 000 000	11,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	727 000 000	727 000 000	565 139 600	565 139 600	-161 860 400	-22,3	-161 860 400	-22,3
		<b>Total Prog. 2017</b>	<b>3 067 584 643</b>	<b>3 067 584 643</b>	<b>2 681 930 318</b>	<b>2 681 930 318</b>	<b>-385 654 325</b>	<b>-12,6</b>	<b>-385 654 325</b>	<b>-12,6</b>
	2018 Renouveau du service public	2 Dépenses de personnel	94 204 000	94 204 000	104 500 000	104 500 000	10 296 000	10,9	10 296 000	10,9
		3 Acquisition de biens et services	254 100 000	254 100 000	254 070 281	254 070 281	-29 719	0	-29 719	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	773 000 000	773 000 000	1 073 000 000	1 073 000 000	300 000 000	38,8	300 000 000	38,8
		<b>Total Prog. 2018</b>	<b>1 121 304 000</b>	<b>1 121 304 000</b>	<b>1 431 570 281</b>	<b>1 431 570 281</b>	<b>310 266 281</b>	<b>27,7</b>	<b>310 266 281</b>	<b>27,7</b>
	<b>Total Section 35</b>	<b>5 271 370 068</b>	<b>5 271 370 068</b>	<b>5 814 606 282</b>	<b>5 814 606 282</b>	<b>543 236 214</b>	<b>10,3</b>	<b>543 236 214</b>	<b>10,3</b>	
	37 Ministère du travail et des relations avec les Institutions	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 931 207	448 931 207	374 960 440	374 960 440	-73 970 767	-16,5	-73 970 767
3 Acquisition de biens et services			475 112 000	475 112 000	760 662 166	760 662 166	285 550 166	60,1	285 550 166	60,1
5 Investissements exécutés par l'Etat			1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000	-500 000 000	-50	-500 000 000	-50
<b>Total Prog. 1006</b>			<b>1 924 043 207</b>	<b>1 924 043 207</b>	<b>1 635 622 606</b>	<b>1 635 622 606</b>	<b>-288 420 601</b>	<b>-15,0</b>	<b>-288 420 601</b>	<b>-15,0</b>
2019 Gouvernance du marché du travail		2 Dépenses de personnel	882 932 000	882 932 000	872 765 440	872 765 440	-10 166 560	-1,2	-10 166 560	-1,2
		3 Acquisition de biens et services	784 450 000	784 450 000	1 068 441 956	1 068 441 956	283 991 956	36,2	283 991 956	36,2
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	400 000 000	42,1	400 000 000	42,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	0
		<b>Total Prog. 2019</b>	<b>2 617 382 000</b>	<b>2 617 382 000</b>	<b>3 641 207 396</b>	<b>3 641 207 396</b>	<b>1 023 825 396</b>	<b>39,1</b>	<b>1 023 825 396</b>	<b>39,1</b>
2107 Protection sociale des travailleurs		2 Dépenses de personnel	69 406 000	69 406 000	61 614 820	61 614 820	-7 791 180	-11,2	-7 791 180	-11,2
		3 Acquisition de biens et services	142 600 000	142 600 000	142 599 492	142 599 492	-508	0	-508	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	2107 Protection sociale des travailleurs	Total Prog. 2107	212 006 000	212 006 000	404 214 312	404 214 312	192 208 312	90,7	192 208 312	90,7
	<b>Total Section 37</b>		<b>4 753 431 207</b>	<b>4 753 431 207</b>	<b>5 681 044 314</b>	<b>5 681 044 314</b>	<b>927 613 107</b>	<b>19,5</b>	<b>927 613 107</b>	<b>19,5</b>
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	717 101 792	717 101 792	271 404 000	271 404 000	-445 697 792	-62,2	-445 697 792	-62,2
		3 Acquisition de biens et services	172 712 150	172 712 150	136 480 162	136 480 162	-36 231 988	-21,0	-36 231 988	-21,0
		4 Transferts courants	0	0	401 454 261	401 454 261	401 454 261	0	401 454 261	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	258 747 040	258 747 040	242 000 000	242 000 000	-16 747 040	-6,5	-16 747 040	-6,5
		<b>Total Prog. 1008</b>	<b>1 148 560 982</b>	<b>1 148 560 982</b>	<b>1 051 338 423</b>	<b>1 051 338 423</b>	<b>-97 222 559</b>	<b>-8,5</b>	<b>-97 222 559</b>	<b>-8,5</b>
	2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	1 023 215 000	1 023 215 000	902 295 000	902 295 000	-120 920 000	-11,8	-120 920 000	-11,8
		3 Acquisition de biens et services	352 594 728	352 594 728	455 284 887	455 284 887	102 690 159	29,1	102 690 159	29,1
		4 Transferts courants	764 000 000	764 000 000	2 134 745 416	2 134 745 416	1 370 745 416	179,4	1 370 745 416	179,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	21 840 000 000	10 853 990 687	20 213 394 551	9 736 210 687	-1 626 605 449	-7,4	-1 117 780 000	-10,3
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2023</b>	<b>25 979 809 728</b>	<b>25 979 809 728</b>	<b>25 705 719 854</b>	<b>15 228 535 990</b>	<b>-274 089 874</b>	<b>-1,1</b>	<b>234 735 575</b>	<b>0,9</b>	
	2024 Economie Maritime	2 Dépenses de personnel	22 032 000	22 032 000	23 163 000	23 163 000	1 131 000	5,1	1 131 000	5,1
		3 Acquisition de biens et services	46 487 004	46 487 004	50 754 226	50 754 226	4 267 222	9,2	4 267 222	9,2
		4 Transferts courants	7 409 537 612	7 409 537 612	8 227 939 300	8 227 939 300	818 401 688	11,0	818 401 688	11,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	110 922 266 740	21 193 000 000	84 824 500 000	17 006 086 550	-26 097 766 740	-23,5	-4 186 913 450	-19,8
		6 Transferts en capital	51 327 701 010	4 081 000 000	450 000 000	450 000 000	-50 877 701 010	-99,1	-3 631 000 000	-89,0
	<b>Total Prog. 2024</b>	<b>169 728 024 366</b>	<b>169 728 024 366</b>	<b>93 576 356 526</b>	<b>25 757 943 076</b>	<b>-76 151 667 840</b>	<b>-44,9</b>	<b>-6 994 113 540</b>	<b>-4,1</b>	
	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2 Dépenses de personnel	515 000 000	515 000 000	515 000 000	515 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	300 000 000	300 000 000	197 500 000	197 500 000	-102 500 000	-34,2	-102 500 000	-34,2



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

### TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	95 000 000	95 000 000	397 500 000	397 500 000	302 500 000	318,4	302 500 000	318,4
		<b>Total Prog. 3004</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 500 000 000</b>	<b>1 500 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>15,4</b>	<b>200 000 000</b>	<b>15,4</b>
<b>Total Section 40</b>			<b>198 156 395 076</b>	<b>50 194 418 013</b>	<b>121 833 414 803</b>	<b>43 537 817 489</b>	<b>-76 322 980 273</b>	<b>-38,5</b>	<b>-6 656 600 524</b>	<b>-13,3</b>
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	841 491 908	841 491 908	427 791 892	427 791 892	-413 700 016	-49,2	-413 700 016	-49,2
		3 Acquisition de biens et services	685 477 590	685 477 590	794 826 306	794 826 306	109 348 716	16,0	109 348 716	16,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	512 862 148	512 862 148	12 862 148	2,6	12 862 148	2,6
		<b>Total Prog. 1009</b>	<b>2 026 969 498</b>	<b>2 026 969 498</b>	<b>1 735 480 346</b>	<b>1 735 480 346</b>	<b>-291 489 152</b>	<b>-14,4</b>	<b>-291 489 152</b>	<b>-14,4</b>
	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	113 722 000	113 722 000	123 904 000	123 904 000	10 182 000	9,0	10 182 000	9,0
		3 Acquisition de biens et services	86 886 000	86 886 000	114 772 736	114 772 736	27 886 736	32,1	27 886 736	32,1
		4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 792 429 841 198	150 503 715 364	713 777 756 181	117 707 187 138	-1 078 652 085 017	-60,2	-32 796 528 226	-21,8
		6 Transferts en capital	13 000 000 000	13 000 000 000	76 347 507 566	76 347 507 566	63 347 507 566	487,3	63 347 507 566	487,3
		<b>Total Prog. 2027</b>	<b>1 805 820 449 198</b>	<b>1 805 820 449 198</b>	<b>790 553 940 483</b>	<b>194 483 371 440</b>	<b>-1 015 266 508 715</b>	<b>-56,2</b>	<b>30 589 048 076</b>	<b>1,7</b>
	2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3 Acquisition de biens et services	15 000 000	15 000 000	14 971 490	14 971 490	-28 510	-0,2	-28 510	-0,2
		4 Transferts courants	6 000 000 000	6 000 000 000	5 800 000 000	5 800 000 000	-200 000 000	-3,3	-200 000 000	-3,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	68 160 000 000	57 160 000 000	15 221 835 323	15 221 835 323	-52 938 164 677	-77,7	-41 938 164 677	-73,4
		6 Transferts en capital	35 000 000 000	35 000 000 000	30 600 000 000	28 600 000 000	-4 400 000 000	-12,6	-6 400 000 000	-18,3
	<b>Total Prog. 2028</b>	<b>109 175 000 000</b>	<b>109 175 000 000</b>	<b>51 636 806 813</b>	<b>49 636 806 813</b>	<b>-57 538 193 187</b>	<b>-52,7</b>	<b>-48 538 193 187</b>	<b>-44,5</b>	
2029 Développement et modernisation des services de transport	2 Dépenses de personnel	219 919 000	219 919 000	206 764 000	206 764 000	-13 155 000	-6,0	-13 155 000	-6,0	
	3 Acquisition de biens et services	111 011 758	111 011 758	141 004 263	141 004 263	29 992 505	27,0	29 992 505	27,0	
	4 Transferts courants	9 400 000 000	9 400 000 000	6 800 000 000	6 800 000 000	-2 600 000 000	-27,7	-2 600 000 000	-27,7	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	2029 Développement et modernisation des services de transport	5 Investissements exécutés par l'Etat	294 476 365 240	18 968 339 800	53 048 240 947	53 048 240 947	-241 428 124 293	-82,0	34 079 901 147	179,7
		6 Transferts en capital	5 975 181 793	5 975 181 793	1 500 000 000	1 500 000 000	-4 475 181 793	-74,9	-4 475 181 793	-74,9
		<b>Total Prog. 2029</b>	<b>310 182 477 791</b>	<b>310 182 477 791</b>	<b>61 696 009 210</b>	<b>61 696 009 210</b>	<b>-248 486 468 581</b>	<b>-80,1</b>	<b>27 021 556 859</b>	<b>8,7</b>
	<b>Total Section 41</b>	<b>2 227 204 896 487</b>	<b>298 770 745 213</b>	<b>905 622 236 852</b>	<b>307 551 667 809</b>	<b>-1 321 582 659 635</b>	<b>-59,3</b>	<b>8 780 922 596</b>	<b>2,9</b>	
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	511 414 840	511 414 840	448 879 000	448 879 000	-62 535 840	-12,2	-62 535 840	-12,2
		3 Acquisition de biens et services	874 000 000	874 000 000	539 281 439	539 281 439	-334 718 561	-38,3	-334 718 561	-38,3
		4 Transferts courants	650 000 000	650 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	600 000 000	92,3	600 000 000	92,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	355 000 000	355 000 000	355 000 000	355 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	0	0	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000	0	2 200 000 000	0
		<b>Total Prog. 1010</b>	<b>2 390 414 840</b>	<b>2 390 414 840</b>	<b>4 793 160 439</b>	<b>4 793 160 439</b>	<b>2 402 745 599</b>	<b>100,5</b>	<b>2 402 745 599</b>	<b>100,5</b>
	2030 Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2 Dépenses de personnel	58 275 000	58 275 000	57 606 000	57 606 000	-669 000	-1,1	-669 000	-1,1
		3 Acquisition de biens et services	50 000 000	50 000 000	40 848 455	40 848 455	-9 151 545	-18,3	-9 151 545	-18,3
		4 Transferts courants	7 282 000 000	7 282 000 000	8 579 000 000	8 579 000 000	1 297 000 000	17,8	1 297 000 000	17,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	443 310 736 343	44 885 280 641	237 869 797 539	44 740 176 840	-205 440 938 804	-46,3	-145 103 801	-0,3
		6 Transferts en capital	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
		<b>Total Prog. 2030</b>	<b>450 701 011 343</b>	<b>450 701 011 343</b>	<b>247 547 251 994</b>	<b>54 417 631 295</b>	<b>-203 153 759 349</b>	<b>-45,1</b>	<b>2 142 075 654</b>	<b>0,5</b>
	2031 Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	2 Dépenses de personnel	1 387 801 200	1 387 801 200	1 289 886 000	1 289 886 000	-97 915 200	-7,1	-97 915 200	-7,1
3 Acquisition de biens et services		649 962 474	649 962 474	683 463 093	683 463 093	33 500 619	5,2	33 500 619	5,2	
4 Transferts courants		51 075 000 000	51 075 000 000	10 303 000 000	10 303 000 000	-40 772 000 000	-79,8	-40 772 000 000	-79,8	
5 Investissements exécutés par l'Etat		207 981 848 933	44 344 688 500	121 400 133 936	42 170 895 564	-86 581 714 997	-41,6	-2 173 792 936	-4,9	
6 Transferts en capital		10 321 000 000	10 321 000 000	60 856 262 148	60 856 262 148	50 535 262 148	489,6	50 535 262 148	489,6	
<b>Total Prog. 2031</b>		<b>271 415 612 607</b>	<b>271 415 612 607</b>	<b>194 532 745 177</b>	<b>115 303 506 805</b>	<b>-76 882 867 430</b>	<b>-28,3</b>	<b>7 525 054 631</b>	<b>2,8</b>	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

### TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	283 870 840	283 870 840	260 346 000	260 346 000	-23 524 840	-8,3	-23 524 840	-8,3
		3 Acquisition de biens et services	136 611 194	136 611 194	136 092 787	136 092 787	-518 407	-0,4	-518 407	-0,4
		4 Transferts courants	8 050 897 000	8 050 897 000	8 224 643 200	8 224 643 200	173 746 200	2,2	173 746 200	2,2
		<b>Total Prog. 2033</b>	<b>8 471 379 034</b>	<b>8 471 379 034</b>	<b>8 621 081 987</b>	<b>8 621 081 987</b>	<b>149 702 953</b>	<b>1,8</b>	<b>149 702 953</b>	<b>1,8</b>
	<b>Total Section 42</b>	<b>732 978 417 824</b>	<b>170 915 801 689</b>	<b>455 494 239 597</b>	<b>183 135 380 526</b>	<b>-277 484 178 227</b>	<b>-37,9</b>	<b>12 219 578 837</b>	<b>7,1</b>	
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	3 626 736 373	3 626 736 373	3 566 930 187	3 566 930 187	-59 806 186	-1,6	-59 806 186	-1,6
		3 Acquisition de biens et services	4 133 969 953	4 133 969 953	3 860 017 576	3 860 017 576	-273 952 377	-6,6	-273 952 377	-6,6
		4 Transferts courants	3 807 857 265	3 807 857 265	3 857 857 265	3 857 857 265	50 000 000	1,3	50 000 000	1,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 384 365 059	1 384 365 059	2 779 066 540	2 279 066 540	-1 394 701 481	-100,7	-894 701 481	-64,6
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	50	1 000 000 000	50
		<b>Total Prog. 1011</b>	<b>14 952 928 650</b>	<b>14 952 928 650</b>	<b>17 063 871 568</b>	<b>16 563 871 568</b>	<b>2 110 942 918</b>	<b>14,1</b>	<b>1 610 942 918</b>	<b>10,8</b>
	2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	9 467 649 502	9 467 649 502	9 879 539 380	9 879 539 380	411 889 878	4,4	411 889 878	4,4
		3 Acquisition de biens et services	1 890 875 762	1 690 875 762	2 159 870 984	2 159 870 984	268 995 222	14,2	468 995 222	27,7
		4 Transferts courants	24 000 000	24 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	5 016 000 000	*****	5 016 000 000	*****
		5 Investissements exécutés par l'Etat	39 208 552 743	7 200 000 000	35 104 052 743	7 700 000 000	-4 104 500 000	-10,5	500 000 000	6,9
		6 Transferts en capital	0	0	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0	25 000 000 000	0
		<b>Total Prog. 2032</b>	<b>50 591 078 007</b>	<b>50 591 078 007</b>	<b>77 183 463 107</b>	<b>49 779 410 364</b>	<b>26 592 385 100</b>	<b>52,6</b>	<b>31 396 885 100</b>	<b>62,1</b>
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	2 324 212 616	2 324 212 616	2 615 905 000	2 615 905 000	291 692 384	12,6	291 692 384	12,6
3 Acquisition de biens et services		3 174 890 640	3 174 890 640	3 929 578 779	3 929 578 779	754 688 139	23,8	754 688 139	23,8	
4 Transferts courants		742 400 000	742 400 000	8 542 400 000	8 542 400 000	7 800 000 000	1050,6	7 800 000 000	1050,6	
5 Investissements exécutés par l'Etat		2 744 118 013	2 395 724 257	2 533 118 090	2 533 118 090	-210 999 923	-7,7	137 393 833	5,7	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	6 Transferts en capital	36 633 358 711	36 633 358 711	29 629 044 853	29 629 044 853	-7 004 313 858	-19,1	-7 004 313 858	-19,1
		<b>Total Prog. 2035</b>	<b>45 618 979 980</b>	<b>45 618 979 980</b>	<b>47 250 046 722</b>	<b>47 250 046 722</b>	<b>1 631 066 742</b>	<b>3,6</b>	<b>1 979 460 498</b>	<b>4,3</b>
	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2 Dépenses de personnel	3 948 287 520	3 948 287 520	4 720 476 180	4 720 476 180	772 188 660	19,6	772 188 660	19,6
		3 Acquisition de biens et services	1 910 676 748	1 910 676 748	1 681 462 373	1 681 462 373	-229 214 375	-12,0	-229 214 375	-12,0
		4 Transferts courants	20 000 000	20 000 000	30 000 000	30 000 000	10 000 000	50	10 000 000	50
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 254 092 793	2 142 905 931	7 308 717 793	4 022 905 931	-2 945 375 000	-28,7	1 880 000 000	87,7
		<b>Total Prog. 2036</b>	<b>16 133 057 061</b>	<b>16 133 057 061</b>	<b>13 740 656 346</b>	<b>10 454 844 484</b>	<b>-2 392 400 715</b>	<b>-14,8</b>	<b>2 432 974 285</b>	<b>15,1</b>
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	5 474 771 455	5 474 771 455	6 344 537 334	6 344 537 334	869 765 879	15,9	869 765 879	15,9
		3 Acquisition de biens et services	1 564 306 842	1 564 306 842	1 656 581 897	1 656 581 897	92 275 055	5,9	92 275 055	5,9
		4 Transferts courants	28 770 000	28 770 000	51 770 000	51 770 000	23 000 000	79,9	23 000 000	79,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 876 464 825	6 565 604 370	14 675 156 012	9 675 156 012	7 798 691 187	113,4	3 109 551 642	47,4
		6 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	5 794 241 470	3 070 000 000	1 794 241 470	44,9	-930 000 000	-23,3
		<b>Total Prog. 2037</b>	<b>17 944 313 122</b>	<b>17 944 313 122</b>	<b>28 522 286 713</b>	<b>20 798 045 243</b>	<b>10 577 973 591</b>	<b>58,9</b>	<b>3 164 592 576</b>	<b>17,6</b>
	2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	269 611 000	269 611 000	320 338 000	320 338 000	50 727 000	18,8	50 727 000	18,8
		3 Acquisition de biens et services	636 700 000	636 700 000	602 895 480	602 895 480	-33 804 520	-5,3	-33 804 520	-5,3
		4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	998 000 000	757 719 615	444 898 840	154 618 455	-553 101 160	-55,4	-603 101 160	-79,6
		6 Transferts en capital	750 000 000	750 000 000	300 000 000	300 000 000	-450 000 000	-60	-450 000 000	-60
		<b>Total Prog. 2038</b>	<b>4 037 430 000</b>	<b>4 037 430 000</b>	<b>3 051 251 320</b>	<b>2 760 970 935</b>	<b>-986 178 680</b>	<b>-24,4</b>	<b>-1 036 178 680</b>	<b>-25,7</b>
	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	111 750 000 000	111 750 000 000	125 315 000 000	125 315 000 000	13 565 000 000	12,1	13 565 000 000	12,1
<b>Total Prog. 3005</b>		<b>111 750 000 000</b>	<b>111 750 000 000</b>	<b>125 315 000 000</b>	<b>125 315 000 000</b>	<b>13 565 000 000</b>	<b>12,1</b>	<b>13 565 000 000</b>	<b>12,1</b>	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3006</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	3007 Gestion des Garanties et avals	5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3007</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Section 43</b>			<b>283 077 786 820</b>	<b>241 858 512 619</b>	<b>334 176 575 776</b>	<b>294 972 189 316</b>	<b>51 098 788 956</b>	<b>18,1</b>	<b>53 113 676 697</b>	<b>22,0</b>
44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	409 892 163	409 892 163	372 226 000	372 226 000	-37 666 163	-9,2	-37 666 163	-9,2
		3 Acquisition de biens et services	401 000 290	401 000 290	370 180 854	370 180 854	-30 819 436	-7,7	-30 819 436	-7,7
		4 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	350 000 000	350 000 000	50 000 000	16,7	50 000 000	16,7
		<b>Total Prog. 1012</b>	<b>1 110 892 453</b>	<b>1 110 892 453</b>	<b>1 092 406 854</b>	<b>1 092 406 854</b>	<b>-18 485 599</b>	<b>-1,7</b>	<b>-18 485 599</b>	<b>-1,7</b>
	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	3 Acquisition de biens et services	26 496 131	26 496 131	20 243 179	20 243 179	-6 252 952	-23,6	-6 252 952	-23,6
		4 Transferts courants	2 800 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	2 800 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	185 298 955 492	35 843 396 716	160 591 913 446	46 614 852 979	-24 707 042 046	-13,3	10 771 456 263	30,1
		<b>Total Prog. 2039</b>	<b>190 845 451 623</b>	<b>190 845 451 623</b>	<b>174 852 656 625</b>	<b>60 875 596 158</b>	<b>-15 992 794 998</b>	<b>-8,4</b>	<b>19 485 703 311</b>	<b>10,2</b>
	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2 Dépenses de personnel	34 741 280	34 741 280	40 047 000	40 047 000	5 305 720	15,3	5 305 720	15,3
		3 Acquisition de biens et services	32 949 654	32 949 654	28 734 789	28 734 789	-4 214 865	-12,8	-4 214 865	-12,8
		4 Transferts courants	46 715 681 000	46 715 681 000	100 750 681 000	100 750 681 000	54 035 000 000	115,7	54 035 000 000	115,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 000 000 000	3 000 000 000	5 889 911 889	5 889 911 889	2 889 911 889	96,3	2 889 911 889	96,3
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2040</b>	<b>49 783 371 934</b>	<b>49 783 371 934</b>	<b>106 709 374 678</b>	<b>106 709 374 678</b>	<b>56 926 002 744</b>	<b>114,3</b>	<b>56 926 002 744</b>	<b>114,3</b>
	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	58 254 440	58 254 440	65 306 000	65 306 000	7 051 560	12,1	7 051 560	12,1
		3 Acquisition de biens et services	31 699 848	31 699 848	27 209 205	27 209 205	-4 490 643	-14,2	-4 490 643	-14,2



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
44 Ministère du Pétrole et des Energies	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	767 243 132 643	115 939 546 679	534 086 430 958	62 133 693 448	-233 156 701 685	-30,4	-53 805 853 231	-46,4
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	-1 000 000 000	-100	-1 000 000 000	-100
		<b>Total Prog. 2120</b>	<b>769 383 086 931</b>	<b>769 383 086 931</b>	<b>535 228 946 163</b>	<b>63 276 208 653</b>	<b>-234 154 140 768</b>	<b>-30,4</b>	<b>-54 803 292 314</b>	<b>-7,1</b>
	<b>Total Section 44</b>	<b>1 011 122 802 941</b>	<b>210 363 658 201</b>	<b>817 883 384 320</b>	<b>231 953 586 343</b>	<b>-193 239 418 621</b>	<b>-19,1</b>	<b>21 589 928 142</b>	<b>10,3</b>	
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	607 218 309	607 218 309	663 196 120	663 196 120	55 977 811	9,2	55 977 811	9,2
		3 Acquisition de biens et services	259 831 105	259 831 105	205 601 287	205 601 287	-54 229 818	-20,9	-54 229 818	-20,9
		4 Transferts courants	470 818 000	470 818 000	864 133 170	864 133 170	393 315 170	83,5	393 315 170	83,5
		<b>Total Prog. 1013</b>	<b>1 337 867 414</b>	<b>1 337 867 414</b>	<b>1 732 930 577</b>	<b>1 732 930 577</b>	<b>395 063 163</b>	<b>29,5</b>	<b>395 063 163</b>	<b>29,5</b>
	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	2 Dépenses de personnel	1 109 729 000	1 109 729 000	887 518 940	887 518 940	-222 210 060	-20,0	-222 210 060	-20,0
		3 Acquisition de biens et services	252 587 983	252 587 983	295 012 972	295 012 972	42 424 989	16,8	42 424 989	16,8
		4 Transferts courants	895 600 000	895 600 000	1 558 600 000	1 558 600 000	663 000 000	74,0	663 000 000	74,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	31 421 877 000	6 193 000 000	3 863 000 000	3 863 000 000	-27 558 877 000	-87,7	-2 330 000 000	-37,6
		6 Transferts en capital	2 055 000 000	2 055 000 000	2 305 000 000	2 305 000 000	250 000 000	12,2	250 000 000	12,2
		<b>Total Prog. 2041</b>	<b>35 734 793 983</b>	<b>35 734 793 983</b>	<b>8 909 131 912</b>	<b>8 909 131 912</b>	<b>-26 825 662 071</b>	<b>-75,1</b>	<b>-1 596 785 071</b>	<b>-4,5</b>
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2 Dépenses de personnel	252 437 000	252 437 000	228 939 720	228 939 720	-23 497 280	-9,3	-23 497 280	-9,3
		3 Acquisition de biens et services	123 300 010	123 300 010	168 301 009	168 301 009	45 000 999	36,5	45 000 999	36,5
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	600 000 000	600 000 000	-350 000 000	-36,8	-350 000 000	-36,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	166 550 000	166 550 000	2 584 794 750	2 584 794 750	2 418 244 750	1452,0	2 418 244 750	1452,0
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Prog. 2042</b>		<b>1 492 287 010</b>	<b>1 492 287 010</b>	<b>3 582 035 479</b>	<b>3 582 035 479</b>	<b>2 089 748 469</b>	<b>140,0</b>	<b>2 089 748 469</b>	<b>140,0</b>	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2043 Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	2 Dépenses de personnel	70 673 000	70 673 000	74 551 080	74 551 080	3 878 080	5,5	3 878 080	5,5	
		3 Acquisition de biens et services	223 333 333	223 333 333	570 343 220	570 343 220	347 009 887	155,4	347 009 887	155,4	
		4 Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000	1 535 284 298	1 535 284 298	135 284 298	9,7	135 284 298	9,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 362 036 692	2 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	-6 862 036 692	-82,1	-1 000 000 000	-40	
		6 Transferts en capital	17 000 000 000	1 050 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	-13 500 000 000	-79,4	2 450 000 000	233,3	
		<b>Total Prog. 2043</b>	<b>27 056 043 025</b>	<b>27 056 043 025</b>	<b>7 180 178 598</b>	<b>7 180 178 598</b>	<b>-19 875 864 427</b>	<b>-73,5</b>	<b>1 936 172 265</b>	<b>7,2</b>	
	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	222 194 000	222 194 000	522 194 000	522 194 000	300 000 000	135,0	300 000 000	135,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	600 000 000	600 000 000	300 000 000	100	300 000 000	100	
		6 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	0	0	-200 000 000	-100	-200 000 000	-100	
		<b>Total Prog. 2044</b>	<b>722 194 000</b>	<b>722 194 000</b>	<b>1 122 194 000</b>	<b>1 122 194 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>55,4</b>	<b>400 000 000</b>	<b>55,4</b>	
	<b>Total Section 45</b>	<b>66 343 185 432</b>	<b>19 302 271 740</b>	<b>22 526 470 566</b>	<b>22 526 470 566</b>	<b>-43 816 714 866</b>	<b>-66,0</b>	<b>3 224 198 826</b>	<b>16,7</b>		
	46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	790 525 322	790 525 322	817 816 320	817 816 320	27 290 998	3,5	27 290 998	3,5
			3 Acquisition de biens et services	940 916 765	940 916 765	1 182 100 125	1 182 100 125	241 183 360	25,6	241 183 360	25,6
			4 Transferts courants	0	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
5 Investissements exécutés par l'Etat			2 215 000 000	855 000 000	988 602 774	988 602 774	-1 226 397 226	-55,4	133 602 774	15,6	
<b>Total Prog. 1014</b>			<b>3 946 442 087</b>	<b>3 946 442 087</b>	<b>3 088 519 219</b>	<b>3 088 519 219</b>	<b>-857 922 868</b>	<b>-21,7</b>	<b>502 077 132</b>	<b>12,7</b>	
2045 Aménagement et développement urbain		2 Dépenses de personnel	203 413 000	203 413 000	192 968 000	192 968 000	-10 445 000	-5,1	-10 445 000	-5,1	
		3 Acquisition de biens et services	256 000 000	256 000 000	202 911 817	202 911 817	-53 088 183	-20,7	-53 088 183	-20,7	
		4 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 403 000 000	5 403 000 000	9 679 830 812	4 679 830 812	4 276 830 812	79,2	-723 169 188	-13,4	
		6 Transferts en capital	15 045 000 000	15 045 000 000	12 644 263 418	12 644 263 418	-2 400 736 582	-16,0	-2 400 736 582	-16,0	
		<b>Total Prog. 2045</b>	<b>21 207 413 000</b>	<b>21 207 413 000</b>	<b>23 019 974 047</b>	<b>18 019 974 047</b>	<b>1 812 561 047</b>	<b>8,5</b>	<b>-3 187 438 953</b>	<b>-15,0</b>	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits Inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits Inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	161 310 000	161 310 000	177 160 000	177 160 000	15 850 000	9,8	15 850 000	9,8
		3 Acquisition de biens et services	349 228 423	349 228 423	284 000 002	284 000 002	-65 228 421	-18,7	-65 228 421	-18,7
		4 Transferts courants	17 450 000 000	17 450 000 000	29 433 666 666	29 433 666 666	11 983 666 666	68,7	11 983 666 666	68,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 970 000 000	1 970 000 000	1 337 389 431	1 337 389 431	-632 610 569	-32,1	-632 610 569	-32,1
		6 Transferts en capital	29 718 147 045	15 296 004 161	11 959 860 000	11 959 860 000	-17 758 287 045	-59,8	-3 336 144 161	-21,8
		<b>Total Prog. 2046</b>	<b>49 648 685 468</b>	<b>49 648 685 468</b>	<b>43 192 076 099</b>	<b>43 192 076 099</b>	<b>-6 456 609 369</b>	<b>-13,0</b>	<b>7 965 533 515</b>	<b>16,0</b>
	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	198 897 000	198 897 000	224 795 228	224 795 228	25 898 228	13,0	25 898 228	13,0
		3 Acquisition de biens et services	388 743 141	388 743 141	2 810 510 244	2 810 510 244	2 421 767 103	623,0	2 421 767 103	623,0
		4 Transferts courants	15 000 000 000	15 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000	15 000 000 000	100	15 000 000 000	100
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 329 360 728	10 329 360 728	9 706 245 684	9 706 245 684	-623 115 044	-6,0	-623 115 044	-6,0
		6 Transferts en capital	250 000 000	250 000 000	200 000 000	200 000 000	-50 000 000	-20	-50 000 000	-20
		<b>Total Prog. 2047</b>	<b>26 167 000 869</b>	<b>26 167 000 869</b>	<b>42 941 551 156</b>	<b>42 941 551 156</b>	<b>16 774 550 287</b>	<b>64,1</b>	<b>16 774 550 287</b>	<b>64,1</b>
	<b>Total Section 46</b>	<b>100 969 541 424</b>	<b>85 187 398 540</b>	<b>112 242 120 521</b>	<b>107 242 120 521</b>	<b>11 272 579 097</b>	<b>11,2</b>	<b>22 054 721 981</b>	<b>25,9</b>	
	47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 062 285	313 062 285	222 938 111	222 938 111	-90 124 174	-28,8	-90 124 174
3 Acquisition de biens et services			406 020 998	406 020 998	405 320 922	405 320 922	-700 076	-0,2	-700 076	-0,2
4 Transferts courants			40 000 000	40 000 000	140 000 000	140 000 000	100 000 000	250	100 000 000	250
<b>Total Prog. 1015</b>			<b>759 083 283</b>	<b>759 083 283</b>	<b>768 259 033</b>	<b>768 259 033</b>	<b>9 175 750</b>	<b>1,2</b>	<b>9 175 750</b>	<b>1,2</b>
2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise		2 Dépenses de personnel	81 522 000	81 522 000	89 777 000	89 777 000	8 255 000	10,1	8 255 000	10,1
		3 Acquisition de biens et services	36 350 000	36 350 000	36 343 518	36 343 518	-6 482	0	-6 482	0
		4 Transferts courants	2 663 380 000	2 663 380 000	2 838 380 000	2 838 380 000	175 000 000	6,6	175 000 000	6,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	105 909 117 011	4 909 117 011	5 799 828 000	5 799 828 000	-100 109 289 011	-94,5	890 710 989	18,1
		<b>Total Prog. 2049</b>	<b>1 027 761 107 022</b>	<b>1 027 761 107 022</b>	<b>1 031 798 216 000</b>	<b>1 031 798 216 000</b>	<b>4 850 127 989</b>	<b>0,5</b>	<b>4 850 127 989</b>	<b>0,5</b>



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	6 Transferts en capital	2 070 000 000	2 070 000 000	1 970 000 000	1 970 000 000	-100 000 000	-4,8	-100 000 000	-4,8
		<b>Total Prog. 2049</b>	<b>110 760 369 011</b>	<b>110 760 369 011</b>	<b>10 734 328 518</b>	<b>10 734 328 518</b>	<b>-100 026 040 493</b>	<b>-90,3</b>	<b>973 959 507</b>	<b>0,9</b>
	<b>Total Section 47</b>	<b>111 519 452 294</b>	<b>10 519 452 294</b>	<b>11 502 587 551</b>	<b>11 502 587 551</b>	<b>-100 016 864 743</b>	<b>-89,7</b>	<b>983 135 257</b>	<b>9,3</b>	
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	541 187 149	541 187 149	415 164 000	415 164 000	-126 023 149	-23,3	-126 023 149	-23,3
		3 Acquisition de biens et services	257 002 120	257 002 120	266 901 079	266 901 079	9 898 959	3,9	9 898 959	3,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	225 000 000	225 000 000	202 980 900	202 980 900	-22 019 100	-9,8	-22 019 100	-9,8
		<b>Total Prog. 1016</b>	<b>1 023 189 269</b>	<b>1 023 189 269</b>	<b>885 045 979</b>	<b>885 045 979</b>	<b>-138 143 290</b>	<b>-13,5</b>	<b>-138 143 290</b>	<b>-13,5</b>
	2050 Développement de l'Offre touristique	2 Dépenses de personnel	106 195 000	106 195 000	142 578 000	142 578 000	36 383 000	34,3	36 383 000	34,3
		3 Acquisition de biens et services	139 075 000	139 075 000	113 740 672	113 740 672	-25 334 328	-18,2	-25 334 328	-18,2
		4 Transferts courants	2 417 500 000	2 417 500 000	2 509 500 000	2 509 500 000	92 000 000	3,8	92 000 000	3,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	38 765 000 000	3 802 108 734	41 963 543 279	8 697 438 330	3 198 543 279	8,3	4 895 329 596	128,8
		6 Transferts en capital	50 500 000 000	5 200 000 000	3 519 000 000	3 519 000 000	-46 981 000 000	-93,0	-1 681 000 000	-32,3
		<b>Total Prog. 2050</b>	<b>91 927 770 000</b>	<b>91 927 770 000</b>	<b>48 248 361 951</b>	<b>14 982 257 002</b>	<b>-43 679 408 049</b>	<b>-47,5</b>	<b>3 317 378 268</b>	<b>3,6</b>
	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2 Dépenses de personnel	5 813 000	5 813 000	8 817 000	8 817 000	3 004 000	51,7	3 004 000	51,7
		3 Acquisition de biens et services	22 400 000	22 400 000	12 807 257	12 807 257	-9 592 743	-42,8	-9 592 743	-42,8
		4 Transferts courants	857 500 000	857 500 000	857 500 000	857 500 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	655 000 000	400 000 000	0	0	-655 000 000	-100	-400 000 000	-100
		6 Transferts en capital	6 524 000 000	6 524 000 000	0	0	-6 524 000 000	-100	-6 524 000 000	-100
<b>Total Prog. 2051</b>	<b>8 064 713 000</b>	<b>8 064 713 000</b>	<b>879 124 257</b>	<b>879 124 257</b>	<b>-7 185 588 743</b>	<b>-89,1</b>	<b>-6 930 588 743</b>	<b>-85,9</b>		
2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	17 202 000	17 202 000	16 289 000	16 289 000	-913 000	-5,3	-913 000	-5,3	
	3 Acquisition de biens et services	22 800 000	22 800 000	14 796 786	14 796 786	-8 003 214	-35,1	-8 003 214	-35,1	
	4 Transferts courants	3 242 000 000	3 242 000 000	3 909 096 156	3 909 096 156	667 096 156	20,6	667 096 156	20,6	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	5 Investissements exécutés par l'Etat	87 533 261 264	4 815 710 500	90 844 435 764	13 711 174 500	3 311 174 500	3,8	8 895 464 000	184,7
		6 Transferts en capital	6 475 000 000	6 475 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	-5 475 000 000	-84,6	-5 475 000 000	-84,6
		<b>Total Prog. 2052</b>	<b>97 290 263 264</b>	<b>97 290 263 264</b>	<b>95 784 617 706</b>	<b>18 651 356 442</b>	<b>-1 505 645 558</b>	<b>-1,5</b>	<b>4 078 643 942</b>	<b>4,2</b>
	<b>Total Section 49</b>	<b>198 305 935 533</b>	<b>35 070 493 503</b>	<b>145 797 149 893</b>	<b>35 397 783 680</b>	<b>-52 508 785 640</b>	<b>-26,5</b>	<b>327 290 177</b>	<b>0,9</b>	
50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2 Dépenses de personnel	68 370 473 952	68 370 473 952	97 597 411 900	97 597 411 900	29 226 937 948	42,7	29 226 937 948	42,7
		3 Acquisition de biens et services	17 235 062 580	17 235 062 580	23 858 796 507	23 858 796 507	6 623 733 927	38,4	6 623 733 927	38,4
		4 Transferts courants	1 657 572 000	1 657 572 000	1 007 572 000	1 007 572 000	-650 000 000	-39,2	-650 000 000	-39,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 276 206 513	1 276 206 513	1 236 206 513	1 236 206 513	-40 000 000	-3,1	-40 000 000	-3,1
		<b>Total Prog. 1017</b>	<b>88 539 315 045</b>	<b>88 539 315 045</b>	<b>123 699 986 920</b>	<b>123 699 986 920</b>	<b>35 160 671 875</b>	<b>39,7</b>	<b>35 160 671 875</b>	<b>39,7</b>
		2053 Education préscolaire	2 Dépenses de personnel	6 270 070 000	6 270 070 000	11 554 134 000	11 554 134 000	5 284 064 000	84,3	5 284 064 000
	3 Acquisition de biens et services		187 645 300	187 645 300	176 785 909	176 785 909	-10 859 391	-5,8	-10 859 391	-5,8
	4 Transferts courants		139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2053</b>		<b>6 596 967 300</b>	<b>6 596 967 300</b>	<b>11 870 171 909</b>	<b>11 870 171 909</b>	<b>5 273 204 609</b>	<b>79,9</b>	<b>5 273 204 609</b>	<b>79,9</b>
	2054 Enseignement Elémentaire	2 Dépenses de personnel	210 254 529 984	210 254 529 984	195 051 501 000	195 051 501 000	-15 203 028 984	-7,2	-15 203 028 984	-7,2
		3 Acquisition de biens et services	28 575 084 982	28 575 084 982	40 057 984 866	40 057 984 866	11 482 899 884	40,2	11 482 899 884	40,2
		4 Transferts courants	5 861 000 000	5 861 000 000	15 861 000 000	15 861 000 000	10 000 000 000	170,6	10 000 000 000	170,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	55 793 526 542	16 528 212 023	31 113 017 516	19 090 630 959	-24 680 509 026	-44,2	2 562 418 936	15,5
		6 Transferts en capital	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2054</b>	<b>300 786 141 508</b>	<b>300 786 141 508</b>	<b>282 385 503 382</b>	<b>270 363 116 825</b>	<b>-18 400 638 126</b>	<b>-6,1</b>	<b>8 842 289 836</b>	<b>2,9</b>
	2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	100 153 024 520	100 153 024 520	102 230 652 000	102 230 652 000	2 077 627 480	2,1	2 077 627 480	2,1
		3 Acquisition de biens et services	2 679 907 380	2 679 907 380	2 723 997 342	2 723 997 342	44 089 962	1,6	44 089 962	1,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 620 848 478	2 527 128 990	5 520 848 478	2 556 602 228	-100 000 000	-1,8	29 473 238	1,2



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
50 Ministère de l'Éducation Nationale	2055 Enseignement Moyen général	<b>Total Prog. 2055</b>	<b>108 453 780 378</b>	<b>108 453 780 378</b>	<b>110 475 497 820</b>	<b>107 511 251 570</b>	<b>2 021 717 442</b>	<b>1,9</b>	<b>2 151 190 680</b>	<b>2,0</b>	
		2056 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	73 111 606 000	73 111 606 000	87 186 609 000	87 186 609 000	14 075 003 000	19,3	14 075 003 000	19,3
		3 Acquisition de biens et services	1 873 570 000	1 873 570 000	1 752 701 843	1 752 701 843	-120 868 157	-6,5	-120 868 157	-6,5	
		4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 484 003 030	1 706 000 000	15 484 003 030	1 706 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2056</b>	<b>91 065 879 030</b>	<b>91 065 879 030</b>	<b>105 020 013 873</b>	<b>91 242 010 843</b>	<b>13 954 134 843</b>	<b>15,3</b>	<b>13 954 134 843</b>	<b>15,3</b>	
		2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	86 096 000	86 096 000	261 708 000	261 708 000	175 612 000	204,0	175 612 000	204,0
		3 Acquisition de biens et services	641 414 000	641 414 000	448 201 333	448 201 333	-193 212 667	-30,1	-193 212 667	-30,1	
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	766 086 080	266 086 080	766 086 080	266 086 080	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2057</b>	<b>2 493 596 080</b>	<b>2 493 596 080</b>	<b>2 475 995 413</b>	<b>1 975 995 413</b>	<b>-17 600 667</b>	<b>-0,7</b>	<b>-17 600 667</b>	<b>-0,7</b>	
		<b>Total Section 50</b>	<b>597 935 679 341</b>	<b>541 298 642 304</b>	<b>635 927 169 317</b>	<b>606 662 533 480</b>	<b>37 991 489 976</b>	<b>6,4</b>	<b>65 363 891 176</b>	<b>12,1</b>	
	52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	714 741 135	714 741 135	660 107 140	660 107 140	-54 633 995	-7,6	-54 633 995	-7,6
			3 Acquisition de biens et services	450 190 400	450 190 400	761 131 628	761 131 628	310 941 228	69,1	310 941 228	69,1
			4 Transferts courants	260 000 000	260 000 000	330 000 000	330 000 000	70 000 000	26,9	70 000 000	26,9
5 Investissements exécutés par l'Etat			300 000 000	100 000 000	300 000 000	100 000 000	0	0	0	0	
<b>Total Prog. 1018</b>			<b>1 724 931 535</b>	<b>1 724 931 535</b>	<b>2 051 238 768</b>	<b>1 851 238 768</b>	<b>326 307 233</b>	<b>18,9</b>	<b>326 307 233</b>	<b>18,9</b>	
2058 Développement des ressources humaines et de la formation		2 Dépenses de personnel	66 596 780	66 596 780	55 807 480	55 807 480	-10 789 300	-16,2	-10 789 300	-16,2	
		3 Acquisition de biens et services	151 650 000	151 650 000	159 379 651	159 379 651	7 729 651	5,1	7 729 651	5,1	
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	75 000 000	75 000 000	15 000 000	25	15 000 000	25	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 420 000 000	570 000 000	4 440 000 000	590 000 000	20 000 000	0,5	20 000 000	3,5	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
52 Ministère des Sports	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	<b>Total Prog. 2058</b>	<b>4 698 246 780</b>	<b>4 698 246 780</b>	<b>4 730 187 131</b>	<b>880 187 131</b>	<b>31 940 351</b>	<b>0,7</b>	<b>31 940 351</b>	<b>0,7</b>
	2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2 Dépenses de personnel	207 595 280	207 595 280	220 305 440	220 305 440	12 710 160	6,1	12 710 160	6,1
		3 Acquisition de biens et services	5 257 654 180	5 257 654 180	6 239 190 883	6 239 190 883	981 536 703	18,7	981 536 703	18,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	56 664 369 717	23 466 215 479	30 449 265 455	24 074 334 066	-26 215 104 262	-46,3	608 118 587	2,6
	<b>Total Prog. 2059</b>	<b>62 129 619 177</b>	<b>62 129 619 177</b>	<b>36 908 761 778</b>	<b>30 533 830 389</b>	<b>-25 220 857 399</b>	<b>-40,6</b>	<b>1 602 365 450</b>	<b>2,6</b>	
<b>Total Section 52</b>	<b>68 552 797 492</b>	<b>31 304 643 254</b>	<b>43 690 187 677</b>	<b>33 265 256 288</b>	<b>-24 862 609 815</b>	<b>-36,3</b>	<b>1 960 613 034</b>	<b>6,3</b>		
53 Ministère de la Culture et de la Communication	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	414 482 286	414 482 286	379 203 000	379 203 000	-35 279 286	-8,5	-35 279 286	-8,5
		3 Acquisition de biens et services	914 973 800	914 973 800	798 787 515	798 787 515	-116 186 285	-12,7	-116 186 285	-12,7
		4 Transferts courants	0	0	120 000 000	120 000 000	120 000 000	0	120 000 000	0
		<b>Total Prog. 1019</b>	<b>1 329 456 086</b>	<b>1 329 456 086</b>	<b>1 297 990 515</b>	<b>1 297 990 515</b>	<b>-31 465 571</b>	<b>-2,4</b>	<b>-31 465 571</b>	<b>-2,4</b>
	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	546 288 720	546 288 720	529 139 000	529 139 000	-17 149 720	-3,1	-17 149 720	-3,1
		3 Acquisition de biens et services	452 532 630	452 532 630	429 805 307	429 805 307	-22 727 323	-5,0	-22 727 323	-5,0
		4 Transferts courants	5 519 096 333	5 519 096 333	5 507 352 279	5 507 352 279	-11 744 054	-0,2	-11 744 054	-0,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 536 299 547	1 558 750 000	4 248 000 000	1 310 000 000	-13 288 299 547	-75,8	-248 750 000	-16,0
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	100
		<b>Total Prog. 2061</b>	<b>25 054 217 230</b>	<b>25 054 217 230</b>	<b>12 714 296 586</b>	<b>9 776 296 586</b>	<b>-12 339 920 644</b>	<b>-49,3</b>	<b>699 628 903</b>	<b>2,8</b>
	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	34 781 680	34 781 680	34 578 000	34 578 000	-203 680	-0,6	-203 680	-0,6
		3 Acquisition de biens et services	79 884 000	79 884 000	79 542 528	79 542 528	-341 472	-0,4	-341 472	-0,4
		4 Transferts courants	9 075 256 716	9 075 256 716	10 605 000 000	10 605 000 000	1 529 743 284	16,9	1 529 743 284	16,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	30 000 000 000	2 000 000 000	30 000 000 000	0	2 000 000 000	0
		<b>Total Prog. 2062</b>	<b>9 189 922 396</b>	<b>9 189 922 396</b>	<b>40 719 120 528</b>	<b>12 719 120 528</b>	<b>31 529 198 132</b>	<b>343,1</b>	<b>3 529 198 132</b>	<b>38,4</b>



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
53 Ministère de la Culture et de la Communication	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	125 073 920	125 073 920	123 043 000	123 043 000	-2 030 920	-1,6	-2 030 920	-1,6
		3 Acquisition de biens et services	267 196 000	267 196 000	253 929 173	253 929 173	-13 266 827	-5,0	-13 266 827	-5,0
		4 Transferts courants	1 278 646 000	1 278 646 000	1 303 646 000	1 303 646 000	25 000 000	2,0	25 000 000	2,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 998 265 580	2 483 500 000	2 288 500 000	2 288 500 000	-4 709 765 580	-67,3	-195 000 000	-7,9
		6 Transferts en capital	5 000 000 000	2 800 000 000	2 966 266 719	1 300 000 000	-2 033 733 281	-40,7	-1 500 000 000	-53,6
	<b>Total Prog. 2063</b>	<b>13 669 181 500</b>	<b>13 669 181 500</b>	<b>6 935 384 892</b>	<b>5 269 118 173</b>	<b>-6 733 796 608</b>	<b>-49,3</b>	<b>-1 685 297 747</b>	<b>-12,3</b>	
<b>Total Section 53</b>	<b>49 242 777 212</b>	<b>26 550 462 085</b>	<b>61 666 792 521</b>	<b>29 062 525 802</b>	<b>12 424 015 309</b>	<b>25,2</b>	<b>2 512 063 717</b>	<b>9,6</b>		
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	17 342 469 371	17 342 469 371	15 915 965 686	15 915 965 686	-1 426 503 685	-8,2	-1 426 503 685	-8,2
		3 Acquisition de biens et services	12 428 887 066	12 428 887 066	13 553 215 978	13 553 215 978	1 124 328 912	9,0	1 124 328 912	9,0
		4 Transferts courants	15 884 299 000	15 884 299 000	16 874 299 000	16 874 299 000	990 000 000	6,2	990 000 000	6,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	44 566 287 390	11 847 543 297	30 950 990 188	15 782 035 188	-13 615 297 202	-30,6	3 934 491 891	33,2
		6 Transferts en capital	2 288 401 892	2 288 401 892	515 302 350	515 302 350	-1 773 099 542	-77,5	-1 773 099 542	-77,5
		<b>Total Prog. 1020</b>	<b>92 510 344 719</b>	<b>92 510 344 719</b>	<b>77 809 773 202</b>	<b>62 640 818 202</b>	<b>-14 700 571 517</b>	<b>-15,9</b>	<b>2 849 217 576</b>	<b>3,1</b>
	2064 Santé de base	2 Dépenses de personnel	12 317 365 575	12 317 365 575	13 250 207 435	13 250 207 435	932 841 860	7,6	932 841 860	7,6
		3 Acquisition de biens et services	1 723 132 314	1 723 132 314	1 806 552 654	1 806 552 654	83 420 340	4,8	83 420 340	4,8
		4 Transferts courants	4 327 000 000	4 327 000 000	4 777 000 000	4 777 000 000	450 000 000	10,4	450 000 000	10,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	479 693 422 700	71 390 372 880	95 952 199 123	93 402 199 123	-383 741 223 577	-80,0	22 011 826 243	30,8
		6 Transferts en capital	1 475 851 562	1 475 851 562	5 999 502 662	1 115 851 562	4 523 651 100	306,5	-360 000 000	-24,4
<b>Total Prog. 2064</b>	<b>499 536 772 151</b>	<b>499 536 772 151</b>	<b>121 785 461 874</b>	<b>114 351 810 774</b>	<b>-377 751 310 277</b>	<b>-75,6</b>	<b>23 118 088 443</b>	<b>4,6</b>		
2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	15 763 075 440	15 763 075 440	18 351 506 964	18 351 506 964	2 588 431 524	16,4	2 588 431 524	16,4	
	3 Acquisition de biens et services	241 643 000	241 643 000	236 582 421	236 582 421	-5 060 579	-2,1	-5 060 579	-2,1	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2066 Santé de référence	4 Transferts courants	19 469 715 000	19 469 715 000	18 889 715 000	18 889 715 000	-580 000 000	-3,0	-580 000 000	-3,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	171 088 000 000	22 052 438 766	26 120 000 000	14 658 719 383	-144 968 000 000	-84,7	-7 393 719 383	-33,5
		6 Transferts en capital	4 955 561 234	4 955 561 234	3 706 498 955	3 656 498 955	-1 249 062 279	-25,2	-1 299 062 279	-26,2
		<b>Total Prog. 2066</b>	<b>211 517 994 674</b>	<b>211 517 994 674</b>	<b>67 304 303 340</b>	<b>55 793 022 723</b>	<b>-144 213 691 334</b>	<b>-68,2</b>	<b>-6 689 410 717</b>	<b>-3,2</b>
	2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	911 877 620	911 877 620	1 354 247 732	1 354 247 732	442 370 112	48,5	442 370 112	48,5
		3 Acquisition de biens et services	642 205 400	642 205 400	728 236 404	728 236 404	86 031 004	13,4	86 031 004	13,4
		4 Transferts courants	268 358 000	268 358 000	567 347 671	567 347 671	298 989 671	111,4	298 989 671	111,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 371 999 568	700 497 038	341 234 271	341 234 271	-1 030 765 297	-75,1	-359 262 767	-51,3
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	220 000 000	220 000 000	-330 000 000	-60	-330 000 000	-60
		<b>Total Prog. 2067</b>	<b>3 744 440 588</b>	<b>3 744 440 588</b>	<b>3 211 066 078</b>	<b>3 211 066 078</b>	<b>-533 374 510</b>	<b>-14,2</b>	<b>138 128 020</b>	<b>3,7</b>
	<b>Total Section 54</b>	<b>807 309 552 132</b>	<b>216 580 694 455</b>	<b>270 110 604 494</b>	<b>235 996 717 777</b>	<b>-537 198 947 638</b>	<b>-66,5</b>	<b>19 416 023 322</b>	<b>9,0</b>	
55 Ministère de la Jeunesse	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	891 553 827	891 553 827	906 159 000	906 159 000	14 605 173	1,6	14 605 173	1,6
		3 Acquisition de biens et services	450 803 960	450 803 960	1 411 044 742	1 411 044 742	960 240 782	213,0	960 240 782	213,0
		4 Transferts courants	0	0	480 000 000	480 000 000	480 000 000	0	480 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 947 458 901	211 250 000	90 650 000	90 650 000	-1 856 808 901	-95,3	-120 600 000	-57,1
		<b>Total Prog. 1021</b>	<b>3 289 816 688</b>	<b>3 289 816 688</b>	<b>2 887 853 742</b>	<b>2 887 853 742</b>	<b>-401 962 946</b>	<b>-12,2</b>	<b>1 334 245 955</b>	<b>40,6</b>
	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2 Dépenses de personnel	102 636 780	102 636 780	128 527 000	128 527 000	25 890 220	25,2	25 890 220	25,2
		3 Acquisition de biens et services	36 425 200	36 425 200	30 657 398	30 657 398	-5 767 802	-15,8	-5 767 802	-15,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 179 394 308	4 084 300 000	3 503 782 800	3 503 782 800	-1 675 611 508	-32,4	-580 517 200	-14,2
		<b>Total Prog. 2068</b>	<b>5 318 456 288</b>	<b>5 318 456 288</b>	<b>3 662 967 198</b>	<b>3 662 967 198</b>	<b>-1 655 489 090</b>	<b>-31,1</b>	<b>-560 394 782</b>	<b>-10,5</b>
	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	2 Dépenses de personnel	67 201 860	67 201 860	120 737 000	120 737 000	53 535 140	79,7	53 535 140	79,7
		3 Acquisition de biens et services	403 601 154	403 601 154	392 654 418	392 654 418	-10 946 736	-2,7	-10 946 736	-2,7



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
55 Ministère de la Jeunesse	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 677 500 000	577 500 000	575 400 000	575 400 000	-1 102 100 000	-65,7	-2 100 000	-0,4
		<b>Total Prog. 2069</b>	<b>2 148 303 014</b>	<b>2 148 303 014</b>	<b>1 088 791 418</b>	<b>1 088 791 418</b>	<b>-1 059 511 596</b>	<b>-49,3</b>	<b>40 488 404</b>	<b>1,9</b>
	2070 Promotion socioéconomique des jeunes	3 Acquisition de biens et services	0	0	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000	0
		4 Transferts courants	1 650 000 000	1 650 000 000	2 150 000 000	2 150 000 000	500 000 000	30,3	500 000 000	30,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 771 865 140	3 045 642 714	4 217 687 935	4 217 687 935	-37 554 177 205	-89,9	1 172 045 221	38,5
		6 Transferts en capital	45 826 047 155	6 048 320 802	9 290 320 802	9 290 320 802	-36 535 726 353	-79,7	3 242 000 000	53,6
		<b>Total Prog. 2070</b>	<b>89 247 912 295</b>	<b>89 247 912 295</b>	<b>15 678 008 737</b>	<b>15 678 008 737</b>	<b>-73 569 903 558</b>	<b>-82,4</b>	<b>4 934 045 221</b>	<b>5,5</b>
<b>Total Section 55</b>	<b>100 004 488 285</b>	<b>17 569 236 297</b>	<b>23 317 621 095</b>	<b>23 317 621 095</b>	<b>-76 686 867 190</b>	<b>-76,7</b>	<b>5 748 384 798</b>	<b>32,7</b>		
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	322 698 536	322 698 536	371 514 100	371 514 100	48 815 564	15,1	48 815 564	15,1
		3 Acquisition de biens et services	1 331 575 000	1 331 575 000	1 441 790 863	1 441 790 863	110 215 863	8,3	110 215 863	8,3
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	657 765 530	657 765 530	607 765 530	1215,5	607 765 530	1215,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	386 350 000	386 350 000	414 350 000	414 350 000	28 000 000	7,2	28 000 000	7,2
		<b>Total Prog. 1022</b>	<b>2 090 623 536</b>	<b>2 090 623 536</b>	<b>2 885 420 493</b>	<b>2 885 420 493</b>	<b>794 796 957</b>	<b>38,0</b>	<b>794 796 957</b>	<b>38,0</b>
	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	4 105 408 904	4 105 408 904	4 435 459 520	4 435 459 520	330 050 616	8,0	330 050 616	8,0
		3 Acquisition de biens et services	1 537 657 485	1 537 657 485	1 606 970 741	1 606 970 741	69 313 256	4,5	69 313 256	4,5
		4 Transferts courants	2 070 000 000	2 070 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	8 350 000 000	403,4	8 350 000 000	403,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 145 499 990	1 145 499 990	7 173 900 707	7 173 900 707	6 028 400 717	526,3	6 028 400 717	526,3
		<b>Total Prog. 2071</b>	<b>11 100 291 379</b>	<b>11 100 291 379</b>	<b>23 867 330 968</b>	<b>23 867 330 968</b>	<b>12 767 039 589</b>	<b>115,0</b>	<b>12 767 039 589</b>	<b>115,0</b>
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	2 739 491 000	2 739 491 000	3 882 521 460	3 882 521 460	1 143 030 460	41,7	1 143 030 460	41,7
		3 Acquisition de biens et services	670 838 763	670 838 763	655 155 355	655 155 355	-15 683 408	-2,3	-15 683 408	-2,3
		4 Transferts courants	351 120 000	351 120 000	326 120 000	326 120 000	-25 000 000	-7,1	-25 000 000	-7,1



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 570 731 984	1 708 231 984	1 633 051 482	1 633 051 482	-2 937 680 502	-64,3	-75 180 502	-4,4
		<b>Total Prog. 2072</b>	<b>8 332 181 747</b>	<b>8 332 181 747</b>	<b>6 496 848 297</b>	<b>6 496 848 297</b>	<b>-1 835 333 450</b>	<b>-22,0</b>	<b>1 027 166 550</b>	<b>12,3</b>
	2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2 Dépenses de personnel	260 446 000	260 446 000	279 613 420	279 613 420	19 167 420	7,4	19 167 420	7,4
		3 Acquisition de biens et services	412 357 290	412 357 290	398 420 032	398 420 032	-13 937 258	-3,4	-13 937 258	-3,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	22 703 215 561	6 279 157 677	4 066 051 911	4 066 051 911	-18 637 163 650	-82,1	-2 213 105 766	-35,2
	<b>Total Prog. 2073</b>	<b>23 376 018 851</b>	<b>23 376 018 851</b>	<b>4 744 085 363</b>	<b>4 744 085 363</b>	<b>-18 631 933 488</b>	<b>-79,7</b>	<b>-2 207 875 604</b>	<b>-9,4</b>	
<b>Total Section 56</b>	<b>44 899 115 513</b>	<b>25 612 557 629</b>	<b>37 993 685 121</b>	<b>37 993 685 121</b>	<b>-6 905 430 392</b>	<b>-15,4</b>	<b>12 381 127 492</b>	<b>48,3</b>		
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	904 517 480	904 517 480	370 429 056	370 429 056	-534 088 424	-59,0	-534 088 424	-59,0
		3 Acquisition de biens et services	191 662 655	191 662 655	187 841 633	187 841 633	-3 821 022	-2,0	-3 821 022	-2,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	158 890 760	158 890 760	299 390 760	299 390 760	140 500 000	88,4	140 500 000	88,4
		<b>Total Prog. 1023</b>	<b>1 255 070 895</b>	<b>1 255 070 895</b>	<b>857 661 449</b>	<b>857 661 449</b>	<b>-397 409 446</b>	<b>-31,7</b>	<b>-397 409 446</b>	<b>-31,7</b>
	2098 Famille et genre	2 Dépenses de personnel	156 177 600	156 177 600	162 736 160	162 736 160	6 558 560	4,2	6 558 560	4,2
		3 Acquisition de biens et services	442 201 020	442 201 020	333 926 128	333 926 128	-108 274 892	-24,5	-108 274 892	-24,5
		4 Transferts courants	477 498 400	477 498 400	477 498 400	477 498 400	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	27 049 138 072	8 826 565 359	27 305 125 832	10 066 559 119	255 987 760	0,9	1 239 993 760	14,0
		<b>Total Prog. 2098</b>	<b>28 125 015 092</b>	<b>28 125 015 092</b>	<b>28 279 286 520</b>	<b>11 040 719 807</b>	<b>154 271 428</b>	<b>0,5</b>	<b>1 138 277 428</b>	<b>4,0</b>
	2101 Enfance	2 Dépenses de personnel	92 965 960	92 965 960	112 187 000	112 187 000	19 221 040	20,7	19 221 040	20,7
		3 Acquisition de biens et services	272 745 000	272 745 000	269 934 089	269 934 089	-2 810 911	-1,0	-2 810 911	-1,0
		4 Transferts courants	2 398 334 160	2 398 334 160	2 551 461 012	2 551 461 012	153 126 852	6,4	153 126 852	6,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	46 376 248 000	7 395 000 000	10 295 000 000	7 295 000 000	-36 081 248 000	-77,8	-100 000 000	-1,4
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2101</b>	<b>49 140 293 120</b>	<b>49 140 293 120</b>	<b>13 228 582 101</b>	<b>10 228 582 101</b>	<b>-35 911 711 019</b>	<b>-73,1</b>	<b>69 536 981</b>	<b>0,1</b>



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	2110 Autonomie Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	181 677 480	181 677 480	166 969 708	166 969 708	-14 707 772	-8,1	-14 707 772	-8,1
		3 Acquisition de biens et services	112 801 824	112 801 824	130 125 382	130 125 382	17 323 558	15,4	17 323 558	15,4
		4 Transferts courants	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 521 126 876	3 020 802 759	4 709 800 100	2 692 300 575	-8 811 326 776	-65,2	-328 502 184	-10,9
		6 Transferts en capital	650 000 000	650 000 000	0	0	-650 000 000	-100	-650 000 000	-100
		<b>Total Prog. 2110</b>	<b>14 465 606 180</b>	<b>14 465 606 180</b>	<b>6 006 895 190</b>	<b>3 989 395 665</b>	<b>-8 458 710 990</b>	<b>-58,5</b>	<b>24 113 602</b>	<b>0,2</b>
	<b>Total Section 58</b>	<b>92 985 985 287</b>	<b>25 281 840 457</b>	<b>48 372 425 260</b>	<b>26 116 359 022</b>	<b>-44 613 560 027</b>	<b>-48,0</b>	<b>834 518 565</b>	<b>3,3</b>	
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	5 976 365 671	5 976 365 671	6 803 739 678	6 803 739 678	827 374 007	13,8	827 374 007	13,8
		3 Acquisition de biens et services	1 212 831 194	1 212 831 194	1 522 685 991	1 522 685 991	309 854 797	25,5	309 854 797	25,5
		4 Transferts courants	0	0	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
		<b>Total Prog. 1024</b>	<b>7 189 196 865</b>	<b>7 189 196 865</b>	<b>8 376 425 669</b>	<b>8 376 425 669</b>	<b>1 187 228 804</b>	<b>16,5</b>	<b>1 187 228 804</b>	<b>16,5</b>
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	2 Dépenses de personnel	18 117 126 000	18 117 126 000	17 316 094 840	17 316 094 840	-801 031 160	-4,4	-801 031 160	-4,4
		3 Acquisition de biens et services	5 865 691 584	5 865 691 584	5 911 714 880	5 911 714 880	46 023 296	0,8	46 023 296	0,8
		4 Transferts courants	940 637 600	940 637 600	940 637 600	940 637 600	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	21 547 457 389	13 308 119 816	10 041 345 461	10 041 345 461	-11 506 111 928	-53,4	-3 266 774 355	-24,5
		6 Transferts en capital	1 879 612 000	1 879 612 000	30 200 000 000	30 200 000 000	28 320 388 000	1506,7	28 320 388 000	1506,7
		<b>Total Prog. 2077</b>	<b>48 350 524 573</b>	<b>48 350 524 573</b>	<b>64 409 792 781</b>	<b>64 409 792 781</b>	<b>16 059 268 208</b>	<b>33,2</b>	<b>24 298 605 781</b>	<b>50,3</b>
	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	96 143 000	96 143 000	99 176 040	99 176 040	3 033 040	3,2	3 033 040	3,2
		3 Acquisition de biens et services	11 899 224	11 899 224	29 990 130	29 990 130	18 090 906	152,0	18 090 906	152,0
		4 Transferts courants	453 000 000	453 000 000	405 000 000	405 000 000	-48 000 000	-10,6	-48 000 000	-10,6
5 Investissements exécutés par l'Etat		4 787 000 000	4 787 000 000	2 425 000 000	2 425 000 000	-2 362 000 000	-49,3	-2 362 000 000	-49,3	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	2078 Développement de l'apprentissage	6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2078</b>	<b>5 348 042 224</b>	<b>5 348 042 224</b>	<b>2 959 166 170</b>	<b>2 959 166 170</b>	<b>-2 388 876 054</b>	<b>-44,7</b>	<b>-2 388 876 054</b>	<b>-44,7</b>
	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	18 214 000	18 214 000	47 201 800	47 201 800	28 987 800	159,2	28 987 800	159,2
		3 Acquisition de biens et services	41 800 000	41 800 000	47 266 246	47 266 246	5 466 246	13,1	5 466 246	13,1
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	9 000 000 000	900	9 000 000 000	900
		5 Investissements exécutés par l'Etat	235 000 000	235 000 000	125 000 000	125 000 000	-110 000 000	-46,8	-110 000 000	-46,8
		<b>Total Prog. 2103</b>	<b>1 295 014 000</b>	<b>1 295 014 000</b>	<b>10 219 468 046</b>	<b>10 219 468 046</b>	<b>8 924 454 046</b>	<b>689,1</b>	<b>8 924 454 046</b>	<b>689,1</b>
<b>Total Section 59</b>	<b>62 182 777 662</b>	<b>53 943 440 089</b>	<b>85 964 852 666</b>	<b>85 964 852 666</b>	<b>23 782 075 004</b>	<b>38,2</b>	<b>32 021 412 577</b>	<b>59,4</b>		
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	51 232 899 912	51 232 899 912	60 853 028 580	60 853 028 580	9 620 128 668	18,8	9 620 128 668	18,8
		3 Acquisition de biens et services	100 825 531 000	100 825 531 000	74 743 602 000	74 743 602 000	-26 081 929 000	-25,9	-26 081 929 000	-25,9
		4 Transferts courants	46 939 873 953	46 939 873 953	69 523 283 779	69 523 283 779	22 583 409 826	48,1	22 583 409 826	48,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	29 676 300 000	29 676 300 000	32 500 000 000	32 500 000 000	2 823 700 000	9,5	2 823 700 000	9,5
		6 Transferts en capital	18 600 000 000	14 100 000 000	43 111 288 161	43 111 288 161	24 511 288 161	131,8	29 011 288 161	205,8
		<b>Total Prog. 0010</b>	<b>247 274 604 865</b>	<b>247 274 604 865</b>	<b>280 731 202 520</b>	<b>280 731 202 520</b>	<b>33 456 597 655</b>	<b>13,5</b>	<b>37 956 597 655</b>	<b>15,3</b>
<b>Total Section 60</b>	<b>247 274 604 865</b>	<b>242 774 604 865</b>	<b>280 731 202 520</b>	<b>280 731 202 520</b>	<b>33 456 597 655</b>	<b>13,5</b>	<b>37 956 597 655</b>	<b>15,6</b>		
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	400 363 110	400 363 110	284 849 000	284 849 000	-115 514 110	-28,9	-115 514 110	-28,9
		3 Acquisition de biens et services	936 500 314	936 500 314	671 568 220	671 568 220	-264 932 094	-28,3	-264 932 094	-28,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 926 705 832	681 705 832	261 000 000	261 000 000	-1 665 705 832	-86,5	-420 705 832	-61,7
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1032</b>	<b>3 813 569 256</b>	<b>3 813 569 256</b>	<b>1 767 417 220</b>	<b>1 767 417 220</b>	<b>-2 046 152 036</b>	<b>-53,7</b>	<b>-801 152 036</b>	<b>-21,0</b>
2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	168 989 000	168 989 000	231 235 000	231 235 000	62 246 000	36,8	62 246 000	36,8	
	3 Acquisition de biens et services	614 840 536	614 840 536	598 081 035	598 081 035	-16 759 501	-2,7	-16 759 501	-2,7	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	50 851 677 146	13 651 677 146	147 556 000	147 556 000	-50 704 121 146	-99,7	-13 504 121 146	-98,9
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	5 389 475 335	5 389 475 335	2 389 475 335	79,6	2 389 475 335	79,6
		<b>Total Prog. 2022</b>	<b>54 785 506 682</b>	<b>54 785 506 682</b>	<b>6 516 347 370</b>	<b>6 516 347 370</b>	<b>-48 269 159 312</b>	<b>-88,1</b>	<b>-11 069 159 312</b>	<b>-20,2</b>
	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2 Dépenses de personnel	482 189 000	482 189 000	476 966 000	476 966 000	-5 223 000	-1,1	-5 223 000	-1,1
		3 Acquisition de biens et services	1 193 316 646	1 193 316 646	1 384 916 481	1 384 916 481	191 599 835	16,1	191 599 835	16,1
		4 Transferts courants	7 481 000 000	7 481 000 000	7 682 744 848	7 682 744 848	201 744 848	2,7	201 744 848	2,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	572 000 000	572 000 000	1 549 470 600	1 549 470 600	977 470 600	170,9	977 470 600	170,9
		6 Transferts en capital	24 000 000 000	2 000 000 000	8 900 000 000	8 900 000 000	-15 100 000 000	-62,9	6 900 000 000	345
		<b>Total Prog. 2034</b>	<b>33 728 505 646</b>	<b>33 728 505 646</b>	<b>19 994 097 929</b>	<b>19 994 097 929</b>	<b>-13 734 407 717</b>	<b>-40,7</b>	<b>8 265 592 283</b>	<b>24,5</b>
		<b>Total Section 61</b>	<b>92 327 581 584</b>	<b>31 882 581 584</b>	<b>28 277 862 519</b>	<b>28 277 862 519</b>	<b>-64 049 719 065</b>	<b>-69,4</b>	<b>-3 604 719 065</b>	<b>-11,3</b>
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 124 200 327	2 124 200 327	1 854 710 340	1 854 710 340	-269 489 987	-12,7	-269 489 987	-12,7
		3 Acquisition de biens et services	773 390 901	773 390 901	871 069 677	871 069 677	97 678 776	12,6	97 678 776	12,6
		4 Transferts courants	39 142 000	39 142 000	29 142 000	29 142 000	-10 000 000	-25,5	-10 000 000	-25,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	70 119 117	70 119 117	0	0	-70 119 117	-100	-70 119 117	-100
		<b>Total Prog. 1025</b>	<b>3 006 852 345</b>	<b>3 006 852 345</b>	<b>2 754 922 017</b>	<b>2 754 922 017</b>	<b>-251 930 328</b>	<b>-8,4</b>	<b>-251 930 328</b>	<b>-8,4</b>
	2079 Productions animales	2 Dépenses de personnel	206 995 220	206 995 220	247 145 820	247 145 820	40 150 600	19,4	40 150 600	19,4
		3 Acquisition de biens et services	150 379 059	150 379 059	155 521 554	155 521 554	5 142 495	3,4	5 142 495	3,4
		4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	770 000 000	770 000 000	270 000 000	54	270 000 000	54
		5 Investissements exécutés par l'Etat	107 718 940 731	19 539 948 606	19 268 858 434	19 268 858 434	-88 450 082 297	-82,1	-271 090 172	-1,4
		6 Transferts en capital	2 021 117 373	2 021 117 373	3 757 590 883	3 757 590 883	1 736 473 510	85,9	1 736 473 510	85,9
		<b>Total Prog. 2079</b>	<b>110 597 432 383</b>	<b>110 597 432 383</b>	<b>24 199 116 691</b>	<b>24 199 116 691</b>	<b>-86 398 315 692</b>	<b>-78,1</b>	<b>1 780 676 433</b>	<b>1,6</b>



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
62 Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel	140 125 500	140 125 500	139 692 260	139 692 260	-433 240	-0,3	-433 240	-0,3	
		3 Acquisition de biens et services	19 000 000	19 000 000	229 790 721	229 790 721	210 790 721	1109,4	210 790 721	1109,4	
		4 Transferts courants	0	0	56 421 465	56 421 465	56 421 465	0	56 421 465	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 133 271 279	1 133 271 279	0	0	-1 133 271 279	-100	-1 133 271 279	-100	
		6 Transferts en capital	0	0	1 426 256 279	1 426 256 279	1 426 256 279	0	1 426 256 279	0	
		<b>Total Prog. 2080</b>	<b>1 292 396 779</b>	<b>1 292 396 779</b>	<b>1 852 160 725</b>	<b>1 852 160 725</b>	<b>559 763 946</b>	<b>43,3</b>	<b>559 763 946</b>	<b>43,3</b>	
	2081 Mise en marché des produits animaux	2 Dépenses de personnel	44 026 600	44 026 600	63 227 700	63 227 700	19 201 100	43,6	19 201 100	43,6	
		3 Acquisition de biens et services	16 000 000	16 000 000	12 885 831	12 885 831	-3 114 169	-19,5	-3 114 169	-19,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	326 899 477	326 899 477	196 872 078	196 872 078	-130 027 399	-39,8	-130 027 399	-39,8	
		<b>Total Prog. 2081</b>	<b>386 926 077</b>	<b>386 926 077</b>	<b>272 985 609</b>	<b>272 985 609</b>	<b>-113 940 468</b>	<b>-29,4</b>	<b>-113 940 468</b>	<b>-29,4</b>	
	<b>Total Section 62</b>	<b>115 283 607 584</b>	<b>27 104 615 459</b>	<b>29 079 185 042</b>	<b>29 079 185 042</b>	<b>-86 204 422 542</b>	<b>-74,8</b>	<b>1 974 569 583</b>	<b>7,3</b>		
	63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	374 365 957	374 365 957	283 960 380	283 960 380	-90 405 577	-24,1	-90 405 577	-24,1
			3 Acquisition de biens et services	194 050 000	194 050 000	187 214 333	187 214 333	-6 835 667	-3,5	-6 835 667	-3,5
4 Transferts courants			40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0	
<b>Total Prog. 1026</b>			<b>608 415 957</b>	<b>608 415 957</b>	<b>511 174 713</b>	<b>511 174 713</b>	<b>-97 241 244</b>	<b>-16,0</b>	<b>-97 241 244</b>	<b>-16,0</b>	
2083 Economie numérique		2 Dépenses de personnel	168 781 000	168 781 000	185 945 000	185 945 000	17 164 000	10,2	17 164 000	10,2	
		3 Acquisition de biens et services	66 475 000	66 475 000	61 610 651	61 610 651	-4 864 349	-7,3	-4 864 349	-7,3	
		4 Transferts courants	2 400 000 000	2 400 000 000	3 750 000 000	3 750 000 000	1 350 000 000	56,3	1 350 000 000	56,3	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	134 710 010 289	13 222 871 569	13 844 495 635	13 844 495 635	-120 865 514 654	-89,7	621 624 066	4,7	
		6 Transferts en capital	4 050 000 000	4 050 000 000	3 119 000 000	3 119 000 000	-931 000 000	-23,0	-931 000 000	-23,0	
		<b>Total Prog. 2083</b>	<b>141 395 266 289</b>	<b>141 395 266 289</b>	<b>20 961 051 286</b>	<b>20 961 051 286</b>	<b>-120 434 215 003</b>	<b>-85,2</b>	<b>1 052 923 717</b>	<b>0,7</b>	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	29 296 000	29 296 000	31 479 000	31 479 000	2 183 000	7,5	2 183 000	7,5
		3 Acquisition de biens et services	18 515 000	18 515 000	17 901 689	17 901 689	-613 311	-3,3	-613 311	-3,3
		4 Transferts courants	2 600 000 000	2 600 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	500 000 000	19,2	500 000 000	19,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	350 000 000	350 000 000	264 999 792	264 999 792	-85 000 208	-24,3	-85 000 208	-24,3
		<b>Total Prog. 2084</b>	<b>2 997 811 000</b>	<b>2 997 811 000</b>	<b>3 414 380 481</b>	<b>3 414 380 481</b>	<b>416 569 481</b>	<b>13,9</b>	<b>416 569 481</b>	<b>13,9</b>
<b>Total Section 63</b>			<b>145 001 493 246</b>	<b>23 514 354 526</b>	<b>24 886 606 480</b>	<b>24 886 606 480</b>	<b>-120 114 886 766</b>	<b>-82,8</b>	<b>1 372 251 954</b>	<b>5,8</b>
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	239 386 468	239 386 468	244 596 380	244 596 380	5 209 912	2,2	5 209 912	2,2
		3 Acquisition de biens et services	536 041 435	536 041 435	486 775 701	486 775 701	-49 265 734	-9,2	-49 265 734	-9,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	150 000 000	150 000 000	104 956 500	104 956 500	-45 043 500	-30,0	-45 043 500	-30,0
		<b>Total Prog. 1569</b>	<b>925 427 903</b>	<b>925 427 903</b>	<b>836 328 581</b>	<b>836 328 581</b>	<b>-89 099 322</b>	<b>-9,6</b>	<b>-89 099 322</b>	<b>-9,6</b>
		2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	37 845 000	37 845 000	23 838 000	23 838 000	-14 007 000	-37,0	-14 007 000
3 Acquisition de biens et services	17 179 350		17 179 350	57 179 350	57 179 350	40 000 000	232,8	40 000 000	232,8	
4 Transferts courants	0		0	863 000 000	863 000 000	863 000 000	0	863 000 000	0	
5 Investissements exécutés par l'Etat	8 203 485 305		8 203 485 305	9 051 713 305	9 051 713 305	848 228 000	10,3	848 228 000	10,3	
6 Transferts en capital	863 000 000		863 000 000	791 249 514	791 249 514	-71 750 486	-8,3	-71 750 486	-8,3	
<b>Total Prog. 2102</b>			<b>9 121 509 655</b>	<b>9 121 509 655</b>	<b>10 786 980 169</b>	<b>10 786 980 169</b>	<b>1 665 470 514</b>	<b>18,3</b>	<b>1 665 470 514</b>	<b>18,3</b>
2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)		2 Dépenses de personnel	48 360 000	48 360 000	58 494 000	58 494 000	10 134 000	21,0	10 134 000	21,0
		3 Acquisition de biens et services	73 898 039	73 898 039	214 598 039	214 598 039	140 700 000	190,4	140 700 000	190,4
		4 Transferts courants	0	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
		6 Transferts en capital	500 000 000	500 000 000	0	0	-500 000 000	-100	-500 000 000	-100
		<b>Total Prog. 2118</b>	<b>622 258 039</b>	<b>622 258 039</b>	<b>773 092 039</b>	<b>773 092 039</b>	<b>150 834 000</b>	<b>24,2</b>	<b>150 834 000</b>	<b>24,2</b>
<b>Total Section 64</b>			<b>10 669 195 597</b>	<b>10 669 195 597</b>	<b>12 396 400 789</b>	<b>12 396 400 789</b>	<b>1 727 205 192</b>	<b>16,2</b>	<b>1 727 205 192</b>	<b>16,2</b>



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 831 056	448 831 056	300 902 000	300 902 000	-147 929 056	-33,0	-147 929 056	-33,0
		3 Acquisition de biens et services	252 656 000	252 656 000	217 139 980	217 139 980	-35 516 020	-14,1	-35 516 020	-14,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	2 000 000 000	300 000 000	2 000 000 000	0	300 000 000	0
		6 Transferts en capital	4 600 000 000	4 600 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	-600 000 000	-13,0	-600 000 000	-13,0
		<b>Total Prog. 1027</b>	<b>5 301 487 056</b>	<b>5 301 487 056</b>	<b>6 518 041 980</b>	<b>4 818 041 980</b>	<b>1 216 554 924</b>	<b>22,9</b>	<b>-483 445 076</b>	<b>-9,1</b>
	2085 Cohérence territoriale	2 Dépenses de personnel	73 089 000	73 089 000	55 748 000	55 748 000	-17 341 000	-23,7	-17 341 000	-23,7
		3 Acquisition de biens et services	40 000 000	40 000 000	32 445 369	32 445 369	-7 554 631	-18,9	-7 554 631	-18,9
		4 Transferts courants	1 500 000 000	1 500 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	215 000 000	14,3	215 000 000	14,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 581 000 000	11 056 200 000	24 520 624 247	6 395 824 247	4 939 624 247	25,2	-4 660 375 753	-42,2
		6 Transferts en capital	2 340 173 480	2 340 173 480	14 886 356 036	6 536 356 036	12 546 182 556	536,1	4 196 182 556	179,3
	<b>Total Prog. 2085</b>	<b>23 534 262 480</b>	<b>23 534 262 480</b>	<b>41 210 173 652</b>	<b>14 735 373 652</b>	<b>17 675 911 172</b>	<b>75,1</b>	<b>-274 088 828</b>	<b>-1,2</b>	
	2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	590 186 000	590 186 000	504 135 000	504 135 000	-86 051 000	-14,6	-86 051 000	-14,6
		3 Acquisition de biens et services	362 161 000	362 161 000	359 239 739	359 239 739	-2 921 261	-0,8	-2 921 261	-0,8
		4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	900 000 000	900 000 000	560 000 000	164,7	560 000 000	164,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 032 016 249	4 349 016 249	1 597 476 266	1 597 476 266	-4 434 539 983	-73,5	-2 751 539 983	-63,3
		<b>Total Prog. 2086</b>	<b>7 324 363 249</b>	<b>7 324 363 249</b>	<b>3 360 851 005</b>	<b>3 360 851 005</b>	<b>-3 963 512 244</b>	<b>-54,1</b>	<b>-2 280 512 244</b>	<b>-31,1</b>
	2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	54 286 000	54 286 000	39 068 000	39 068 000	-15 218 000	-28,0	-15 218 000	-28,0
		3 Acquisition de biens et services	59 010 000	59 010 000	83 919 556	83 919 556	24 909 556	42,2	24 909 556	42,2
		4 Transferts courants	32 000 000 000	32 000 000 000	33 725 000 000	33 725 000 000	1 725 000 000	5,4	1 725 000 000	5,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	26 400 000 000	20 400 000 000	72 112 150	72 112 150	-26 327 887 850	-99,7	-20 327 887 850	-99,6
6 Transferts en capital		34 509 826 520	34 509 826 520	62 006 671 582	62 006 671 582	27 496 845 062	79,7	27 496 845 062	79,7	



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	2087 Financement du développement territorial	<b>Total Prog. 2087</b>	93 023 122 520	93 023 122 520	95 926 771 288	95 926 771 288	2 903 648 768	3,1	8 903 648 768	9,6
	<b>Total Section 65</b>		129 183 235 305	112 975 435 305	147 015 837 925	118 841 037 925	17 832 602 620	13,8	5 865 602 620	5,2
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 678 196	313 678 196	434 236 216	434 236 216	120 558 020	38,4	120 558 020	38,4
		3 Acquisition de biens et services	216 637 667	216 637 667	205 217 782	205 217 782	-11 419 885	-5,3	-11 419 885	-5,3
		4 Transferts courants	1 650 000 000	1 650 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	-50 000 000	-3,0	-50 000 000	-3,0
		<b>Total Prog. 1028</b>	<b>2 180 315 863</b>	<b>2 180 315 863</b>	<b>2 239 453 998</b>	<b>2 239 453 998</b>	<b>59 138 135</b>	<b>2,7</b>	<b>59 138 135</b>	<b>2,7</b>
	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	112 721 000	112 721 000	152 613 000	152 613 000	39 892 000	35,4	39 892 000	35,4
		3 Acquisition de biens et services	47 234 308	47 234 308	65 227 691	65 227 691	17 993 383	38,1	17 993 383	38,1
		4 Transferts courants	2 711 432 000	2 711 432 000	3 252 653 470	3 252 653 470	541 221 470	20,0	541 221 470	20,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	191 487 473 300	10 087 223 300	48 209 566 343	13 332 223 300	-143 277 906 957	-74,8	3 245 000 000	32,2
		6 Transferts en capital	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2088</b>	<b>194 708 860 608</b>	<b>194 708 860 608</b>	<b>52 030 060 504</b>	<b>17 152 717 461</b>	<b>-142 678 800 104</b>	<b>-73,3</b>	<b>3 844 106 853</b>	<b>2,0</b>
	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	163 877 900	163 877 900	220 449 000	220 449 000	56 571 100	34,5	56 571 100	34,5
		3 Acquisition de biens et services	153 894 081	153 894 081	217 948 304	217 948 304	64 054 223	41,6	64 054 223	41,6
		4 Transferts courants	1 897 798 808	1 897 798 808	1 700 000 000	1 700 000 000	-197 798 808	-10,4	-197 798 808	-10,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	167 242 685 051	42 962 652 766	194 793 767 440	32 525 999 158	27 551 082 389	16,5	-10 436 653 608	-24,3
		6 Transferts en capital	6 775 000 000	6 775 000 000	8 675 000 000	8 675 000 000	1 900 000 000	28,0	1 900 000 000	28,0
		<b>Total Prog. 2089</b>	<b>176 233 255 840</b>	<b>176 233 255 840</b>	<b>205 607 164 744</b>	<b>43 339 396 462</b>	<b>29 373 908 904</b>	<b>16,7</b>	<b>-8 613 827 093</b>	<b>-4,9</b>
	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2 Dépenses de personnel	201 530 000	201 530 000	277 200 800	277 200 800	75 670 800	37,5	75 670 800	37,5
		3 Acquisition de biens et services	161 245 840	161 245 840	171 095 000	171 095 000	9 849 160	6,1	9 849 160	6,1



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	5 Investissements exécutés par l'Etat	164 738 513 271	49 800 753 865	204 612 962 052	52 576 431 523	39 874 448 781	24,2	2 775 677 658	5,6
		6 Transferts en capital	7 025 000 000	7 025 000 000	12 518 713 000	12 518 713 000	5 493 713 000	78,2	5 493 713 000	78,2
		<b>Total Prog. 2090</b>	<b>172 126 289 111</b>	<b>172 126 289 111</b>	<b>217 579 970 852</b>	<b>65 543 440 323</b>	<b>45 453 681 741</b>	<b>26,4</b>	<b>8 354 910 618</b>	<b>4,9</b>
	<b>Total Section 68</b>	<b>545 248 721 422</b>	<b>124 630 679 731</b>	<b>477 456 650 098</b>	<b>128 275 008 244</b>	<b>-67 792 071 324</b>	<b>-12,4</b>	<b>3 644 328 513</b>	<b>2,9</b>	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	0	0	111 307 000	111 307 000	111 307 000	0	111 307 000	0
		3 Acquisition de biens et services	269 050 000	269 050 000	360 585 500	360 585 500	91 535 500	34,0	91 535 500	34,0
		4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1570</b>	<b>269 050 000</b>	<b>269 050 000</b>	<b>471 892 500</b>	<b>471 892 500</b>	<b>202 842 500</b>	<b>75,4</b>	<b>202 842 500</b>	<b>75,4</b>
	2121 Développement de l'artisanat	2 Dépenses de personnel	144 145 000	144 145 000	163 424 000	163 424 000	19 279 000	13,4	19 279 000	13,4
		3 Acquisition de biens et services	16 545 000	16 545 000	61 345 000	61 345 000	44 800 000	270,8	44 800 000	270,8
		4 Transferts courants	1 166 783 000	1 166 783 000	1 374 712 200	1 374 712 200	207 929 200	17,8	207 929 200	17,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 583 955 499	1 037 608 550	650 000 000	650 000 000	-1 933 955 499	-74,8	-387 608 550	-37,4
		6 Transferts en capital	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	3 000 000 000	0
		<b>Total Prog. 2121</b>	<b>3 911 428 499</b>	<b>3 911 428 499</b>	<b>5 249 481 200</b>	<b>5 249 481 200</b>	<b>1 338 052 701</b>	<b>34,2</b>	<b>2 884 399 650</b>	<b>73,7</b>
	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	3 Acquisition de biens et services	100 000 000	100 000 000	52 000 000	52 000 000	-48 000 000	-48	-48 000 000	-48
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	100 000 000	50	100 000 000	50
		<b>Total Prog. 2122</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>352 000 000</b>	<b>352 000 000</b>	<b>52 000 000</b>	<b>17,3</b>	<b>52 000 000</b>	<b>17,3</b>
<b>Total Section 71</b>	<b>4 480 478 499</b>	<b>2 934 131 550</b>	<b>6 073 373 700</b>	<b>6 073 373 700</b>	<b>1 592 895 201</b>	<b>35,6</b>	<b>3 139 242 150</b>	<b>107,0</b>		
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2 Dépenses de personnel	434 620 405	434 620 405	401 942 800	401 942 800	-32 677 605	-7,5	-32 677 605	-7,5
		3 Acquisition de biens et services	3 477 986 233	3 477 986 233	3 896 408 187	3 896 408 187	418 421 954	12,0	418 421 954	12,0
		4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1029</b>	<b>4 252 606 638</b>	<b>4 252 606 638</b>	<b>4 638 350 987</b>	<b>4 638 350 987</b>	<b>385 744 349</b>	<b>9,1</b>	<b>385 744 349</b>	<b>9,1</b>



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2091 Education supérieure	2 Dépenses de personnel	132 356 000	132 356 000	112 005 820	112 005 820	-20 350 180	-15,4	-20 350 180	-15,4
		3 Acquisition de biens et services	305 500 000	305 500 000	220 834 748	220 834 748	-84 665 252	-27,7	-84 665 252	-27,7
		4 Transferts courants	81 288 942 094	81 038 942 094	82 855 201 844	82 855 201 844	1 566 259 750	1,9	1 816 259 750	2,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 676 164 063	46 685 149 770	65 755 356 226	21 214 149 770	-134 920 807 837	-67,2	-25 471 000 000	-54,6
		6 Transferts en capital	348 768 050	348 768 050	36 033 111 712	36 033 111 712	35 684 343 662	*****	35 684 343 662	*****
		<b>Total Prog. 2091</b>	<b>282 751 730 207</b>	<b>282 751 730 207</b>	<b>184 976 510 350</b>	<b>140 435 303 894</b>	<b>-97 775 219 857</b>	<b>-34,6</b>	<b>11 924 587 980</b>	<b>4,2</b>
	2092 OEuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	39 242 000	39 242 000	48 780 300	48 780 300	9 538 300	24,3	9 538 300	24,3
		3 Acquisition de biens et services	134 000 000	134 000 000	133 999 989	133 999 989	-11	0	-11	0
		4 Transferts courants	80 398 337 000	80 398 337 000	85 798 337 000	85 798 337 000	5 400 000 000	6,7	5 400 000 000	6,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	83 285 494 000	26 072 373 623	79 289 189 505	14 132 189 505	-3 996 304 495	-4,8	-11 940 184 118	-45,8
		6 Transferts en capital	0	0	13 000 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000	0	13 000 000 000	0
		<b>Total Prog. 2092</b>	<b>163 857 073 000</b>	<b>163 857 073 000</b>	<b>178 270 306 794</b>	<b>113 113 306 794</b>	<b>14 413 233 794</b>	<b>8,8</b>	<b>6 469 354 171</b>	<b>3,9</b>
	<b>Total Section 75</b>	<b>450 861 409 845</b>	<b>239 407 275 175</b>	<b>367 885 168 131</b>	<b>258 186 961 675</b>	<b>-82 976 241 714</b>	<b>-18,4</b>	<b>18 779 686 500</b>	<b>7,8</b>	
	83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	296 095 931	296 095 931	250 854 000	250 854 000	-45 241 931	-15,3	-45 241 931
3 Acquisition de biens et services			260 443 000	260 443 000	212 648 579	212 648 579	-47 794 421	-18,4	-47 794 421	-18,4
4 Transferts courants			818 000 000	818 000 000	818 000 000	818 000 000	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat			915 000 000	915 000 000	281 850 000	281 850 000	-633 150 000	-69,2	-633 150 000	-69,2
6 Transferts en capital			0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total Prog. 1566</b>			<b>2 289 538 931</b>	<b>2 289 538 931</b>	<b>1 563 352 579</b>	<b>1 563 352 579</b>	<b>-726 186 352</b>	<b>-31,7</b>	<b>-726 186 352</b>	<b>-31,7</b>
2115 Mines		2 Dépenses de personnel	124 471 000	124 471 000	132 898 000	132 898 000	8 427 000	6,8	8 427 000	6,8
		3 Acquisition de biens et services	145 543 000	145 543 000	223 045 084	223 045 084	77 502 084	53,3	77 502 084	53,3



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2115 Mines	4 Transferts courants	620 000 000	620 000 000	200 000 000	200 000 000	-420 000 000	-67,7	-420 000 000	-67,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
		6 Transferts en capital	0	0	3 700 000 000	3 700 000 000	3 700 000 000	0	3 700 000 000	0
		<b>Total Prog. 2115</b>	<b>890 014 000</b>	<b>890 014 000</b>	<b>4 455 943 084</b>	<b>4 455 943 084</b>	<b>3 565 929 084</b>	<b>400,7</b>	<b>3 565 929 084</b>	<b>400,7</b>
	2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	28 935 000	28 935 000	41 440 000	41 440 000	12 505 000	43,2	12 505 000	43,2
		3 Acquisition de biens et services	46 400 000	46 400 000	31 160 039	31 160 039	-15 239 961	-32,8	-15 239 961	-32,8
		4 Transferts courants	106 630 000	106 630 000	906 630 000	906 630 000	800 000 000	750,3	800 000 000	750,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	650 000 000	650 000 000	535 481 000	535 481 000	-114 519 000	-17,6	-114 519 000	-17,6
		<b>Total Prog. 2116</b>	<b>831 965 000</b>	<b>831 965 000</b>	<b>1 514 711 039</b>	<b>1 514 711 039</b>	<b>682 746 039</b>	<b>82,1</b>	<b>682 746 039</b>	<b>82,1</b>
	<b>Total Section 83</b>	<b>4 011 517 931</b>	<b>4 011 517 931</b>	<b>7 534 006 702</b>	<b>7 534 006 702</b>	<b>3 522 488 771</b>	<b>87,8</b>	<b>3 522 488 771</b>	<b>87,8</b>	
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	484 816 922	484 816 922	336 204 000	336 204 000	-148 612 922	-30,7	-148 612 922	-30,7
		3 Acquisition de biens et services	284 584 972	284 584 972	366 609 732	366 609 732	82 024 760	28,8	82 024 760	28,8
		4 Transferts courants	215 000 000	215 000 000	215 000 000	215 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	125 000 000	125 000 000	-175 000 000	-58,3	-175 000 000	-58,3
		<b>Total Prog. 1035</b>	<b>1 284 401 894</b>	<b>1 284 401 894</b>	<b>1 042 813 732</b>	<b>1 042 813 732</b>	<b>-241 588 162</b>	<b>-18,8</b>	<b>-241 588 162</b>	<b>-18,8</b>
	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	287 400 000	287 400 000	242 747 000	242 747 000	-44 653 000	-15,5	-44 653 000	-15,5
		3 Acquisition de biens et services	129 036 516	129 036 516	168 793 711	168 793 711	39 757 195	30,8	39 757 195	30,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 530 000 000	20 530 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000	-7 030 000 000	-34,2	-7 030 000 000	-34,2
		6 Transferts en capital	15 000 000 000	15 000 000 000	48 385 514 286	48 385 514 286	33 385 514 286	222,6	33 385 514 286	222,6
		<b>Total Prog. 2105</b>	<b>35 946 436 516</b>	<b>35 946 436 516</b>	<b>62 297 054 997</b>	<b>62 297 054 997</b>	<b>26 350 618 481</b>	<b>73,3</b>	<b>26 350 618 481</b>	<b>73,3</b>
	2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	22 217 000	22 217 000	30 542 000	30 542 000	8 325 000	37,5	8 325 000	37,5
		3 Acquisition de biens et services	17 050 000	17 050 000	27 047 522	27 047 522	9 997 522	58,6	9 997 522	58,6



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2021		Projet LFI 2022 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	2108 EQUITE SOCIALE	4 Transferts courants	20 000 000 000	20 000 000 000	23 800 000 000	23 800 000 000	3 800 000 000	19	3 800 000 000	19
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 134 000 000	12 134 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	-13 574 000 000	-79,2	-8 574 000 000	-70,7
		6 Transferts en capital	32 100 000 000	32 100 000 000	35 500 000 000	35 500 000 000	3 400 000 000	10,6	3 400 000 000	10,6
	<b>Total Prog. 2108</b>	<b>69 273 267 000</b>	<b>69 273 267 000</b>	<b>62 917 589 522</b>	<b>62 917 589 522</b>	<b>-6 355 677 478</b>	<b>-9,2</b>	<b>-1 355 677 478</b>	<b>-2,0</b>	
<b>Total Section 84</b>			<b>106 504 105 410</b>	<b>101 504 105 410</b>	<b>126 257 458 251</b>	<b>126 257 458 251</b>	<b>19 753 352 841</b>	<b>18,5</b>	<b>24 753 352 841</b>	<b>24,4</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>9 958 397 693 478</b>	<b>3 969 850 000 000</b>	<b>6 729 138 834 965</b>	<b>4 394 715 000 000</b>	<b>-3 229 258 858 513</b>	<b>-32,4</b>	<b>424 865 000 000</b>	<b>10,7</b>

## ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFI 2022	% PIB
<b>Ressources</b>	<b>3461,0</b>	
Recettes ordinaires hors dons	<b>3165,0</b>	
recettes fiscales		3025,0
recettes non fiscales		140,0
Recettes exceptionnelles		0,00
<b>Dons budgétaires</b>	<b>46,0</b>	
<b>Ressources externes</b>	<b>250,0</b>	
Tirages sur subventions		250,0
<b>Charges</b>	<b>4245,0</b>	
Dettes publiques (intérêt + commissions)		350,0
Intérêts et commission dette extérieure		247,8
Intérêts et commission dette intérieure		102,2
Dépenses de personnel		952,0
Autres dépenses courantes		1170,7
Dépenses en capital sur ressources internes		942,3
Dépenses en capital sur ressources externes		830,0
Prêts rétrocédés		
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b>	<b>-784,0</b>	<b>-4,8%</b>
<b>PIB 2022</b>		<b>16473,3</b>

## ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION

RESERVE DE PRECAUTION 2022			
MINISTERE	LIBELLE CHAPITRE	SOURCE DE FINACEMENT	MONTANT RESERVE 2022
Ministère des Finances et du Budget	PROJET DE GRAND CARENAGE DE VEDETTE DE LA DOUANE SENEGALAISE	Ressources internes	1 500 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES (PROMAD)	Ressources internes	7 154 665 036
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE	Ressources internes	1 000 000 000
Ministère du Tourisme et des transports aériens	PROJET D'AMENAGEMENT DE ZONES TOURISTIQUES (ZONES TOURISTIQUES INTEGREES)	Ressources internes	1 500 000 000
Ministère des Sports	CONSTRUCTION ET REHABILITATION INFRASTRUCTURES SPORTIVES	Ressources internes	1 000 000 000
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	PROJET DE RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION 2023	Ressources internes	2 500 000 000
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL DES TELECOMS (FDSUT)	Ressources internes	1 000 000 000
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT	Ressources internes	1 500 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE GOUVERNANCE ET DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (PGFESR)	Ressources internes	1 500 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RN1 TAMBA KIDIRA BAKEL : TRONCON TAMBA GOUDIRI- TRONCON GOUDIRI KIDIRA BAKEL	Ressources internes	5 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER	Ressources internes	3 000 000 000
<b>RESERVE SUR RESSOURCES INTERNES</b>			<b>26 654 665 036</b>
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE A PEAGE MBOUR - FATICK - KAOLACK	Ressources externes	20 482 815 539
Ministère du Pétrole et des Energies	PROGRAMME NATIONAL D'ECLAIRAGE PUBLIC (EX PROJET D'INSTALLATION DE 100 000 LAMPADAIRES SOLAIRES)	Ressources externes	3 802 417 310
Ministère des Sports	PROJET DE CONSTRUCTION DU STADE DU SENEGAL	Ressources externes	9 060 102 115
<b>RESERVE SUR RESSOURCES EXTERNES</b>			<b>33 345 334 964</b>
<b>TOTAL RESERVE DE PRECAUTION</b>			<b>60 000 000 000</b>

## ANNEXE VI : ENCOURS ET ECHEANCES DU SERVICE DE LA DETTE

<b>SERVICE PREVISIONNEL LFI 2022</b>			
montants en milliards de francs CFA			
TYPES DE DETTE	2022		
	Principal	I & C	TOTAL
<b>MULTILATERAUX</b>	<b>153,2</b>	<b>47,4</b>	<b>200,6</b>
IDA/BIRD	34,5	17,3	51,8
BEI/FED	4,9	1,7	6,7
BAD/FAD	17,1	6,2	23,3
OPEP/BADEA/BID	42,9	8,2	51,1
AUTRES	53,7	14,0	67,7
<b>BILATERAUX</b>	<b>169,8</b>	<b>53,9</b>	<b>223,7</b>
PAYS DE L'OCDE	62,3	13,3	75,6
PAYS ARABES	14,5	3,3	17,8
AUTRES	93,0	37,3	130,3
<b>CREDITS A L'EXPORTATION</b>	<b>57,5</b>	<b>8,9</b>	<b>66,3</b>
<b>COMMERCIALE</b>	<b>99,7</b>	<b>137,7</b>	<b>237,4</b>
EUROBOND	70,7	132,5	203,2
CREDIT SUISSE	0,0	0,0	0,0
AFREXIMBANK	16,4	3,4	19,8
SCBANK	12,5	1,8	14,3
<b>TOTAL DETTE EXTERIEURE</b>	<b>480,1</b>	<b>247,8</b>	<b>728,0</b>
Rachat DTS FMI	0,0	3,1	3,1
Autres Emprunts LT	12,6	1,5	14,1
Obligations du Trésor par Adjudication	212,1	86,7	298,8
Bons du Trésor par Adjudication	55,0	0,0	55,0
Obligations du trésor par les sukuk	25,0	7,3	32,3
Obligations par Appel Publique à L'Epargne	19,5	3,6	23,1
<b>TOTAL INTERIEURE</b>	<b>324,2</b>	<b>102,2</b>	<b>426,4</b>
<b>TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>804,3</b>	<b>350,0</b>	<b>1 154,3</b>

# ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

**TABLAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)**

Budget Général		Ressources internes et ressources externes												
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense													
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total			
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
10 Dette Publique	350 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000 000 000	350 000 000 000
21 Présidence de la République	0	11 561 025 249	7 380 025 944	7 380 025 944	36 974 414 567	36 974 414 567	1 581 166 714	614 077 501	15 202 006 287	15 202 006 287	72 698 638 761	71 731 549 548	72 698 638 761	71 731 549 548
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	17 215 015 137	17 215 015 137	0	0	0	0	17 215 015 137	17 215 015 137	17 215 015 137	17 215 015 137
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284
25 Conseil Constitutionnel	0	633 583 600	0	0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600	1 233 583 600
27 Cour Suprême	0	1 052 252 000	0	0	1 400 000 000	1 400 000 000	0	0	0	0	2 452 252 000	2 452 252 000	2 452 252 000	2 452 252 000
28 Cour des Comptes	0	2 421 057 000	0	0	5 148 453 695	5 148 453 695	0	0	1 025 555 441	1 025 555 441	8 595 066 136	8 595 066 136	8 595 066 136	8 595 066 136
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	0	0	0	6 300 000 000	6 300 000 000	0	0	2 250 000 000	2 250 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000	8 550 000 000
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0	3 887 956 000	4 171 138 296	4 171 138 296	6 862 924 496	6 862 924 496	5 665 251 224	5 665 251 224	6 442 526 567	6 442 526 567	27 029 796 583	27 029 796 583	27 029 796 583	27 029 796 583
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	0	25 341 421 941	33 629 252 949	33 629 252 949	4 495 929 750	4 495 929 750	2 402 675 277	2 402 675 277	1 850 000 000	1 850 000 000	67 719 279 917	67 719 279 917	67 719 279 917	67 719 279 917
32 Ministère des Forces Armées	0	125 855 797 635	56 373 255 950	56 373 255 950	3 560 000 000	3 560 000 000	67 454 123 425	51 901 286 514	24 732 621 000	24 732 621 000	277 975 798 010	262 422 961 099	277 975 798 010	262 422 961 099
33 Ministère de l'Intérieur	0	68 747 771 252	24 377 100 318	24 377 100 318	29 824 006 500	29 824 006 500	20 929 015 955	8 002 118 402	18 350 000 000	18 350 000 000	162 227 894 025	149 300 996 472	162 227 894 025	149 300 996 472
34 Ministère de la Justice	0	24 715 133 676	10 975 977 029	10 975 977 029	5 482 000 000	5 482 000 000	5 666 439 024	5 666 439 024	25 000 000 000	25 000 000 000	71 839 549 729	71 839 549 729	71 839 549 729	71 839 549 729
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	0	1 579 951 500	1 501 515 182	1 501 515 182	595 000 000	595 000 000	2 138 139 600	2 138 139 600	0	0	5 814 606 282	5 814 606 282	5 814 606 282	5 814 606 282
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	0	1 309 340 700	1 971 703 614	1 971 703 614	1 350 000 000	1 350 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	5 681 044 314	5 681 044 314	5 681 044 314	5 681 044 314
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0	1 196 862 000	642 519 275	642 519 275	10 764 138 977	10 764 138 977	105 279 894 551	26 984 297 237	2 450 000 000	2 450 000 000	120 333 414 803	42 037 817 489	120 333 414 803	42 037 817 489
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	0	758 459 892	1 065 574 795	1 065 574 795	12 790 000 000	12 790 000 000	782 560 694 599	186 490 125 556	108 447 507 566	106 447 507 566	905 622 236 852	307 551 667 809	905 622 236 852	307 551 667 809
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	0	2 056 717 000	1 399 685 774	1 399 685 774	28 356 643 200	28 356 643 200	359 624 931 475	87 266 072 404	64 056 262 148	64 056 262 148	455 494 239 597	183 135 380 526	455 494 239 597	183 135 380 526



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
43 Ministère des Finances et du Budget	0	27 447 726 081	13 890 407 089	13 890 407 089	18 905 146 265	18 905 146 265	62 845 010 018	26 364 865 028	63 723 286 323	60 999 044 853	186 811 575 776	147 607 189 316
44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	477 579 000	446 368 027	446 368 027	104 950 681 000	104 950 681 000	700 568 256 293	114 638 458 316	11 440 500 000	11 440 500 000	817 883 384 320	231 953 586 343
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0	1 854 205 860	1 239 258 488	1 239 258 488	5 080 211 468	5 080 211 468	8 547 794 750	8 547 794 750	5 805 000 000	5 805 000 000	22 526 470 566	22 526 470 566
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	0	1 412 739 548	4 479 522 188	4 479 522 188	59 833 666 666	59 833 666 666	21 712 068 701	16 712 068 701	24 804 123 418	24 804 123 418	112 242 120 521	107 242 120 521
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	0	312 715 111	441 664 440	441 664 440	2 978 380 000	2 978 380 000	5 799 828 000	5 799 828 000	1 970 000 000	1 970 000 000	11 502 587 551	11 502 587 551
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	0	582 848 000	408 245 794	408 245 794	7 276 096 156	7 276 096 156	133 010 959 943	22 611 593 730	4 519 000 000	4 519 000 000	145 797 149 893	35 397 783 680
50 Ministère de l'Éducation Nationale	0	493 882 015 900	69 018 467 800	69 018 467 800	18 604 524 000	18 604 524 000	54 120 161 617	24 855 525 780	302 000 000	302 000 000	635 927 169 317	606 662 533 480
52 Ministère des Sports	0	936 220 060	7 159 702 162	7 159 702 162	405 000 000	405 000 000	35 189 265 455	24 764 334 066	0	0	43 690 187 677	33 265 256 288
53 Ministère de la Culture et de la Communication	0	1 065 963 000	1 562 064 523	1 562 064 523	17 535 998 279	17 535 998 279	36 536 500 000	5 598 500 000	4 966 266 719	3 300 000 000	61 666 792 521	29 062 525 802
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	48 871 927 817	16 324 587 457	16 324 587 457	41 108 361 671	41 108 361 671	153 364 423 582	124 184 187 965	10 441 303 967	5 507 652 867	270 110 604 494	235 996 717 777
55 Ministère de la Jeunesse	0	1 155 423 000	1 854 356 558	1 854 356 558	2 630 000 000	2 630 000 000	8 387 520 735	8 387 520 735	9 290 320 802	9 290 320 802	23 317 621 095	23 317 621 095
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	0	8 969 108 500	4 102 336 991	4 102 336 991	11 403 885 530	11 403 885 530	13 287 354 100	13 287 354 100	231 000 000	231 000 000	37 993 685 121	37 993 685 121
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0	812 321 924	921 827 232	921 827 232	4 028 959 412	4 028 959 412	42 609 316 692	20 353 250 454	0	0	48 372 425 260	26 116 359 022
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'insertion	0	24 266 212 358	7 511 657 247	7 511 657 247	11 395 637 600	11 395 637 600	12 591 345 461	12 591 345 461	30 200 000 000	30 200 000 000	85 964 852 666	85 964 852 666
60 Charges non Réparties	0	60 853 028 580	74 743 602 000	74 743 602 000	69 523 283 779	69 523 283 779	32 500 000 000	32 500 000 000	43 111 288 161	43 111 288 161	280 731 202 520	280 731 202 520
61 Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération	0	993 050 000	2 654 565 736	2 654 565 736	7 832 744 848	7 832 744 848	1 958 026 600	1 958 026 600	14 839 475 335	14 839 475 335	28 277 862 519	28 277 862 519
62 Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	0	2 304 776 120	1 269 267 783	1 269 267 783	855 563 465	855 563 465	19 465 730 512	19 465 730 512	5 183 847 162	5 183 847 162	29 079 185 042	29 079 185 042
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0	501 384 380	266 726 673	266 726 673	6 890 000 000	6 890 000 000	14 109 495 427	14 109 495 427	3 119 000 000	3 119 000 000	24 886 606 480	24 886 606 480



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières/dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0	326 928 380	758 553 090	758 553 090	1 363 000 000	1 363 000 000	9 156 669 805	9 156 669 805	791 249 514	791 249 514	12 396 400 789	12 396 400 789
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement	0	899 853 000	692 744 644	692 744 644	36 340 000 000	36 340 000 000	28 190 212 663	8 365 412 663	80 893 027 618	72 543 027 618	147 015 837 925	118 841 037 925
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0	1 084 499 016	659 488 777	659 488 777	6 552 653 470	6 552 653 470	447 616 295 835	98 434 653 981	21 543 713 000	21 543 713 000	477 456 650 098	128 275 008 244
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	0	274 731 000	473 930 500	473 930 500	1 374 712 200	1 374 712 200	950 000 000	950 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	6 073 373 700	6 073 373 700
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0	562 728 920	4 251 242 924	4 251 242 924	168 993 538 844	168 993 538 844	145 044 545 731	35 346 339 275	49 033 111 712	49 033 111 712	367 885 168 131	258 186 961 675
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0	425 192 000	466 853 702	466 853 702	1 924 630 000	1 924 630 000	1 017 331 000	1 017 331 000	3 700 000 000	3 700 000 000	7 534 006 702	7 534 006 702
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	0	609 493 000	562 450 965	562 450 965	24 015 000 000	24 015 000 000	17 185 000 000	17 185 000 000	83 885 514 286	83 885 514 286	126 257 458 251	126 257 458 251
<b>Totaux</b>	<b>350 000 000 000</b>	<b>952 000 000 000</b>	<b>359 647 641 916</b>	<b>359 647 641 916</b>	<b>811 061 241 259</b>	<b>811 061 241 259</b>	<b>3 360 115 444 764</b>	<b>1 045 365 769 088</b>	<b>746 599 507 026</b>	<b>726 925 347 737</b>	<b>6 579 423 834 965</b>	<b>4 245 000 000 000</b>

# ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2022

**TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)**

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	AE	350 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000 000 000
	CP	350 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000 000 000
21 Présidence de la République	CP	46 888 774 159	600 421 589	0	18 814 853 800	0	300 000 000	0	5 000 000 000	0	127 500 000	0	71 731 549 548
	AE	46 888 774 159	600 421 589	0	19 781 943 013	0	300 000 000	0	5 000 000 000	0	127 500 000	0	72 698 638 761
22 Assemblée Nationale	AE	17 215 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 215 015 137
	CP	17 215 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 215 015 137
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
	AE	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
25 Conseil Constitutionnel	AE	0	0	1 233 583 600	0	0	0	0	0	0	0	0	1 233 583 600
	CP	0	0	1 233 583 600	0	0	0	0	0	0	0	0	1 233 583 600
27 Cour Suprême	AE	0	0	2 452 252 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 452 252 000
	CP	0	0	2 452 252 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 452 252 000
28 Cour des Comptes	AE	0	0	8 595 066 136	0	0	0	0	0	0	0	0	8 595 066 136
	CP	0	0	8 595 066 136	0	0	0	0	0	0	0	0	8 595 066 136
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	CP	8 550 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 550 000 000
	AE	8 550 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 550 000 000
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	CP	16 514 602 359	0	0	3 191 251 224	0	0	3 500 000 000	0	2 423 943 000	1 400 000 000	0	27 029 796 583
	AE	16 514 602 359	0	0	3 191 251 224	0	0	3 500 000 000	0	2 423 943 000	1 400 000 000	0	27 029 796 583

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative Division		Classification Fonctionnelle - Division											Total
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	CP	64 766 924 737	0	307 775 180	0	0	0	0	2 033 730 000	0	546 000 000	64 850 000	67 719 279 917
	AE	64 766 924 737	0	307 775 180	0	0	0	0	2 033 730 000	0	546 000 000	64 850 000	67 719 279 917
32 Ministère des Forces Armées	AE	1 000 000 000	260 273 779 376	1 986 180 102	0	19 065 000	855 000 000	12 054 231 510	0	927 663 582	859 878 440	0	277 975 798 010
	CP	1 000 000 000	244 720 942 465	1 986 180 102	0	19 065 000	855 000 000	12 054 231 510	0	927 663 582	859 878 440	0	262 422 961 099
33 Ministère de l'Intérieur	CP	39 789 272 007	278 000 000	108 919 969 865	250 000 000	0	0	22 546 600	0	0	41 208 000	0	149 300 996 472
	AE	39 789 272 007	278 000 000	110 096 867 418	12 000 000 000	0	0	22 546 600	0	0	41 208 000	0	162 227 894 025
34 Ministère de la Justice	AE	0	0	66 811 284 713	34 981 823	0	0	145 021 924	0	1 559 970 850	3 283 490 419	4 800 000	71 839 549 729
	CP	0	0	66 811 284 713	34 981 823	0	0	145 021 924	0	1 559 970 850	3 283 490 419	4 800 000	71 839 549 729
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	CP	5 284 642 737	0	0	0	0	500 000 000	0	0	0	29 963 545	0	5 814 606 282
	AE	5 284 642 737	0	0	0	0	500 000 000	0	0	0	29 963 545	0	5 814 606 282
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	CP	0	0	100 000 000	4 656 205 002	0	0	0	0	0	924 839 312	0	5 681 044 314
	AE	0	0	100 000 000	4 656 205 002	0	0	0	0	0	924 839 312	0	5 681 044 314
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	CP	0	0	247 566 000	41 689 222 602	0	0	0	0	89 764 887	7 786 000	3 478 000	42 037 817 489
	AE	0	0	247 566 000	119 984 819 916	0	0	0	0	89 764 887	7 786 000	3 478 000	120 333 414 803
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	AE	0	0	0	905 002 293 852	400 000 000	0	0	0	190 000 000	29 943 000	0	905 622 236 852
	CP	0	0	0	306 931 724 809	400 000 000	0	0	0	190 000 000	29 943 000	0	307 551 667 809
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	AE	0	0	0	455 104 585 340	0	0	0	0	372 897 257	16 757 000	0	455 494 239 597
	CP	0	0	0	182 745 726 269	0	0	0	0	372 897 257	16 757 000	0	183 135 380 526



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTURE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
43 Ministère des Finances et du Budget	AE	119 418 421 068	0	3 450 000 000	59 980 932 158	0	1 999 462 500	0	0	1 549 323 323	413 436 727	0	186 811 575 776
	CP	99 545 749 148	0	2 100 000 000	41 999 217 618	0	1 999 462 500	0	0	1 549 323 323	413 436 727	0	147 607 189 316
44 Ministère du Pétrole et des Energies	CP	0	0	0	231 940 625 343	0	0	0	0	0	12 961 000	0	231 953 586 343
	AE	0	0	0	817 870 423 320	0	0	0	0	0	12 961 000	0	817 883 384 320
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	AE	0	0	0	19 013 053 266	0	3 500 000 000	0	0	0	13 417 300	0	22 526 470 566
	CP	0	0	0	19 013 053 266	0	3 500 000 000	0	0	0	13 417 300	0	22 526 470 566
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	CP	8 820 910 839	0	1 066 466 683	50 000 000	44 069 869 000	52 008 639 234	0	1 200 000 000	0	26 234 765	0	107 242 120 521
	AE	13 820 910 839	0	1 066 466 683	50 000 000	44 069 869 000	52 008 639 234	0	1 200 000 000	0	26 234 765	0	112 242 120 521
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	CP	0	0	0	10 839 242 427	0	0	220 000 000	0	433 346 071	9 999 053	0	11 502 587 551
	AE	0	0	0	10 839 242 427	0	0	220 000 000	0	433 346 071	9 999 053	0	11 502 587 551
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	CP	0	0	0	33 856 499 648	1 409 096 156	0	0	0	122 187 876	10 000 000	0	35 397 783 680
	AE	0	0	0	144 255 865 861	1 409 096 156	0	0	0	122 187 876	10 000 000	0	145 797 149 893
50 Ministère de l'Education Nationale	CP	0	0	0	0	0	0	461 903 140	52 311 000	606 137 319 340	10 000 000	1 000 000	606 662 533 480
	AE	0	0	0	0	0	0	461 903 140	52 311 000	635 401 955 177	10 000 000	1 000 000	635 927 169 317
52 Ministère des Sports	CP	0	0	0	478 000 000	0	0	0	32 661 291 036	98 518 252	27 447 000	0	33 265 256 288
	AE	0	0	0	4 100 675 000	0	0	0	39 463 547 425	98 518 252	27 447 000	0	43 690 187 677
53 Ministère de la Culture et de la Communication	AE	0	0	0	0	0	30 000 000 000	0	31 301 284 521	351 962 000	13 546 000	0	61 666 792 521
	CP	0	0	0	0	0	2 000 000 000	0	26 697 017 802	351 962 000	13 546 000	0	29 062 525 802



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	265 013 905 712	0	2 167 669 288	2 829 029 494	0	270 110 604 494
	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	230 900 018 995	0	2 167 669 288	2 829 029 494	0	235 996 717 777
55 Ministère de la Jeunesse	CP	200 072 245	0	0	14 178 008 737	0	0	575 400 000	8 336 627 113	0	27 513 000	0	23 317 621 095
	AE	200 072 245	0	0	14 178 008 737	0	0	575 400 000	8 336 627 113	0	27 513 000	0	23 317 621 095
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	AE	0	0	0	18 159 731 543	19 470 501 338	300 000 000	0	0	53 452 240	10 000 000	0	37 993 685 121
	CP	0	0	0	18 159 731 543	19 470 501 338	300 000 000	0	0	53 452 240	10 000 000	0	37 993 685 121
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	5 658 537 800	42 713 887 460	0	48 372 425 260
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	2 658 537 800	23 457 821 222	0	26 116 359 022
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	AE	0	0	0	28 035 854 094	0	0	0	0	57 889 155 134	39 843 438	0	85 964 852 666
	CP	0	0	0	28 035 854 094	0	0	0	0	57 889 155 134	39 843 438	0	85 964 852 666
60 Charges non Réparties	CP	213 960 683 330	0	0	61 390 519 190	0	2 860 000 000	0	1 020 000 000	0	1 500 000 000	0	280 731 202 520
	AE	213 960 683 330	0	0	61 390 519 190	0	2 860 000 000	0	1 020 000 000	0	1 500 000 000	0	280 731 202 520
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	AE	20 896 462 519	0	0	6 031 400 000	0	0	0	1 350 000 000	0	0	0	28 277 862 519
	CP	20 896 462 519	0	0	6 031 400 000	0	0	0	1 350 000 000	0	0	0	28 277 862 519
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	CP	717 460 748	0	0	28 248 640 681	0	0	0	0	27 375 493	85 708 120	0	29 079 185 042
	AE	717 460 748	0	0	28 248 640 681	0	0	0	0	27 375 493	85 708 120	0	29 079 185 042
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	AE	0	0	0	24 605 880 480	0	0	0	80 726 000	0	200 000 000	0	24 886 606 480
	CP	0	0	0	24 605 880 480	0	0	0	80 726 000	0	200 000 000	0	24 886 606 480



## Projet de Loi de Finances Initiale 2022

## TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	CP	370 863 000	0	0	11 097 816 409	0	0	0	0	0	927 721 380	0	12 396 400 789
	AE	370 863 000	0	0	11 097 816 409	0	0	0	0	0	927 721 380	0	12 396 400 789
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	CP	65 883 836 406	0	0	16 143 406 654	36 420 807 309	300 000 000	0	0	0	92 987 556	0	118 841 037 925
	AE	74 233 836 406	0	0	34 268 206 654	36 420 807 309	2 000 000 000	0	0	0	92 987 556	0	147 015 837 925
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	CP	272 448 698	0	0	5 846 546 500	61 691 634 051	60 264 538 304	0	0	0	199 840 691	0	128 275 008 244
	AE	272 448 698	0	0	5 846 546 500	349 174 920 285	121 962 893 924	0	0	0	199 840 691	0	477 456 650 098
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	AE	338 757 000	0	0	5 271 942 700	0	0	0	0	157 274 000	305 400 000	0	6 073 373 700
	CP	338 757 000	0	0	5 271 942 700	0	0	0	0	157 274 000	305 400 000	0	6 073 373 700
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	340 000 000	0	0	29 494 233	0	0	0	0	367 350 209 930	165 463 968	0	367 885 168 131
	CP	340 000 000	0	0	29 494 233	0	0	0	0	257 652 003 474	165 463 968	0	258 186 961 675
83 Ministère des Mines et de la Géologie	AE	0	0	0	7 524 006 702	0	0	0	0	0	10 000 000	0	7 534 006 702
	CP	0	0	0	7 524 006 702	0	0	0	0	0	10 000 000	0	7 534 006 702
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	CP	0	0	0	47 302 700 768	0	0	0	0	0	78 954 757 483	0	126 257 458 251
	AE	0	0	0	47 302 700 768	0	0	0	0	0	78 954 757 483	0	126 257 458 251
<b>TOTAUX :</b>	AE	<b>1 002 220 187 273</b>	<b>261 152 200 965</b>	<b>196 347 041 832</b>	<b>2 867 857 020 893</b>	<b>450 964 259 088</b>	<b>216 285 995 658</b>	<b>281 993 008 886</b>	<b>89 838 226 059</b>	<b>1 076 825 206 160</b>	<b>135 866 560 151</b>	<b>74 128 000</b>	<b>6 579 423 834 965</b>
	CP	<b>968 997 515 353</b>	<b>245 599 364 054</b>	<b>193 820 144 279</b>	<b>1 170 356 552 522</b>	<b>163 480 972 854</b>	<b>124 887 640 038</b>	<b>247 879 122 169</b>	<b>78 431 702 951</b>	<b>934 862 363 867</b>	<b>116 610 493 913</b>	<b>74 128 000</b>	<b>4 245 000 000 000</b>

# ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes											
Classification fonctionnelle Division	Classification Economique - Catégorie de dépense												
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total		
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	350 000 000 000	136 318 402 287	145 746 999 114	145 746 999 114	174 872 203 472	174 872 203 472	80 937 673 855	58 789 243 405	114 344 908 545	103 270 667 075	1 002 220 187 273	968 997 515 353	
02 DEFENSE	0	125 844 467 635	54 703 180 718	54 703 180 718	1 064 988 289	1 064 988 289	64 890 943 323	49 338 106 412	14 648 621 000	14 648 621 000	261 152 200 965	245 599 364 054	
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0	90 956 860 328	22 641 538 404	22 641 538 404	27 847 260 195	27 847 260 195	19 725 827 464	17 198 929 911	35 175 555 441	35 175 555 441	196 347 041 832	193 820 144 279	
04 AFFAIRES ÉCONOMIQUES	0	23 400 171 981	15 718 105 602	15 718 105 602	250 984 997 375	250 984 997 375	2 239 565 469 231	544 065 000 860	338 188 276 704	336 188 276 704	2 867 857 020 893	1 170 356 552 522	
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	4 876 724 968	5 683 085 357	5 683 085 357	32 462 981 686	32 462 981 686	352 545 016 139	65 061 729 905	55 396 450 938	55 396 450 938	450 964 259 088	163 480 972 854	
06 LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	1 699 259 620	1 731 490 180	1 731 490 180	36 241 320 136	36 241 320 136	150 562 713 722	59 164 358 102	26 051 212 000	26 051 212 000	216 285 995 658	124 887 640 038	
07 SANTE	0	47 287 761 381	15 505 077 227	15 505 077 227	41 790 277 000	41 790 277 000	156 068 589 311	126 888 353 694	21 341 303 967	16 407 652 867	281 993 008 886	247 879 122 169	
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	0	2 966 404 580	12 040 816 026	12 040 816 026	20 508 998 279	20 508 998 279	41 335 740 455	31 595 484 066	12 986 266 719	11 320 000 000	89 838 226 059	78 431 702 951	
09 ENSEIGNEMENT	0	514 201 592 388	81 206 692 468	81 206 692 468	195 894 262 244	195 894 262 244	206 187 547 348	64 224 705 055	79 335 111 712	79 335 111 712	1 076 825 206 160	934 862 363 867	
10 PROTECTION SOCIALE	0	4 448 354 832	4 596 528 820	4 596 528 820	29 393 952 583	29 393 952 583	48 295 923 916	29 039 857 678	49 131 800 000	49 131 800 000	135 866 560 151	116 610 493 913	
Crédits dont la Classe n'est pas identifiée	0	0	74 128 000	74 128 000	0	0	0	0	0	0	74 128 000	74 128 000	
<b>Totaux</b>	<b>350 000 000 000</b>	<b>952 000 000 000</b>	<b>359 647 641 916</b>	<b>359 647 641 916</b>	<b>811 061 241 259</b>	<b>811 061 241 259</b>	<b>3 360 115 444 764</b>	<b>1 045 365 769 088</b>	<b>746 599 507 026</b>	<b>726 925 347 737</b>	<b>6 579 423 834 965</b>	<b>4 245 000 000 000</b>	

## ANNEXE X : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2022

(montant en millions Fcfa)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
NATURE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Total
<b>I- RESSOURCES :</b>	<b>124 223</b>	<b>224 847</b>	<b>177 112</b>	<b>259 044</b>	<b>265 531</b>	<b>284 428</b>	<b>254 189</b>	<b>237 032</b>	<b>220 224</b>	<b>272 465</b>	<b>271 242</b>	<b>411 541</b>	<b>3 001 877</b>
<b>I- 1 Recettes :</b>	<b>124 223</b>	<b>224 847</b>	<b>177 112</b>	<b>259 044</b>	<b>265 531</b>	<b>284 428</b>	<b>254 189</b>	<b>237 032</b>	<b>220 224</b>	<b>272 465</b>	<b>271 242</b>	<b>411 541</b>	<b>2 955 877</b>
Impôts et taxes	75 743	151 955	121 284	165 032	153 222	190 965	161 121	145 803	144 921	175 007	170 963	258 805	1 914 822
Droits de porte	48 252	72 096	55 601	74 554	84 665	88 780	91 590	91 002	73 484	97 116	99 938	106 212	983 291
Autres Recettes non fiscales	227	796	227	19 459	27 643	682	1 478	227	1 819	341	341	4 524	57 764
<b>I- 2 appuis budgétaires (dons budgétaires)</b>						4 000						42 000	46 000
<b>II- CHARGES :</b>	<b>369 186</b>	<b>312 375</b>	<b>429 429</b>	<b>390 506</b>	<b>263 356</b>	<b>375 705</b>	<b>376 641</b>	<b>310 559</b>	<b>392 670</b>	<b>339 872</b>	<b>272 487</b>	<b>530 482</b>	<b>4 363 266</b>
<b>II-1 Dépenses obligatoires</b>	<b>202 284</b>	<b>126 511</b>	<b>247 448</b>	<b>225 738</b>	<b>127 989</b>	<b>188 960</b>	<b>201 586</b>	<b>170 401</b>	<b>264 859</b>	<b>163 736</b>	<b>133 262</b>	<b>297 978</b>	<b>2 350 752</b>
<b>Total Salaires et pensions</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>90 169</b>	<b>1 082 028</b>
Salaires CCAP	58 819	58 819	58 819	58 819	58 819	58 819	58 819	58 819	58 819	58 819	58 819	58 819	705 828
Pensions	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	96 000
Salaires corps émergents	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	42 000
Salaires titres 3 et titre 5	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	24 000
Salaires sur compte de dépôt	14 250	14 250	14 250	14 250	14 250	14 250	14 250	14 250	14 250	14 250	14 250	14 250	171 000
salaires collectivités territoriales	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	43 200
<b>Total dette publique</b>	<b>101 464</b>	<b>36 342</b>	<b>157 279</b>	<b>119 319</b>	<b>37 820</b>	<b>98 791</b>	<b>95 167</b>	<b>80 232</b>	<b>174 690</b>	<b>57 317</b>	<b>43 093</b>	<b>207 809</b>	<b>1 209 323</b>
Dette extérieure	73 009	23 662	103 115	112 211	30 851	79 008	69 821	25 232	71 954	46 769	34 649	57 689	727 971
principal	49 893	19 893	40 970	98 251	12 636	44 510	48 867	21 767	41 265	35 091	16 652	50 331	480 126
intérêt	23 116	3 770	62 145	13 959	18 215	34 498	20 955	3 465	30 689	11 678	17 997	7 358	247 844
Dette intérieure	28 455	12 680	54 164	7 108	6 969	19 782	25 346	55 000	102 736	10 548	8 444	150 120	481 353
<b>Prinicipal (opération de trésorerie)</b>									55 000				55 000
Principal	16 684	-	41 250	-	5 567	6 288	16 684	55 000	41 902	-	5 567	135 255	324 196
intérêt	11 772	12 680	12 914	7 108	1 403	13 494	8 662	-	5 833	10 548	2 877	14 864	102 156
<b>Bourses</b>	<b>10 651</b>			<b>16 250</b>		<b>16 250</b>				<b>16 250</b>			<b>59 401</b>
<b>II- 2 Autres dépenses du Trésor :</b>	<b>150 742</b>	<b>169 704</b>	<b>140 820</b>	<b>148 608</b>	<b>119 207</b>	<b>170 585</b>	<b>158 895</b>	<b>123 998</b>	<b>111 651</b>	<b>159 976</b>	<b>123 064</b>	<b>216 344</b>	<b>1 793 595</b>
Dépenses de matériel et d'équipement	46 648,24	60 809	58 223	58 608	36 135	65 778	57 026	44 812	37 647	57 404	44 485	83 083	650 658
Tirages sur divers comptes de dépôt	104 093	108 895	82 597	90 000	83 072	104 807	101 869	79 186	74 004	102 572	78 579	133 261	1 142 937
<b>II-3 Opérations de trésorerie</b>	<b>16 160</b>	<b>16 160</b>	<b>41 160</b>	<b>16 160</b>	<b>16 160</b>	<b>16 160</b>	<b>16 160</b>	<b>16 160</b>	<b>16 160</b>	<b>16 160</b>	<b>16 160</b>	<b>16 160</b>	<b>218 919</b>
Dépenses des collectivités territoriales	8 373	8 373	8 373	8 373	8 373	8 373	8 373	8 373	8 373	8 373	8 373	8 373	100 475
Nivellement CCP	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	42 000
OPEX	4 287	4 287	4 287	4 287	4 287	4 287	4 287	4 287	4 287	4 287	4 287	4 287	51 444
Autres opération de financement (crédit hôtelier, participation financières, fond de stabilisation Fonsis)			25 000										25 000
<b>Déficit</b>	<b>- 244 962</b>	<b>- 87 528</b>	<b>- 252 317</b>	<b>- 131 462</b>	<b>2 174</b>	<b>- 91 277</b>	<b>- 122 452</b>	<b>- 73 527</b>	<b>- 172 446</b>	<b>- 67 407</b>	<b>- 1 245</b>	<b>- 118 941</b>	<b>- 1 361 389</b>
<b>III Autres ressources de trésorerie</b>	<b>15 491</b>	<b>85 200</b>	<b>272 414</b>	<b>116 106</b>	<b>12 358</b>	<b>114 617</b>	<b>119 634</b>	<b>104 685</b>	<b>103 534</b>	<b>70 031</b>	<b>37 834</b>	<b>78 765</b>	<b>1 130 669</b>
Mobilisation Traités et Effets	1 623	1 623	1 623	1 623	1 623	1 623	1 623	1 623	1 623	1 623	1 623	1 623	19 476
Remboursement nivellement CCP	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	42 000
<b>Tirages programmes</b>									42 600			64 400	107 000
Ressources des collectivités territoriales	5 368	5 077	7 291	5 983	7 235	9 494	9 511	19 562	11 811	9 908	7 711	9 242	108 193
Remboursement OPEX	5 000			5 000			5 000			5 000			20 000
<b>Emission sur le marché intérieur</b>	<b>-</b>	<b>75 000</b>	<b>205 000</b>	<b>100 000</b>	<b>-</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>80 000</b>	<b>44 000</b>	<b>50 000</b>	<b>25 000</b>	<b>-</b>	<b>779 000</b>
Bons du Trésor par adjudication (opérations de trésorerie)			55 000										55 000
Bons du Trésor par adjudication			50 000					30 000			25 000		105 000
Obligations du Trésor		75 000	100 000	100 000		100 000	100 000	50 000	44 000	50 000			619 000
Financement reporté	232 490												232 490
<b>NB: Solde projeté du compte de règlement en début de période</b>		<b>3 019</b>	<b>690</b>	<b>20 787</b>	<b>5 431</b>	<b>19 964</b>	<b>43 304</b>	<b>40 486</b>	<b>71 644</b>	<b>2 733</b>	<b>5 356</b>	<b>41 946</b>	
<b>NB: Solde projeté du compte de règlement en fin de période</b>	<b>3 019</b>	<b>690</b>	<b>20 787</b>	<b>5 431</b>	<b>19 964</b>	<b>43 304</b>	<b>40 486</b>	<b>71 644</b>	<b>2 733</b>	<b>5 356</b>	<b>41 946</b>	<b>1 770</b>	

## ANNEXE XI : SITUATION DES RESTES A PAYER AU 30 SEPTEMBRE

Situation des restes à payer au 30 septembre

	Crédits ouverts	Crédits payés	Reste à exécuter	Montant pris en charge	Reste à payer
Titre 3	376 143 039 890,00	318 641 738 466,00	57 501 301 424,00	322 977 774 007,00	4 336 035 541,00
Titre 5	201 851 802 811,00	82 410 868 993,00	119 440 933 818,00	85 068 110 693,00	2 657 241 700,00
<b>Total</b>			<b>176 942 235 242,00</b>	<b>408 045 884 700,00</b>	<b>6 993 277 241,00</b>
Titre 4	845 137 161 293,00	691 694 744 115,00	153 442 417 178,00	696 833 529 429,00	5 138 785 314,00
Titre 6	722 230 336 130,00	492 716 753 055,00	229 513 583 075,00	492 725 600 019,00	8 846 964,00
<b>Total</b>			<b>382 956 000 253,00</b>	<b>1 189 559 129 448,00</b>	<b>5 147 632 278,00</b>
<b>Total général</b>			<b>559 898 235 495,00</b>	<b>1 597 605 014 148,00</b>	<b>12 140 909 519,00</b>